Les États Chrétiens des Balkans

DU MÊME AUTEUR

Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique, 1906, in-8° (Paris, F. Alcan). 14 »

Couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques (prix Fréville).

Deux Mémoires inédits de Claude Le Pelletier, 1906, in-8° (Paris, F. Alcan). 3 50

Précis d'histoire économique depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, 1908, in-12° (Paris, F. Alcan). . . . . 2 »

Collection de cartes murales historiques, 1911-1912 (Paris, Ch. Delagrave). . . . . 150 »

Bibliographie des sources de l'histoire de France, XVII^e^ siècle (Paris, A. Picard).

En cours de publication et en collaboration avec M. Émile Bourgeois.

T. I, 1913, in-8°. . . . . 5 »

T. II, 1913, in-8°. 7 50

Ра 1064
6444

ИНЦА
АКШИТА
УНИВ. БИБЛИОТЕК
И. Бр. 95832

Les États Chrétiens des Balkans

depuis 1815

PAR

LOUIS ANDRÉ

Docteur ès-lettres
Professeur au lycée Louis-le-Grand

Roumanie, Bulgarie, Serbie, Montenegro, Grèce.

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1918

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Les États Chrétiens des Balkans depuis 1815

AVANT-PROPOS

Le dix-neuvième siècle et le début du vingtième ont vu se produire de profonds changements dans la péninsule balkanique. La question d'Orient, qui, auparavant, avait intéressé la Pologne, la Suède et la Turquie à la fois, s'est alors transformée en une question particulière : les règlements concernant la Pologne et la Suède ayant été effectués définitivement, semblait-il, au cours du dix-huitième siècle, il ne s'est plus agi dès lors que du sort de la Turquie.

Les résultats obtenus par les efforts des diplomates et des militaires ont été le démembrement progressif de cet empire ottoman et la constitution, sur ses ruines, de plusieurs états chrétiens. Au début du dix-neuvième siècle, en effet, la

Turquie, outre ses possessions africaines et asiatiques, dominait en Europe dans la péninsule des Balkans. En 1915, elle ne comprenait plus, en Europe, qu'un étroit territoire avec Andrinople et Constantinople : elle avait perdu ses domaines africains : il lui restait seulement ceux d'Asie. La guerre présente semblait même faire prévoir que les derniers débris de sa prépondérance sur le sud-est européen lui échapperaient, que « l'homme malade » conserverait probablement quelques régions de l'Asie occidentale, et qu'il ne serait plus pour les chefs d'état, leurs ministres et les peuples, ce qu'il avait été pendant longtemps, une cause d'inquiétude, un trouble-fête, pourrait-on dire.

A mesure que cette décomposition territoriale et politique s'accentuait, les nationalités balkaniques, d'autre part, reprenaient conscience d'elles-même. Avec l'aide de plusieurs puissances européennes, les pays de Roumanie, de Bulgarie, de Serbie, de Montenegro et de Grèce secouèrent la longue oppression qui avait pesé sur eux, conquirent l'indépendance et tâchèrent de se donner une organisation moderne. Grâce à des complaisances intéressées, l'Albanie, elle aussi, devint, provisoirement d'ailleurs, ce qu'elle n'avait jamais voulu être, un état, ou plutôt, une forme d'état.

Dans ce long drame historique, les combinaisons diplomatiques, les conflits des puissances et les événements militaires ont principalement attiré l'attention des écrivains. Tout ce qui était brillant ou, tout au moins, varié, épisodique et accidenté, tout le point de vue extérieur en d'autres termes, ils l'ont exposé avec force détails et leurs livres ont été accueillis avec une réelle faveur[1].

Le plus souvent au contraire, l'histoire intérieure a été laissée dans l'ombre. Cela se conçoit aisément. Cette histoire apparaît comme constamment monotone, comme constamment dominée par des intérêts particuliers, auxquels, presque toujours, est sacrifié l'intérêt général. En réalité, cependant, elle a une importance indéniable. Comment comprendre en effet, pour ne citer qu'un exemple, que la plupart des nationalités chrétiennes aient pu engager et soutenir avec succès la lutte en 1911-12 contre leur ancien oppresseur, si l'on ne sait les tentatives, souvent contrariées d'ailleurs, qu'elles avaient faites auparavant pour se constituer? Comment, aussi, déterminer l'état réel et exact dans lequel elles se trouvaient au moment où elles ont été entraînées dans la guerre qui a éclaté en 1914?

Exposer cette histoire intérieure, expliquer

1. Voir, en particulier, le livre de Driault.

par elle, en partie du moins, les modifications survenues dans la péninsule, montrer que d'elle résultent nécessairement l'affaiblissement de l'empire turc et les progrès, parfois peu sensibles, des nationalités balkaniques, telle est la tâche ardue que nous avons entreprise et dont nous ne nous dissimulons pas les difficultés.

CHAPITRE PREMIER

LA ROUMANIE.

I — Les principautés avant 1812

Dans un cadre géographique naturel, la plaine de Valachie et le pays montueux de Moldavie, que limitent le cours du Danube inférieur et la courbe sinueuse des Alpes de Transylvanie et des Carpathes orientales, se sont installés et développés la nation et l'état de Roumanie.

Issus probablement du mélange d'autochtones et de colons romains amenés par Trajan, les Moldo-Valaques vécurent pendant dix siècles dans une obscurité complète, luttant pour l'indépendance contre leurs voisins belliqueux, Hongrois, Polonais et Turcs. Malgré la vaillance de leurs chefs, en particulier du Moldave Stéphane le Grand (fin du xv^{e} siècle) et du Valaque Michel le Brave (fin du xvi^{e}), ils furent vaincus par la Turquie et durent accepter une sorte de protectorat réglé par des capitulations, qui les

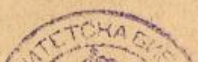
soumettait à un tribut annuel, mais leur laissait leur administration intérieure, l'élection de leurs princes, leur langue et leur religion.

La situation s'aggrava plus tard : les deux principautés furent fréquemment le champ de bataille où se rencontrèrent les Autrichiens, les Russes et les Ottomans et leur sort fut atrocement misérable. Après l'échec de la tentative faite par Pierre le Grand en 1711, la Turquie, profitant de sa victoire, supprima l'élection des princes indigènes et les remplaça par des Grecs Phanariotes, véritables fonctionnaires munis d'un firman d'investiture qu'ils avaient acheté. Étrangers au pays et n'ayant que le souci de leurs intérêts particuliers, ces gouverneurs firent de la Valachie et de la Moldavie de simples pachaliks de l'empire turc, qu'ils exploitèrent sans scrupules et sans ménagements.

A la fin du XVIII^e^ siècle, un nouveau danger apparut, lorsque, pour développer son influence, la Russie se proposa de devenir la puissance protectrice des nations chrétiennes des Balkans, lorsqu'avec Catherine II commença le duel russo-turc. La tactique des Russes sera dès lors toujours la même : dès le début d'un conflit, ils occupent les deux principautés et en font leur base d'opérations en attendant d'imposer à la Porte une convention qui restreindra l'autorité du sultan à leur profit. Le point de départ de cette politique réaliste est le traité de Kaïnardji du

10 juillet 1774 : en échange de la restitution de la Bessarabie, de la Moldavie et de la Valachie, la Turquie accepte que résident à Constantinople des plénipotentiaires chrétiens envoyés par les principautés et que la Russie puisse présenter des demandes en faveur des chrétiens. « L'empire ottoman devient dès aujourd'hui une sorte de province russe », disait avec quelque exagération l'ambassadeur autrichien Thugut : mais cette parole résume clairement la tendance de la politique russe.

Celle-ci se développe alors avec régularité et elle obtient les résultats suivants : le tribut ne sera pas payé pendant deux ans et les plénipotentiaires des principautés seront traités à l'égal des représentants des souverains (1779 et 1792), — le montant du tribut, qui variait suivant le caprice ou la rapacité des hospodars, est fixé définitivement (1784), — les hospodars seront élus pour sept ans (1802). Ainsi, la Russie paraissait prendre la défense des principautés : en réalité, elle tâchait de mettre la main sur elles en veillant à ce que les hospodars lui fussent tout dévoués. Et en 1806, ceux-ci ayant été destitués par la Turquie, elle n'hésita pas à reprendre les armes. Cette fois, ce fut une occupation de six années à laquelle présida le général Kutusov. Très dure, elle ruina les Roumains ; leur mécontentement s'accrut par ce qu'ils ont appelé le « rapt de la Bessarabie »,



dont le souvenir est resté fort longtemps vivace chez eux et contre lequel ils protestèrent avec énergie : ils n'eurent dès lors pour la Russie que de la défiance.

Quoi qu'il en soit, le traité de Bucarest (1812) paraît devoir soustraire les principautés à la domination ottomane et marquer le début d'une ère nouvelle. Quel est donc à ce moment l'état politique et social de la Moldavie et de la Valachie?

A la tête de chacune d'elles est un hospodar, nommé seulement pour sept ans, mais disposant d'une autorité absolue. Il gouverne une nation chez laquelle on reconnaît plusieurs classes nettement séparées les unes des autres. Le fait capital est que les principautés sont les seuls pays balkaniques possédant une véritable aristocratie qui, si elle a le sens politique, pourra faire échec à l'absolutisme, et qui, dans le cas contraire, sera un obstacle au développement de la patrie.

Dans cette noblesse, les boïars forment une minorité : ils sont 75 en Moldavie et 300 en Valachie. Ils ne sont pas tous d'origine roumaine : quelques-uns sont des roumanisés, quelques autres des Grecs amenés par les hospodars. Grands propriétaires, ils ont le privilège de ne pas payer d'impôts et d'avoir, seuls, accès aux plus hautes fonctions. Fort riches, ils vivent fastueusement, en dépensant beaucoup, et sou-

tiennent qu'ainsi ils sont comparables aux Français. Ils ne résident pas sur leurs domaines terriens, mais dans les seules villes des deux principautés, Bucarest ou Jassy : là, dans leurs maisons, encombrées de tapisseries, de meubles, de tout ce qui peut frapper le regard, ils prétendent donner à l'étranger qui vient les voir l'impression, ou, tout au moins, l'illusion du luxe et de l'élégance. De même leurs femmes, qui sont bien souvent des Grecques Phanariotes, se couvrent de bijoux variés et de colliers de perles, ont le même goût excessif que les Turques pour le fard et pour une domesticité nombreuse : elles n'ont guère d'autre souci que celui d'être bien habillées, bien fardées et bien servies : elles ne comptent pas.

Différentes et d'un tout autre ordre sont les préoccupations des boïars. Se considérant comme égaux entre eux, ils ont une vue étroite du rôle politique qu'ils pourraient jouer. Ils n'ont pas conservé les vertus guerrières et les qualités morales qu'avaient eues leurs ancêtres, ceux qui avaient combattu contre l'envahisseur quel qu'il fût. Eux ne se battent que pour le maintien des privilèges attachés à leur caste ou pour l'obtention de faveurs. Leurs armes sont la soumission et l'intrigue. Ils s'agenouillent humblement devant le hospodar, sont pleins de déférence et d'obséquiosité pour le pacha, représentant de la Turquie, et pour le consul, repré-

sentant de la Russie. Comme les nobles polonais, ils sont très fiers et très serviles à la fois : ils consentent à être bâtonnés par ordre du prince à condition que ce soit sur un tapis! Esprits brouillons, ils cabalent constamment : dès qu'un hospodar est nommé, ils lui font opposition parce que chacun d'eux regrette de n'avoir pas été choisi lui-même. Un Russe, qui a pu les observer et les bien connaître, Kisselef, a dit d'eux avec sévérité, mais avec une justice exacte, semble-t-il : « Ce sont les plus turbulents intrigailleurs de tous les hommes à barbe qui pullulent sous la calotte du ciel ». Cette haute démocratie nobiliaire, qui formait une oligarchie peu nombreuse et remuante, ne songeant qu'à elle-même, ne pouvait, au début du XIX[e] siècle, favoriser le développement du pays : elle était plutôt une entrave.

La petite noblesse n'a pas, à la même époque, les bénéfices matériels et honorifiques qui étaient l'apanage des boïars : elle vit soit du revenu de ses terres, soit de celui des fonctions d'importance médiocre qui lui sont confiées quoiqu'elle soit fort peu instruite. Tandis qu'elle fait preuve, elle aussi, d'une soumission complète à l'égard des puissants, elle montre vis-à-vis des paysans une dureté et une rigueur extrêmes. Toutefois, quand elle considère l'inégalité qui existe entre elle et les boïars, elle envie les privilèges de ces derniers, et ce désir de relever sa situation a

entraîné déjà la formation de sociétés secrètes. On y discute les intérêts particuliers des nobles sacrifiés, on recherche les causes de cet état de choses, on en attribue la responsabilité aux hospodars étrangers contre lesquels il faut mener la lutte et qu'il faut remplacer par des princes indigènes. Et ainsi, tout en ne poursuivant qu'un but peu élevé, la petite noblesse fera accomplir, inconsciemment, à son pays les premiers progrès politiques.

Comme la noblesse, le clergé était divisé en deux castes. Le haut clergé, qui était peu nombreux puisque, dans chaque principauté, il y avait cinq à huit évêques seulement, avait de grandes richesses. Propriétaire des terres les plus fertiles et des domaines dédiés aux Lieux Saints, il avait à son service, pour les mettre en valeur, des esclaves et il en retirait des produits considérables. Cette gérance fructueuse absorbait presque tout son temps, avec les ventes de la dignité de pope. Le bas clergé, recruté parmi les paysans, a encore moins d'instruction : il n'est pas dégagé des superstitions grossières et, par suite, ne peut exercer aucune influence religieuse et morale. Il vit misérablement ou, plutôt, il tâche d'assurer son existence : la recherche des ressources matérielles, qui lui sont nécessaires, est son souci exclusif. D'idées générales, de vues élevées, de sentiments patriotiques, point : et, comme cet état d'esprit persistera, le

clergé ne jouera, pour ainsi dire, aucun rôle.

La classe moyenne était excessivement réduite. Il n'y avait guère en effet que deux villes, d'une importance relative, dans les principautés : la majorité de la population était une population rurale. D'autre part, dans les cités, les petits industriels, qui étaient réunis en corporations, n'étaient pas uniquement des indigènes : on rencontrait parmi eux des Serbes, des Bulgares et des Hongrois. Le commerce avait, plus complètement encore, échappé aux Moldo-Valaques : les étrangers, Grecs, Allemands, Arméniens, Juifs, Turcs même, l'avaient accaparé. Au point de vue politique, la bourgeoisie non organisée subit la domination qui lui a été imposée et ne rêve ni d'amélioration de son sort, ni de liberté.

La condition de la masse des paysans était beaucoup plus triste. Comme nourriture, du millet : comme habitation, des huttes, « véritables tanières à moitié enfouies sous terre ». Ils étaient, non propriétaires, mais fermiers et, à ce titre, cultivaient sur les domaines de la noblesse et du clergé des parcelles de terrain. En échange, ils étaient astreints à la corvée et à l'impôt. Sans doute la corvée était fixée à une durée de douze jours par an; mais pendant ce laps de temps, les paysans devaient accomplir un travail déterminé et il arrivait quelquefois que ce travail exigeât cinquante jours. Au contraire, le chiffre de l'impôt n'était pas constant : il variait

avec les besoins ou le caprice des hospodars. Le paysan devait s'acquitter sans résistance : la répression de tout refus était accompagnée de peines corporelles, coups de bâton ou mise à mort. Placé en présence de cadavres de paysans, un hospodar s'était borné à dire : « Ils n'avaient qu'à payer, on ne les aurait pas tués. » Bien heureux s'estimait le vilain quand, aux exigences des collecteurs, ne s'ajoutaient pas les réquisitions forcées et les excès de troupes étrangères ravageant le pays! Aucune sécurité durable n'existe donc pour lui. S'il est paisible, il s'enfuit dans les montagnes ou les forêts en emmenant avec lui ses bestiaux : s'il est violent, il abandonne sans esprit de retour sa hutte et devient brigand, ou, ce qui est à peu près semblable, gendarme. Peut-on dès lors s'étonner que l'excès de la misère ait souvent conduit les paysans aux émeutes? Ils se révoltent sans savoir exactement pourquoi d'abord, ou plutôt pour protester contre les lourds impôts et les vexations répétées qui les accablent. De là, ils passeront insensiblement à l'idée de revendications précises, et d'une façon inconsciente, eux aussi comme la petite noblesse, ils pousseront leur pays dans la voie du progrès.

Et cependant, au-dessous d'eux, il existe des hommes plus miséreux encore, les tsiganes. Sans liberté, sans garanties, esclaves des nobles et du clergé, ils sont une chose dont le maître dispose à son gré. De véritables marchés d'esclaves

existent dans les principautés : suivant l'occasion, suivant les besoins des acheteurs, le père est séparé des siens, les membres d'une même famille vivent éloignés les uns des autres. Les tsiganes sont même plus malheureux que les serfs du moyen âge qui, du moins, étaient attachés à la glèbe : le hasard des ventes décide de leur situation.

En somme, dans l'ensemble, l'état de la Moldavie et de la Valachie, au début du XIX^e^ siècle, était comparable à celui de la Pologne avant les partages ou de la Russie avant Pierre le Grand. Des hospodars étrangers à la tête du gouvernement, — une noblesse turbulente, avide et incapable, — un clergé ignorant, — une masse de paysans molestés et inertes, — une bourgeoisie si peu nombreuse qu'elle ne peut servir de contrepoids, telles sont les constatations peu favorables que l'on est amené à faire. Les deux principautés étaient des pays, encore arriérés, qui manquaient d'équilibre politique et social et qui avaient de grands efforts à faire pour se civiliser.

Est-ce à dire, toutefois, que la barbarie y fût, vers 1812, définitivement enracinée? Là, comme dans beaucoup d'autres nations européennes, l'influence extérieure, en particulier celle de la France, s'est déjà fait sentir. Sans doute, les hospodars phanariotes avaient commencé par apporter avec eux la culture hellénique en Valachie et en Moldavie. Mais, ayant, dès le XVIII^e^ siècle, appris

à Constantinople la langue française, ils en introduisent l'usage à leur cour. Leur œuvre est aidée pendant la Révolution par les émigrés qui se réfugient dans les principautés et qui, pour vivre, acceptent des fonctions publiques ou enseignent leur langue dans les villes de Bucarest et de Jassy : ils y publient même en français un organe, le « Courrier de Londres », où ils manifestent librement leur hostilité aux idées nouvelles. Théâtres, concerts, cafés, modes à la française, tout cela s'introduit peu à peu dans les principautés. Cette influence de la France, à laquelle les Roumains ont toujours rendu hommage, est si incontestable qu'il se formera bientôt un parti qui prendra le titre de parti français avant de s'appeler ensuite parti national.

Parallèlement à cela, la langue nationale tend à éliminer le slavon qui était jusqu'alors en usage. Des écrivains s'efforcent même de déterminer les origines latines des Roumains, de remonter jusqu'aux temps anciens de la nation, de raconter son brillant passé historique. Mais l'originalité de ce mouvement est dans le fait qu'il n'est pas l'œuvre de littérateurs habitant les principautés moldo-valaques. C'est au delà des frontières qu'il naît et se développe, en Transylvanie où vivent des Roumains plus civilisés, hantés par le souvenir de Trajan et de Michel le Brave à la fois, parlant sans cesse du caractère latin de leur peuple, et insistant sur

ses affinités avec la France, qu'ils désignent sous le nom de « sœur aînée » de la Roumanie.

Ces écrivains prennent pour tâche de réveiller la conscience nationale, et, à coups de textes, avec une érudition lourde et encombrante, ils composent des livres passionnés, patriotiques, pour faire sortir les Roumains de leur trop long sommeil. Soit en latin, soit en roumain, Samuel Micu rédige diverses histoires, en particulier celle des Roumains de la Valachie et de la Moldavie, qui date de 1806 et dans laquelle il se plaît à rappeler les hauts faits d'armes des anciens chefs combattant pour l'indépendance. Pierre Maior remonte plus loin et son histoire, parue en 1812, est un ouvrage de polémique destiné à prouver que les Roumains sont les descendants des Latins et à réfuter les théories opposées soutenues par les auteurs allemands. Georges Shinkaï, qui suit la même méthode, commence en 1808 la publication d'une Histoire des Roumains, que le gouvernement hongrois fait suspendre parce qu'elle est « digne du feu et l'auteur digne de la potence ». C'est en Hongrie aussi que le plus connu de tous ces écrivains, Georges Lazar, débuta par une active propagande : poursuivi, il se retira à Bucarest et y professa, en langue roumaine, dans le collège de Saint-Sava. Ses ouvrages traitent seulement de la grammaire et des mathématiques : mais, à propos de ces matières

abstraites et ardues, Lazar exalta sans relâche le sentiment national et ses élèves s'efforceront de mettre plus tard en pratique les idées qu'il leur avait suggérées.

Il est indéniable que l'influence de cette littérature transylvaine ne s'exerça pas sur la majorité de la population, sur la masse paysanne. Mais il est non moins certain qu'elle pénétra profondément parmi les nobles laïques. Ceux-ci modifièrent et élargirent leurs conceptions primitives d'ordre purement matériel : ils comprirent la valeur de l'instruction et prirent l'habitude d'envoyer leurs enfants dans les états de l'Europe occidentale. C'est en France surtout que vinrent les jeunes Roumains : c'est là que furent élevés Bibesco, Stirbeï, Cantacuzène, etc., futurs ministres ou hospodars. Rentrés dans leur patrie, ils pouvaient constater la différence énorme qui séparait la société moldo-valaque de celle au milieu de laquelle ils avaient vécu pendant plusieurs années : est-il surprenant qu'ils aient tenté de diminuer cette inégalité en procédant à une transformation radicale du pays?

Dans le premier quart du XIX^e^ siècle, les principautés de Moldavie et de Valachie manquent donc d'une organisation quelconque. Les abus du régime autoritaire persistent et l'absence d'instruction parmi le peuple favorise leur maintien. Toutefois, les influences extérieures

s'étant exercées sur une partie tout au moins de la nation, il se produisait déjà, quoique confusément, un éveil du sentiment national, indice vague, mais réel, d'aspirations nouvelles. Cette évolution constitue le caractère principal de l'histoire politique intérieure de la Roumanie depuis 1812. Elle s'est faite, semble-t-il, en trois étapes : de 1812 à 1856, les principautés sont sous le protectorat de la Russie, qui commence à y introduire des améliorations : de 1856 à 1881 se fonde, non sans difficultés, la principauté de Roumanie qui s'organise insensiblement : en 1881 est créé le royaume de Roumanie qui se développe d'une façon normale et suivant les idées libérales.

II — Le protectorat russe, 1812-1856

De 1812 à 1856, l'action de la Russie s'exerça sur les affaires intérieures des principautés moldo-valaques, tantôt indirecte et sourde comme elle l'avait été le plus souvent depuis le traité de Kaïnardji, tantôt directe et marquée par une occupation effective, quoique provisoire, du pays. La Russie, en prenant en mains l'orga-

nisation des principautés, voulait habituer l'Europe à cette idée qu'elles étaient sous le protectorat des tzars, dans leur zône d'influence, un terrain réservé en quelque sorte. Elle ne put cependant, immédiatement après le traité de Bucarest, donner tous ses soins à ces questions : les guerres contre Napoléon, la formation et le fonctionnement de la Sainte-Alliance, les affaires de Pologne, l'en détournèrent. Elle bénéficia, malgré cette abstention forcée, de l'état d'esprit qui commença après 1815 à se montrer dans la Moldavie et dans la Valachie en même temps. Contre les hospodars phanariotes, nommés par la Turquie, qui continuaient à gouverner, l'hostilité se manifesta et le sentiment de plus en plus vif fut que ces étrangers devaient être remplacés par des chefs indigènes. Le mouvement de 1821, qui devait aboutir à l'indépendance de la Grèce, permit à ces aspirations de se donner libre carrière.

Alexandre Ypsilanti, un des chefs de l'hétairie, officier au service du tzar, dont le nom était cher aux Grecs, conçut le projet de soulever tout le nord de la péninsule balkanique et de faire servir à la libération des Hellènes les Monténégrins, les Serbes et les Moldo-Valaques. Ceux-ci, hostiles aux Grecs Phanariotes et à tous les Grecs en général, ne voulurent travailler que pour eux-mêmes. Et c'est pourquoi, avant même qu'Ypsilanti eût pris une résolution ferme, ce

fut un soulèvement national qui éclata en 1820 en Valachie où le hospodar venait de mourir.

Il fut dirigé par Théodore Vladimiresco, considéré par les Roumains d'aujourd'hui comme un héros et un martyr. Soldat de fortune, officier dans l'armée russe en 1806, puis grand marchand de blés, il demanda à la Porte de rendre aux principautés leurs anciens droits, la constitution démocratique qu'elles avaient eue autrefois, en d'autres termes de mettre fin au gouvernement des Phanariotes et de laisser les Moldo-Valaques élire librement leurs princes. Il entraîna les paysans, les bourgeois, les commerçants et les élèves de Lazar et, avec eux, groupa une armée qu'il appela l' « Assemblée du peuple » : au mois de janvier 1821, il entrait à Bucarest et, peu après, était le maître de la Valachie. Ce succès portait évidemment préjudice aux plans d'Alexandre Ypsilanti qui, ayant enfin franchi la frontière moldave, se hâta vers l'ouest. L'entrevue de Colentina, près de Bucarest, entre les deux chefs, n'eut pas de résultat, et Vladimiresco, refusant de seconder Ypsilanti, négocia avec les Turcs pour obtenir d'eux les concessions qu'il leur avait demandées. Le 4 juin, enlevé brutalement de Bucarest par ordre de son rival, il fut mis à mort à Targoviste. Ce meurtre fut fatal pour la cause d'Ypsilanti : les Moldo-Valaques l'abandonnèrent et conservèrent leur fidélité aux Turcs.

Par suite, ce premier soulèvement national eut une double conséquence. D'une part, les principautés furent ravagées par les belligérants, comme elles le seront encore à maintes reprises. Mais, d'autre part, la Porte, ayant pu battre Ypsilanti et ayant à réprimer l'insurrection grecque, reconnut les services que les Moldo-Valaques lui rendaient en ne prenant aucune part à la lutte et leur accorda des princes indigènes, Grégoire Ghika à Bucarest et Jean Stourdza à Jassy (fin 1821).

Tant que le tzar Alexandre Ier vécut, la Russie ne parut pas s'inquiéter de la politique ottomane. En 1825, Nicolas Ier succédait à son frère et se présentait au contraire comme l'héritier de Catherine II. Dès 1826, pour arrêter la Turquie et l'empêcher de reconquérir son ancienne influence dans les principautés, il lui adressa de vives réclamations contre l'occupation de celles-ci par les troupes ottomanes, réclama leur évacuation immédiate et l'ouverture de négociations pour régler le statut politique des deux pays. Par le traité d'Akkerman (7-8 octobre), les hospodars devront être choisis parmi les boïars indigènes et élus par les deux divans, c'est-à-dire les assemblées de la haute noblesse dans chacune des principautés. La Porte donnera son agrément à leur nomination et, en cas de refus, elle fera connaître à la Russie les motifs de l'exclusion : si celle-ci est justifiée,

les deux puissances recommanderont aux boïars de procéder à une nouvelle élection. Les hospodars exerceront leur mandat pendant sept ans et ne pourront être destitués que pour une faute grave et après entente entre la Turquie et la Russie. Leurs attributions consistent uniquement dans l'administration intérieure qu'ils dirigent de concert avec les assemblées des boïars et selon les indications données par les puissances protectrices. Les troubles récents ayant mis partout le désordre, deux comités de quatre membres chacun, dont la nomination est partagée entre les princes et la Russie, sont chargés d'élaborer un plan général de réformes. Par ce traité, le tzar Nicolas Ier rétablissait la situation et regagnait le terrain perdu.

La durée de cette convention fut éphémère : en 1827, la coalition franco-anglo-russe déclarait la guerre à la Turquie. La Moldavie et la Valachie furent occupées par les troupes russes et les hospodars renvoyés. Deux ans après, le traité d'Andrinople fixa au cours du Danube la frontière méridionale des principautés, stipula que leurs princes seraient nommés à vie, et leur attribua le droit de lever des milices pour la défense et la police : mais, et c'est là le fait capital, les Russes devaient rester dans la Moldavie et la Valachie jusqu'au paiement complet, par la Sublime Porte, de l'indemnité de guerre de 137 millions de francs.

Cette occupation dura cinq ans, 1829-1834, et parut être le prélude d'une annexion définitive, selon les intentions réalistes de Nicolas Ier. A deux reprises en effet, en 1830 et en 1831, le tzar montra des dispositions favorables à la réunion des deux principautés : il y mettait une seule condition, le choix d'un prince russe pour diriger le nouvel état. Puis, en 1833, quand, par le traité d'Unkiar-Skélessi, il eut envoyé ses troupes pour soutenir l'empire ottoman dans le premier conflit entre Mahmoud II et son vassal Méhémet-Ali, il proposa à la Turquie de renoncer à l'indemnité de guerre en échange de la cession des principautés. Conscientes du danger, la France, l'Angleterre et l'Autriche intervinrent alors pour mettre fin à l'occupation de la Moldavie et de la Valachie : la convention de Saint-Pétersboug (29 janvier 1834) reconnut au tzar le privilège d'intervenir en faveur des principautés, mais ordonna le retrait de ses troupes.

L'œuvre accomplie pendant ces cinq années a été fort diversement appréciée par les historiens roumains, quelquefois très sévèrement [1]. Elle fut dirigée par un homme remarquable, le général russe comte de Kisselef, auquel les écrivains hostiles à la Russie reconnaissent eux-mêmes « un esprit large et libéral, un caractère droit et ferme, doué d'une activité et d'une puissance de travail véritablement hors ligne. »

1. Voir, en particulier, Xénopol.

Quand il prit le pouvoir, toutes sortes de calamités accablaient les principautés et ne pouvaient être enrayées par suite de l'état d'esprit des paysans ignorants et superstitieux. Contre la peste, Kisselef établit un cordon sanitaire le long du Danube, créa un service médical et obligea les habitants à prendre des soins hygiéniques, tout au moins élémentaires. Contre le choléra, qui fait fuir la population et aussi les médecins, il donne de sa personne, se met à la tête du service, parcourt le pays pour encourager le peuple et combattre son effroi, et il finit par arrêter le mal. Contre la famine, qui vient ensuite, il emprunte à la Russie des blés et non-seulement nourrit la population, mais constitue des magasins de réserve. Contre les brigands et les maraudeurs, il dirige des troupes de police spéciale, des gardes-frontières que l'état lève et paie régulièrement. Contre l'ignorance, il fonde des écoles, laisse publier à Bucarest et à Jassy des journaux qui peuvent répandre les idées nouvelles, etc.

Si cette partie de sa tâche a été unanimement approuvée, l'organisation administrative qu'il dut fonder de concert avec les comités nommés en 1826 a soulevé des appréciations contradictoires. Les difficultés furent grandes par suite de l'opposition des intérêts entre les boïars qui voulaient beaucoup de libertés et le gouvernement russe qui ne désirait pas faire de nombreuses concessions. Kisselef, après de multiples

négociations, réussit à en triompher et à obtenir l'adhésion de la haute noblesse moldo-valaque et du tzar au Règlement organique de 1831.

Cet acte embrasse toutes les parties de l'administration. Ainsi, l'instruction publique est placée sous la surveillance de comités spéciaux; l'église est chargée de tenir les registres de l'état civil ; les juges sont déclarés inamovibles et il est établi une hiérarchie judiciaire, comprenant des tribunaux de village et de première instance, des cours d'appel et, au sommet, le divan princier, etc. Mais l'importance du Règlement est surtout politique. Il accorde aux boïars une influence étendue dans le gouvernement. A eux seuls sont réservés le droit d'être hospodars, députés, électeurs, officiers, et d'être exempts d'impôts : eux seuls élisent pour cinq ans une assemblée qui partagera le pouvoir législatif et financier avec le hospodar et qui contrôlera l'administration tout entière. Sans doute, après en avoir informé la Russie et la Turquie, le prince peut la proroger et même la dissoudre : mais, d'autre part, l'assemblée a le privilège d'adresser aux deux puissances protectrices des mémoires pour justifier son attitude et pour exposer ses griefs contre les hospodars et ses vœux particuliers.

C'est contre cette partie politique du Règlement que se sont élevés certains historiens roumains parce que, disent-ils, les idées de li-

berté et d'égalité, qui existaient dans les états de l'Europe occidentale, n'y ont trouvé aucune place. Cette opinion sévère ne tient nullement compte des faits : lorsque l'on considère l'état dans lequel la Moldavie et la Valachie s'étaient jusqu'alors trouvées et les améliorations, quelque maigres qu'elles puissent paraître, qu'effectue le Règlement, on est convaincu que celui-ci apporte un progrès réel et que Kisselef ne pouvait faire davantage pour l'instant. Sur un seul point seulement les reproches paraissent fondés : l'organisation nouvelle laisse en effet subsister l'inégalité sociale : les petits propriétaires et les paysans, dont beaucoup étaient encore en quelque sorte des serfs taillables et corvéables à merci, continuent à supporter les plus lourdes charges et sont sacrifiés à la haute noblesse. Mais, pour changer cet état de choses, il fallait une révolution ou un coup d'état. Comment, d'ailleurs, le tzar autocrate de toutes les Russies aurait-il accepté que, dans les principautés, fût institué un état social différent de celui qui existait dans son empire ?

Quelques jours après le départ du général Kisselef, en 1834, la Porte et la Russie s'entendaient pour nommer hospodars Michel Stourdza en Moldavie et Alexandre Ghika en Valachie, et alors commença pour les deux principautés une période de développement intérieur qui devait se poursuivre dans le calme jusqu'en 1848.

Michel Stourdza gouverna la Moldavie jusqu'en 1849. Partisan dévoué de la Russie et opposé à toute manifestation de l'esprit libéral, doué en même temps d'un caractère fort énergique, il entama franchement la lutte contre les boïars qui prétendaient limiter son pouvoir dans leur intérêt et, pour mettre à la raison cette féodalité exigeante, il introduisit chez elle de nouveaux éléments par la création progressive de hauts nobles. A son avènement ils étaient 130; lors de son abdication, le nombre avait triplé. En agissant ainsi, il mata toute opposition, continua et compléta les réformes de Kisselef, et, tout en grossissant sa fortune personnelle, travailla au relèvement de la Moldavie. Une administration fut organisée pour les villes et pour la police : les préfets et les sous-préfets furent empêchés d'employer, sans rémunération, les paysans à la mise en valeur de leurs propriétés particulières. Des lois furent promulguées pour enseigner et imposer au peuple les principes d'une hygiène rudimentaire et pour interdire la vente des boissons spiritueuses. Pour faciliter le commerce, de grandes foires furent tenues, des routes construites, le service des postes établi. L'église séculière et régulière n'eut plus seule l'administration de ses biens : elle fut soumise, sur ce point, à la surveillance du ministère. Enfin l'enseignement reçut une vive impulsion : on créa même une

école supérieure ou académique pour les études universitaires. Bref, Michel Stourdza porta son activité sur tout indistinctement : s'il se livra pour son profit personnel à des exactions indéniables, il est certain néanmoins que la Moldavie, sous son gouvernement, vécut en paix et se développa.

Plus agitée fut l'histoire de la Valachie. Alexandre Ghika n'avait pas le tempérament énergique et autoritaire de son collègue moldave : caractère faible et indécis, homme des transactions, il ne sut pas dominer l'opposition des boïars. La question de l'influence russe fut la cause primordiale des difficultés. Le hospodar l'acceptait docilement et sans restrictions : les boïars patriotes l'estimaient encombrante et concevaient déjà l'idée d'un état s'administrant lui-même en toute indépendance. Ghika ayant en 1837 proposé à l'assemblée des nobles qu'aucun changement ne pourrait être apporté au Règlement de 1831 sans l'adhésion formelle de la Russie et de la Turquie, l'hostilité éclata, violente. Après des débats passionnés, l'assemblée fut dissoute : les patriotes, exaltés par ce coup de force, formèrent un complot pour renverser le prince, et, découverts, furent emprisonnés en 1840. Ghika était vainqueur : une grave maladresse le perdit peu après. Ayant prêté son appui à la Turquie pour réprimer le soulèvement des Bulgares que la Russie soute-

nait secrètement, il perdit la confiance du tzar et, à la suite d'une adresse rédigée par Démètre Georges Bibesco, il fut destitué au mois d'octobre 1842.

Ce fut précisément Bibesco que les boïars élurent hospodar à vie en janvier 1843. Il avait servi pendant l'occupation russe, et ses qualités lui avaient valu, de la part de Kisselef, des appréciations flatteuses. Il pouvait donc être considéré comme l'homme de la Russie : mais on avait foi dans la sincérité de son libéralisme et l'ardeur de son patriotisme et on était sûr qu'avec lui le programme de réformes, adopté grâce à Kisselef, serait mis à exécution. Pour cette tâche, il ne put faire aucun fond sur l'assemblée des boïars : ceux-ci, ombrageux et défiants, toujours disposés à considérer que le prince tendait nécessairement au despotisme, non-seulement lui refusèrent leur concours, mais lui résistèrent avec tant de violence qu'en 1844 Bibesco demanda l'ajournement de l'assemblée à la Turquie et à la Russie. A partir de 1846, il disposa dans les assemblées suivantes de majorités suffisantes et, grâce à elles, put entreprendre dans la Valachie une œuvre semblable à celle que Michel Stourdza accomplissait dans la Moldavie.

Quoique les ressources fussent très restreintes puisque le budget annuel atteignit seulement six millions, il se consacra, tant à Bucarest que

dans le reste du pays, à développer les travaux publics, routes, canaux, ponts, etc., et à fonder des écoles primaires gratuites, des écoles complémentaires ou académies pour l'enseignement secondaire et même une faculté de droit à Bucarest. Il alla même plus loin que Stourdza et entreprit des réformes sociales : les serfs qui vivaient sur les terres de l'église furent affranchis et la capitation, perçue désormais sur ces nouveaux libres, devait être employée au rachat des autres serfs qui appartenaient à des propriétaires : dix mille familles acquirent ainsi la liberté personnelle. Enfin l'unification des deux principautés parut possible lorsque Bibesco s'entendit avec Stourdza pour supprimer la barrière douanière qui existait entre elles : et ainsi, comme on l'a dit avec juste raison, « les Roumains commencèrent à s'habituer peu à peu à l'idée des frontières d'une patrie commune ».

En somme, jusqu'en 1848, les hospodars suivirent la même politique, prenant de multiples mesures d'utilité publique, installant les services administratifs les uns après les autres, procédant à une transformation prudente et progressive. Ils organisent leurs états,... mais sous les ordres de la Russie, et c'est précisément contre ce protectorat étranger que la conscience nationale s'éveille pendant la même époque.

L'idée de l'indépendance, d'abord confuse, se

précise en effet lentement, mais sans arrêt; la nation finit par trouver trop fort le lien pourtant très lâche qui l'unit à la Turquie, et surtout supporte avec une impatience plus vive encore ce que l'on désigne sous le nom de « joug russe ». D'autre part, est née en même temps une seconde idée, celle de l'union des deux principautés en un seul état, parce que leurs traditions historiques, leur langue, leur religion, leurs intérêts sont les mêmes. Enfin des aspirations beaucoup plus vastes apparaissent : le pays roumain n'est pas seulement la Moldavie et la Valachie : il englobe des territoires, Transylvanie, Bukovine, Bessarabie, que l'Autriche et la Russie ont indûment occupés. A un gouvernement qui accepte la direction étrangère substituer un gouvernement libre de toute attache, tel est le but à poursuivre : de cette seule façon on pourra réaliser les réformes démocratiques à l'intérieur et faire valoir les revendications nationales à l'extérieur.

Dans les deux principautés, il s'est donc produit, de 1834 à 1848, un mouvement comparable à celui qui avait lieu en Italie à la même époque : là aussi, il a pris la forme littéraire et il a été le fait de sociétés secrètes. Dès 1835, le centre de la propagande libérale et nationale est la Société philharmonique. Des journaux se fondent, à Bucarest principalement : dans l'un d'eux, le « Courrier roumain, » le polémiste Eliade rappelle,

sans se lasser, les anciennes traditions nationales et, aussi, les anciennes institutions démocratiques et s'élève avec une vigueur infatigable contre le slavisme oppresseur, c'est-à-dire contre la Russie. Il trouve un appui sûr et fort dans la Société des frères, fondée en 1844. Celle-ci a pour programme précis la restauration de l'unité politique et de la démocratie. Ses adhérents se recrutent parmi la jeunesse des écoles, le bas clergé, les artisans, les commerçants, les Juifs attirés par l'espoir d'obtenir leur émancipation, les Grecs même dont beaucoup regrettent le passé, etc. Ils sont tous fiévreux, exaltés par les souvenirs glorieux de l'ancienne histoire, par les idées de conquérir l'indépendance et la liberté: tous attendent un signal.

La révolution parisienne du mois de février 1848 le leur donna. Enthousiasmés par elle, par la rapidité et la facilité avec lesquelles la royauté avait été renversée en France, les Moldo-Valaques crurent qu'ils n'avaient qu'à se hâter pour réussir. Le mouvement éclata donc : mais, soit par la condition des personnes qui y prirent part, soit par la manière dont il se développa, il n'eut pas le même caractère dans les deux principautés.

Dans la Moldavie, à Jassy, ce sont des boïars jeunes qui sont à la tête. Instruits à l'étranger d'où ils sont revenus, ayant pris contact avec la civilisation occidentale, ils éprouvent un sincère

sentiment de honte en constatant que, dans leur pays, existent et le servage et la corvée. Nullement désireux de bouleverser l'état politique, ils se bornent à souhaiter des réformes sociales et libérales en prenant pour base le Règlement organique de 1831. Une réunion est tenue le 8 avril et un mémoire est remis à Michel Stourdza. Celui-ci en eut vite fini avec ces révolutionnaires pacifiques et sentimentaux. Autoritaire, il ne voulait pas se soumettre à ce qui lui paraîtrait être une obligation. Il refusa d'accepter le mémoire, se retira avec sa famille dans une caserne, et ordonna l'arrestation des principaux meneurs qu'il se contenta d'expulser de la Moldavie. Il n'y eut aucune résistance : le mouvement cessa.

Dans la Valachie, il en fut autrement. Ici ce fut la bourgeoisie, aidée par une partie de la noblesse, qui prit la direction de la révolution. Dès le mois de mars 1848, s'était formé à Bucarest un comité composé de nobles et de bourgeois, parmi lesquels le membre le plus actif était le journaliste Eliade : il fut renforcé peu après par l'arrivée de Roumains qui avaient combattu à Paris sur les barricades, et en particulier les deux frères Démètre et Jean Bratiano. Les revendications, formulées par ce comité, furent à la fois nationales et libérales. Il fallait arracher la Valachie « au fléau du protectorat » russe et accepter, comme pis aller, la suzerai-

neté nominale de la Turquie : il fallait aussi abolir le Règlement organique de 1831 et le remplacer par une constitution qui établirait l'égalité civile et politique, proclamerait la liberté de la presse et déciderait que le prince futur, élu pour cinq ans, serait pris dans n'importe quelle classe de la société.

Comme le hospodar Bibesco se montrait peu disposé à adhérer à ce programme, malgré un attentat dirigé contre lui, une assemblée se tint, le 21 juin, sur les bords du Danube à Islaz dans le « camp de la régénération »; la nouvelle constitution est acclamée et dix mille hommes marchent sur Bucarest. Le lendemain, le prince cédait et constituait un ministère réformiste. Il fut alors aux prises avec des difficultés insurmontables : le consul général de Russie avait quitté Bucarest en signe de protestation, et d'autre part les soldats déclaraient « qu'ils ne se battraient pas contre leurs frères » libéraux. Le 25 juin, Bibesco abdiquait et quittait la Valachie.

Un gouvernement provisoire prit aussitôt le pouvoir et se constitua à l'imitation de celui qui existait alors à Paris : les modérés, qui acceptaient le maintien de la suzeraineté ottomane, furent les ministres : les radicaux, partisans de l'indépendance sans restrictions et de l'union indissoluble des deux principautés, furent les secrétaires. Mais, entre eux, l'entente ne se fit pas plus qu'elle ne se faisait en France. Des mouve-

ments violents, causés par la divergence profonde de leurs vues, éclatèrent : Bucarest fut troublée par des émeutes incessantes. Malgré le danger que faisaient prévoir les interventions extérieures inévitables, l'union resta irréalisable.

Les révolutionnaires savaient que le tzar Nicolas Ier se posait en Europe comme le restaurateur de l'ordre et était irrité de la disparition de l'influence russe dans la Valachie et, pour contrebalancer cette hostilité, ils espéraient dans la Turquie. Ils furent promptement déçus. A l'instigation de la Russie, la Porte refusa de reconnaître le gouvernement provisoire, envoya 20.000 hommes et un commissaire Soliman qu'elle dut même peu après faire remplacer par Fuad-Effendi, sous le prétexte qu'il faisait preuve d'une condescendance excessive à l'égard des libéraux valaques. Ceux-ci ne se laissant pas arrêter par cette intervention menaçante, brûlant solennellement, à l'instar de Luther, le Règlement organique de 1831 et entretenant l'agitation dans la capitale, les Turcs pénétrèrent dans Bucarest, y livrèrent un combat facilement heureux aux pompiers qui refusaient d'abandonner leur caserne, et arrêtèrent les principaux chefs qui, le 18 septembre, furent expulsés de la Valachie. Au début du mois d'octobre, 60.000 Russes arrivaient à leur tour devant Bucarest : leur commissaire, le général Duhamel, s'y installait pour diriger les affaires, de

concert avec son collègue ottoman. La révolution fut ainsi étouffée.

Il ne restait plus maintenant qu'à régler le sort des deux principautés. La Russie et la Turquie négocièrent pendant huit mois et, le 1er mai 1849, conclurent le traité de Balta-Liman. Cette convention marque un recul sensible pour la Moldavie et la Valachie, et ne les ramène même pas à la situation qu'avait créée le traité d'Akkerman de 1826. D'après elle en effet, les deux puissances protectrices choisiront les hospodars qui exerceront leurs fonctions pendant sept ans. Les assemblées des boïars seront supprimées; elles seront remplacées par des divans ou conseils : ceux-ci seront composés d'un nombre restreint de membres, pris parmi les nobles et le haut clergé dont la fidélité sera assurée, et ils auront comme principale mission d'établir les impôts nécessaires. En outre, deux comités sont créés pour préparer un règlement administratif : mais jusqu'à l'achèvement de la tâche qui leur est dévolue, et jusqu'au rétablissement complet du calme et de la sécurité, les troupes russes ou ottomanes resteront dans les deux principautés. Celles-ci perdent donc tous les avantages que le traité d'Andrinople leur avait donnés. Elles ont voulu écarter l'influence russe et entrer dans la voie du libéralisme : cette influence a au contraire grandi.

Conformément au traité, la Russie désigna

comme hospodar de Valachie le frère de Bibesco, Barbe Stirbeï, et, pour la Moldavie, la Turquie nomma Grégoire Ghika. Pendant sept ans, de 1849 à 1856, ces deux princes exercèrent le pouvoir sans encombre et ne furent en somme que des lieutenants-gouverneurs des deux puissances protectrices. Leur administration est absolument semblable : avec le concours intéressé et sous la direction effective de la Russie, ces hospodars se consacrent exclusivement au développement intérieur de leur pays, et, ne pouvant toucher aux réformes politiques, ils se bornent à améliorer l'état social. Ils commencent à déterminer les rapports entre propriétaires et paysans, suppriment la corvée, décrètent l'émancipation des tsiganes, font des efforts méritoires pour que l'instruction progresse.

Cette situation dura jusqu'à la guerre de Crimée. Pendant cette guerre, la Moldavie et la Valachie furent soumises à l'occupation étrangère, d'abord celle de la Russie, puis celle de l'Autriche qui y maintint ses troupes jusqu'à la réunion du Congrès de Paris. Celui-ci a une importance capitale pour l'avenir des deux principautés : dans le but de prendre des garanties contre la Russie, il va donner à la nationalité roumaine une première satisfaction et de vastes espérances. Il ouvre ainsi une ère nouvelle dans l'histoire des principautés, en mettant fin au protectorat russe.

III — La constitution de la principauté, 1856-1881

Malgré la solution modérée qu'il adopta, le Congrès de Paris, réuni le 25 février 1856, a véritablement créé l'état roumain. L'accord fut facile relativement à la Bessarabie qui, cédée par la Russie, fut donnée à la Moldavie. Plus différentes étaient les vues des puissances en ce qui concernait l'union des deux principautés. Cette question capitale fut posée au Congrès par la France dont le souverain était favorable aux demandes des Moldo-Valaques. Par principe en effet, Napoléon III était partisan de la formation d'états nationaux : par intérêt, il voyait dans la création d'une Roumanie sur le Danube inférieur une barrière à l'extension de l'influence russe dans les pays slaves des Balkans et un motif futur d'inquiétude pour l'Autriche sous la domination de laquelle étaient d'autres Roumains dans le banat de Temesvar, en Transylvanie et en Bukovine.

Son représentant au Congrès, le comte Walewski, n'eut pas évidemment à développer les raisons d'intérêt et se borna à exposer les raisons de sentiment. Il fut soutenu par le piémon-

tais Cavour pour qui la formation d'un état national roumain constituerait un précédent qu'il pourrait invoquer, à l'occasion, en faveur de son propre pays, par le russe Orlof pour qui cet acte affaiblirait l'empire ottoman, et, un peu plus tard, par le représentant de la Prusse qui espérait, elle, une diminution d'influence de l'Autriche. Tandis que l'Angleterre, avec Clarendon, restait pour l'instant sur la réserve, le turc Ali-Pacha, le futur ministre, s'opposa avec la dernière vivacité à la proposition française. Il fut appuyé par l'autrichien comte Buol qui soutint que jamais les Moldo-Valaques n'avaient songé à s'unir et qu'en tout cas, avant de résoudre la question par la diplomatie, il était nécessaire de consulter les peuples eux-mêmes sur le sort qu'ils désiraient avoir. Le Congrès se rendit à ces raisons de principe, procéda à la nomination d'une commission d'enquête et se réserva expressément le droit de se prononcer en dernier lieu sur le statut futur des deux principautés.

La commission d'enquête agit avec une sage lenteur : elle mit un an environ pour faire le voyage et n'arriva dans les Balkans qu'au mois de mars 1857. Ce délai permit à la Turquie de prendre des mesures, après avoir protesté solennellement auprès des puissances européennes contre la décision du Congrès de Paris. Les pouvoirs des hospodars ayant expiré avec celui-

ci, elle nomma dans les principautés deux lieutenants-gouverneurs qui étaient tout entiers à sa dévotion et avaient pour mission d'empêcher les habitants de manifester leurs véritables sentiments. Celui de la Moldavie était un Grec, Vogoridès (Aleko-Pacha), qui ne connaissait même pas la langue du pays à la tête duquel il venait d'être placé. Il se conforma aveuglément aux ordres de la Sublime Porte et aux conseils du consul d'Autriche à Jassy. Pour persuader les puissances que le nombre des partisans de l'union était à coup sûr négligeable, il falsifia à outrance les listes électorales : il ne maintint que 350 grands propriétaires sur 2.000; 2.260 petits propriétaires sur 20.000 trouvèrent grâce devant lui : et enfin, parmi les électeurs des villes, il s'en rencontra onze seulement qui exerçassent des professions libérales.

Cette épuration forcenée caractérise les élections du 15 juin 1857 qui aboutirent à la nomination d'adversaires de l'union. Les puissances ne furent pas dupes de cette « indigne comédie » : la France, la Russie, la Prusse et le Piémont menacèrent la Turquie de la rupture des relations diplomatiques et Napoléon III négocia avec l'Angleterre, qui, à cause des embarras qu'entraînait pour elle dans le nord de l'Inde la révolte des cipayes, finit par adhérer à la protestation. Le 6 août, l'ambassadeur français Thouvenel se préparait à quitter Constanti-

nople : au dernier moment, le gouvernement ottoman céda, provisoirement du moins. Les élections furent cassées, les listes électorales revisées et, au mois de septembre, ceux qui désiraient l'union des deux principautés sous un prince étranger et avec la garantie collective des puissances l'emportèrent. Le divan de Moldavie se prononça dans ce sens par 81 voix contre 2 : celui de Valachie, à l'unanimité. Aussitôt la Porte refusa d'accepter ces votes et prononça la dissolution des deux assemblées.

L'Europe allait-elle consentir à être jouée par la Turquie ou réduire la résistance de cette dernière? Comme presque toujours, elle était divisée. La Russie soutint avec énergie qu'il fallait amener la Porte, au besoin par la force, à sanctionner les décisions des divans. Mais Napoléon III, tout en restant favorable aux Roumains, hésitait devant la menace d'une guerre en Orient alors que l'attentat d'Orsini l'obligeait en quelque sorte à tourner toute son attention vers les affaires italiennes. Pour résoudre la question sans complications sérieuses, il mit donc en avant son moyen favori, la réunion d'une conférence qui se tint à Paris du mois de mai au mois d'août 1858.

La convention, qui résulta des débats, eut nécessairement le caractère d'un compromis. La Moldavie et la Valachie prennent le nom de Principautés-Unies : elles sont maintenant sous

la suzeraineté du sultan à qui elles doivent payer un tribut annuel; cependant elles sont placées sous la garantie collective des puissances européennes. Elles auront les mêmes lois et une armée commune; mais elles auront chacune son drapeau particulier. Pour diriger les affaires, deux hospodars sont élus à vie par les divans : toutefois ils doivent recevoir de la Porte leur investiture. Ils gouverneront avec l'aide d'assemblées, dont les membres sont nommés pour une durée de sept ans et qui discutent les lois, votent les impôts et établissent le budget. Ainsi le rêve des unionistes n'était pas satisfait par la convention puisqu'elle ne rompait pas la séparation des deux pays. On crut atténuer les récriminations en créant à Focsani une haute cour de justice commune et une commission centrale commune, composée de seize membres que désigneraient les divans et les hospodars. La conférence n'avait pas osé aller jusqu'au bout : elle arrêtait les aspirations des Roumains et tâchait de les consoler en laissant la porte ouverte aux espérances. Cette solution bâtarde, œuvre de cabinet, et non fondée sur les réalités, n'avait guère de chances de durer.

Les Roumains se chargèrent bientôt de le prouver à l'Europe : mal servis par elle, ils résolurent eux-mêmes la question en plaçant les puissances devant le fait accompli. Au début de

l'année 1859, en Moldavie, le colonel Alexandre Couza fut élu hospodar à l'unanimité. Le résultat de ce vote ayant été connu presque aussitôt dans la Valachie, une vive agitation se manifesta à Bucarest. Sous la conduite de Jean Bratiano, une foule nombreuse se porta devant le palais législatif en demandant que l'on choisît le même prince. Le 24 janvier, Alexandre Couza était élu. Sous le prétexte que la nomination d'un seul hospodar était une violation de la convention récente, la Turquie protesta auprès des puissances. Il fallut réunir une seconde conférence à Paris : celle-ci manifestant une tendance à approuver la conduite des Roumains, la Turquie, au mois de septembre, accepta l'élection, mais à titre exceptionnel. Couza constitua donc un ministère pour chacun des deux pays et il gouverna de cette façon jusqu'en 1861.

A cette date, le dernier pas fut enfin franchi. Sous la pression populaire, les divans émirent, au mois de mars, le vœu de délibérer en commun pour régler une des questions capitales, celle des rapports entre propriétaires et paysans, jusqu'alors source de conflits constants : à Bucarest, cette demande fut soutenue par une manifestation populaire qui comprenait 40.000 personnes. La Turquie, ne trouvant aucun appui parmi les puissances et redoutant un conflit armé, céda au mois de décembre. Le 15 février 1862,

à Bucarest, une assemblée unique se réunissait et le prince Couza déclarait à bon droit que « la nation roumaine était fondée ». Alors commence l'existence de la Roumanie : elle a un seul gouvernement et une seule capitale, Bucarest. Cette principauté roumaine devait durer jusqu'en 1881.

Alexandre Couza, qui prit le nom d'Alexandre-Jean Ier, dirigea les affaires jusqu'en 1866. Né en 1820, il appartenait à une famille de la noblesse de Moldavie et était venu à Paris pour compléter ses études. D'abord magistrat, il entra ensuite dans l'armée où il parvint rapidement au grade de colonel. Élu député au divan de Moldavie en 1858, il fit une propagande active en faveur de l'union des principautés et cela explique, en partie, le choix qu'on fit de lui comme hospodar l'année suivante. Intelligent et énergique, connaissant fort bien les réels besoins de son état, il prit vraiment à tâche de donner à la Roumanie ce qui lui manquait. Malgré son bon vouloir, il ne put pourtant pas s'imposer. L'autorité morale lui fit défaut à cause des déréglements de sa vie privée et de son hostilité pour toute contrainte; ses allures dictatoriales heurtèrent violemment les sentiments de son peuple épris de liberté et furent le principal obstacle à la durée de son pouvoir.

Il est d'ailleurs équitable de reconnaître qu'il eut à soutenir des luttes constantes contre les deux partis qui se formèrent, le parti libéral et

le parti conservateur. Ceux-ci, poussés trop souvent par leur intérêt particulier, ne visant qu'à s'établir au pouvoir, ne réussirent pas à s'entendre et les crises politiques se succédèrent au point que, dans l'espace de sept ans, il y aura douze ministères. En appelant ainsi à la direction des affaires les conservateurs et les libéraux alternativement, Couza espérait-il les user les uns après les autres et devenir ensuite le seul maître, quand le pays serait lassé de cette instabilité fâcheuse? Peut-être : mais, loin d'atteindre ce but, il réunit tout le monde contre lui et tomba.

Pendant les deux premières années, jusqu'en 1864, il essaya de conserver tout au moins l'apparence du régime parlementaire et de s'entendre avec l'assemblée pour la promulgation des lois nécessaires : mais bien souvent déjà il dut agir contre l'opposition systématique des boïars, en particulier à propos de la politique religieuse.

Dans la Roumanie existaient de nombreux couvents, qui, fort riches et très mal administrés, avaient été placés par des actes de dédicace sous la direction de monastères étrangers ayant une grande réputation, par exemple ceux de Jérusalem, du Mont Sinaï et du Mont Athos. La conséquence de cette situation était que les ressources des couvents roumains servaient principalement à alimenter les trésors des

moines du Mont Athos ou du patriarche de Constantinople. Couza rompit avec cette tradition et décréta la sécularisation des biens de ces monastères dédiés. Puis, accentuant sa politique, il tendit à fonder une église nationale roumaine qui dépendrait exclusivement de l'état : il nomma lui-même les métropolitains et les évêques qu'il soumit à la juridiction du synode national pour les affaires spirituelles et à celle de la haute cour de cassation pour les délits de droit commun. D'autres organes administratifs, Cour des comptes et Conseil d'état, furent fondés à l'imitation de ce qui existait en France, la justice réorganisée, la construction des chemins de fer commencée. Enfin Couza abolit la peine de mort et déclara que les libertés individuelle, de la presse, de réunion, seraient désormais une réalité.

Ces réformes libérales, qui renforçaient le pouvoir de l'état au détriment de l'ancienne autorité des boïars, indisposèrent contre Couza ceux dont les privilèges étaient gravement atteints. La rupture entre nobles et prince, que l'on pouvait prévoir, eut lieu sur la question agraire, question capitale qui devait entraver l'avenir de la Roumanie et n'être résolue que bien plus tard sous la pression des circonstances extérieures.

Il s'agissait de transformer les paysans, jusqu'alors simples tenanciers, en propriétaires :

pour cela, des terres seraient enlevées par expropriation aux grands domaines fonciers dont les possesseurs, les boïars en général, recevraient une indemnité. Après des négociations pénibles et violentes, les nobles refusèrent d'accorder aux paysans le droit d'avoir trois hectares de terres. Couza se servit de cette décision pour provoquer une agitation générale : le bruit courut que le gouvernement seul se préoccupait du sort des pauvres et qu'il était mis en échec par la résistance intéressée des boïars : la conclusion fut qu'il fallait réduire ceux-ci à l'impuissance.

Ainsi soutenu, Couza fit un coup d'état le 14 mai 1864. L'assemblée, qui avait obstinément rejeté le projet, fut dissoute et une nouvelle loi électorale fut promulguée. Celle-ci accorda le droit de vote à presque tous les paysans, en établissant le suffrage universel à deux degrés. L'initiative des lois appartenait au prince qui les préparait avec l'aide du Conseil d'état. Il était enfin créé un Sénat dont le président et les membres seraient nommés par le chef du gouvernement et qui se renouvellerait par tiers tous les deux ans. Le plébiscite du 24 mai approuva ce statut par 713.000 voix contre 57.000 votes contraires et 70.000 abstentions. Couza reçut de Napoléon III la promesse de son appui : les puissances, la Turquie elle-même, approuvèrent le coup d'état et reconnurent que la Roumanie était libre de

diriger à son gré son administration intérieure sans avoir à redouter une intervention étrangère.

Pendant deux ans, le prince gouverna donc à coups de décrets, dans l'intérêt du pays. Au point de vue agraire, non-seulement il exempta les paysans de la corvée, mais il procéda à l'expropriation des deux tiers des biens nobles : les terres reprises furent distribuées en toute propriété à 400.000 familles paysannes, moyennant le paiement pendant quinze ans d'une indemnité aux anciens possesseurs. En ce qui touche la justice, des codes (civil, pénal, de procédure), faits sur le modèle des codes français, furent publiés et mis en vigueur : on institua le jury, les registres de l'état civil, etc. Des mesures favorables furent prises pour favoriser les progrès matériels du pays : émission d'emprunts à l'étranger, création de comices agricoles, de haras, construction de routes, etc.

Malgré ses efforts, Couza ne parvint pas à consolider son pouvoir et à le rendre durable. Le mauvais état des finances, aggravé par les scandales de diverses sortes qui éclatèrent dans l'entourage du prince, eut plus d'effet que les services rendus : la dictature, instaurée par Couza pour imposer les réformes, fut considérée au contraire comme le prélude de l'établissement de l'absolutisme au profit d'un seul. Enfin et surtout les boïars étaient hostiles, parce que l'émancipation des paysans les avait fort lésés et parce que, suivant

leur politique traditionnelle, les nobles ne voulaient pas se soumettre à la domination de l'un d'entre eux : ils en revenaient ainsi à la conception qu'avait eue le Congrès de Paris, nommer un prince étranger pour mettre fin aux dissensions. Les mécontents, quelles que fussent leurs opinions politiques, libéraux et conservateurs, oublièrent momentanément leurs querelles et formèrent une société secrète pour renverser Couza. Jean Bratiano fut envoyé en Europe pour discréditer le gouvernement de celui-ci et pour rechercher un candidat princier. Pendant ce temps, l'armée et le peuple étaient gagnés par les mécontents. Dans la nuit du 22 au 23 février 1866, à Bucarest, le palais fut envahi : Couza surpris signa son abdication et fut ensuite conduit à la frontière.

Un gouvernement provisoire prit sa place, ayant à sa tête l'un des principaux conjurés, le libéral Rossetti. Il publia aussitôt une proclamation dans laquelle il déclarait qu'il défendrait jusqu'au bout le gouvernement constitutionnel et que, « par l'élection d'un prince étranger comme prince des Roumains, tous les vœux émis par les divans allaient devenir un fait accompli ». Nommer à vie un prince indigène, c'était perpétuer les divisions intérieures et la suzeraineté ottomane : choisir au contraire un prince étranger, qui tâcherait d'établir l'hérédité, c'était supprimer les rivalités des boïars et fon-

der la stabilité au dedans, gagner du temps en fortifiant l'état de manière à conquérir plus tard l'indépendance totale.

Philippe de Flandre, frère du roi de Belgique, fut d'abord acclamé. Mais Napoléon III ne tenait guère à ce qu'un petit-fils de Louis-Philippe dirigeât un pays et la Russie croyait à une machination de l'Angleterre : le prince de Flandre refusa. Et ce fut Napoléon III lui-même qui, à la suite d'une intrigue de cour, désigna le candidat au trône, le fils cadet du prince Antoine de Hohenzollern-Sigmaringen (branche catholique) : lieutenant de dragons dans la garde prussienne, neveu du roi de Prusse, allié, par ses ascendants, aux familles françaises de Beauharnais et de Murat, Charles de Hohenzollern semblait réunir ainsi toutes les conditions destinées à faciliter un accord général. Le 20 avril 1866, les Roumains l'acclamèrent par 685.000 voix contre 224 seulement. Mais la conférence de Paris refusa son adhésion en déclarant qu'il fallait élire un prince indigène : d'autre part, Guillaume Ier de Prusse se montrait peu favorable. Le prince Charles, hésitant devant ces oppositions, fut décidé par les conseils semblables de Napoléon III et de Bismarck. Sous un déguisement et un nom supposé, il traversa la Suisse, la Bavière et l'Autriche-Hongrie et, le 22 mai, il entrait triomphalement à Bucarest.

Les puissances européennes protestèrent pour la forme, mais durent accepter le fait accompli d'autant plus aisément que le conflit austro-prussien devenait fort menaçant. Elles arrêtèrent la Porte, qui réunissait des troupes : moyennant quelques concessions de détail, le sultan reconnut Charles de Hohenzollern prince héréditaire des Principautés-Unies, qui auraient le droit de lever et d'entretenir une armée de 30.000 hommes. Le 21 octobre, le prince partait pour Constantinople avec une nombreuse suite et recevait du sultan l'investiture, simple cérémonie, simple formalité : l'union des deux principautés était, cette fois, définitive.

Né en 1839, Charles de Hohenzollern a gouverné, soit comme prince, soit comme roi, jusqu'à sa mort, 10 octobre 1914. Énergique et avisé, il prit, dès le début, pour inspirer confiance à son peuple et pour désarmer les partis, l'attitude d'un souverain constitutionnel : mais, jamais, il ne renonça à exercer une action directe sur le gouvernement et à oublier son origine. Le double caractère de sa politique est montré par les deux textes suivants. En prenant possession du pouvoir, Charles Ier disait dans sa proclamation : « En mettant le pied sur cette terre sacrée, je suis devenu Roumain. Je vous apporte un cœur loyal, des intentions pures, une volonté ferme de faire le bien, un dévouement sans bornes à ma nouvelle patrie et ce

respect inébranlable des lois que j'ai puisé chez mes aïeux. » Trois ans après, en 1869, il adressa à son oncle, Guillaume Ier, une dépêche ainsi conçue : « Bien que je sois aujourd'hui prince de Roumanie, je suis et je reste toujours un Hohenzollern. »

Cette politique, qui à première vue semble contradictoire, et qui pourtant est une, explique tout son règne. Au-dedans, Charles Ier s'est voué au développement de la Roumanie et il a réussi en grande partie. Au point de vue extérieur, il a dit sans doute : « J'ai plusieurs millions de sujets en dehors de mon état » : mais sa qualité de Hohenzollern l'a empêché de réaliser ce qui a été peut-être son rêve et l'a obligé à adopter une attitude contraire aux intérêts de son peuple. Il n'a jamais voulu se heurter à l'Autriche dont la politique était inféodée à celle de son pays d'origine, l'Allemagne : il s'est même allié secrètement, à l'insu de ses ministres, avec elle [1].

Jusqu'à la guerre russo-turque de 1877-1878, les dificultés intérieures furent, pour lui, très grandes. Elles eurent pour cause les dissensions qui existèrent constamment entre les partis politiques : elles naquirent, dès le premier jour, à propos de la constitution.

Celle-ci fut votée le 11 juillet 1866 : libérale

1. On connaît l'incident relatif au conseil de la couronne tenu au début de la guerre présente, en 1914.

au fond, elle est un compromis entre libéraux et conservateurs. Malgré les revisions partielles de 1879 et de 1884, elle a duré à peu près intangible jusqu'à nos jours et n'a subi de modifications essentielles qu'en 1917, sous l'influence des événements extérieurs. En voici une analyse succincte.

Le territoire est divisé, comme en France, en districts, arrondissements et communes. Les libertés de conscience, d'enseignement, de réunion et de la presse sont reconnues : il est nettement précisé que la différence de croyances religieuses et de confessions n'est pas un empêchement à l'obtention des droits civils et politiques et à l'exercice de ces droits. Tous les Roumains de race sont égaux devant la loi, seuls admissibles aux fonctions et doivent contribuer, sans distinction sociale, aux impôts et aux charges publiques. La religion orthodoxe est déclarée religion dominante : mais la liberté de tous les cultes est admise. La propriété est garantie. La liberté individuelle est proclamée : le jury est institué pour les délits de presse.

Après avoir réglé longuement et minutieusement ces points variés, la constitution organise ensuite le pouvoir. Celui-ci est dévolu à un souverain et à deux assemblées, le Sénat et la Chambre des députés. Le prince, déclaré irresponsable, exerce le pouvoir exécutif par l'intermédiaire de ministres responsables : il partage

le pouvoir législatif avec les assemblées et a le droit de refuser sa sanction aux lois qu'elles ont votées. Les députés, âgés de 25 ans au moins, sont élus pour quatre ans par des collèges électoraux établis d'après la fortune et désignant un nombre variable de représentants par district[1]. Les sénateurs doivent avoir quarante ans au moins : leur recrutement se fait de deux manières. Les uns sont membres de droit dans l'assemblée, par exemple l'héritier de la couronne (à partir de 18 ans), les métropolitains et les évêques : les autres sont nommés pour huit ans par deux collèges[2]. Enfin, dans les collèges électoraux, des dispenses au point de vue financier sont accordées à de nombreux citoyens, en particulier à ceux qui ont obtenu des diplômes et qui, par cela même, ont le droit de vote. Les autres titres de la constitution ont ensuite trait aux finances, à la justice, à l'armée et à la garde nationale, à la revision, etc[3].

Les rédacteurs de l'acte ont donc emprunté au gouvernement de Louis-Philippe le système des capacités et au royaume de Prusse celui des collèges. Ils ont fait une constitution qui res-

1. En 1866, il y a 4 collèges : puis le nombre est réduit à trois : 1er collège, revenu de 1.200 fr. — 2e collège, impôt de 20 fr. au moins. — 3e collège, impôt quelconque. — Il y a en tout, alors, 178 députés.

2. Premier collège, revenu de 2.000 fr. — 2e collège, revenu de 800 à 2.000 fr. — Il y a en tout, alors, 120 sénateurs.

3. Voir le texte dans Damé, *Histoire de la Roumanie contemporaine*, Paris, 1900, in-8°.

semble beaucoup à celle de la Belgique et qui établit le régime constitutionnel et parlementaire.

L'organisation de ce dernier fut très ardue et Charles I^er^ commença par régner sans gouverner. Il se forma en effet des partis groupés solidement autour de vrais chefs et ces partis furent d'autant plus hostiles les uns aux autres que seules des questions de personnes, et non des questions de principes, les séparaient : l'acuité des intérêts individuels détermina l'acuité de la vie politique dès 1866. Trois groupements apparaissent à ce moment.

Le parti junimiste comprend ce que l'on peut appeler l'élite intellectuelle de la nation : écrivains, professeurs, médecins, etc., ont pris depuis trois ans la part la plus active au réveil du pays : peu nombreux, ils forment dans les assemblées l'extrême-droite et se fondront bientôt dans le parti conservateur.

Celui-ci ou parti des blancs est surtout la réunion des grands propriétaires : il est réfractaire aux réformes et s'oppose spécialement, et d'une manière irréductible, à la solution de la question agraire : au point de vue extérieur, il a des tendances plutôt russophiles. Son chef est Lascar Catargi (1823-1899). Il était entré de bonne heure dans la vie politique et fut même en 1859 l'un des candidats au trône. Il participa grandement à la chute de Couza et fut membre

du gouvernement provisoire, où il joua un rôle effacé jusqu'à la nomination de Charles Ier. A celui-ci il accorda son appui le plus ferme et, en 1870-1871, il passera au premier plan.

Le parti libéral ou des rouges réunit surtout des bourgeois. Il a pour programme intérieur de donner le pouvoir à ses membres et de se consacrer avant tout au développement des ressources économiques de la Roumanie : sa politique extérieure consiste à cette époque dans l'alliance avec l'Allemagne et l'Autriche et la défiance vis-à-vis de la Russie. Il eut à sa tête, dans cette première période, deux chefs. Constantin Rossetti (1816-1885) fut un démocrate convaincu et, ce qui fut rare, dédaignant les honneurs. Poète, administrateur, il s'était depuis longtemps affilié à des sociétés secrètes et était devenu un ami de Mazzini. Principal auteur de la chute de Bibesco en 1848, réfugié à Paris après l'échec de la révolution, il revint en Roumanie en 1861. Cet homme, dont la vie avait été si agitée, fut principalement un homme de doctrine : libéral, il réclame le suffrage universel et, par reconnaissance, il ne dissimule pas son affection pour la France. Sentimental, rempli d'illusions, comparable à ceux que l'on a appelés en France « les vieilles barbes de 1848 », il rompit sur ces deux questions avec son ami Jean Bratiano. Celui-ci, qui a vécu de 1822 à 1891, a été surnommé le Bismarck roumain :

il a été le premier personnage dans son pays, qu'il ait été au ministère ou dans l'opposition. Mêlé activement au mouvement de 1848, exilé après l'échec de la révolution, revenu ensuite à Bucarest, il se fit, dès 1857, l'avocat fort éloquent de toutes les revendications. Adversaire de Couza, il prépara la nomination de Charles de Hohenzollern et la négocia en France. Il fut, contrairement à Rossetti, un homme d'action, un réaliste, à qui on reprocha toujours d'être trop souple, de manquer de franchise, d'avoir un penchant excessif pour la ruse et la dissimulation, et, fait plus grave, de sacrifier avec désinvolture ses principes politiques à son ambition personnelle.

L'acharnement des deux partis principaux à se hisser au pouvoir et la gravité des questions qui se posèrent expliquent l'instabilité ministérielle extraordinaire qui dura de 1866 à 1871 et pendant laquelle l'autorité du prince resta chancelante. Les deux problèmes capitaux furent le problème juif et le problème militaire.

La question juive fut posée en 1868. Les Juifs étaient fort nombreux dans la Moldavie et mal considérés. Les libéraux, qui désiraient se concilier les députés moldaves, présentèrent donc un projet qui autorisait les Juifs à s'établir dans les villes quand les conseils municipaux y consentiraient, mais leur interdisait de s'installer dans les campagnes et d'acquérir des im-

meubles n'importe où. Cela donna lieu à une vive agitation : expulsion des Juifs des cabarets qu'ils tenaient, ordre de quitter les campagnes dans un délai de cinq jours, attaque de la garde nationale qui, à Bacau, charge les Israélites pendant les fêtes de Pâques et en blesse quelques-uns. Ce dernier acte imprima aussitôt à la question un caractère international : la presse européenne, en particulier celle de France, protesta avec indignation et exagération contre le « massacre » de Bacau, soutint que le prince Charles violait un des articles du Congrès de Paris et réclama avec énergie des indemnités pour les victimes. L'affaire traîna en longueur : mais elle avait soulevé au dernier point les passions populaires en Roumanie et les défiances en Europe contre le gouvernement princier.

A ce dernier point de vue, la question militaire eut un résultat identique. Comme tous les Hohenzollern, Charles Ier prenait le plus vif intérêt aux choses de l'armée. A son arrivée en Roumanie, en voyant les premiers soldats, il n'avait pas caché que l'armée roumaine lui paraissait non-seulement peu nombreuse, mais peu exercée. Sous son impulsion fut voté un projet de loi prévoyant la levée de 20.000 hommes de troupes permanentes, de 10.000 de milice et de 50.000 de réserve, et autorisant le gouvernement à élever progressivement l'effectif des forces militaires jusqu'à 150.000 hommes. Pre-

nant pour modèle l'armée prussienne qu'il venait à peine de quitter, Charles Ier renvoya la mission française que le prince Couza avait appelée et s'adressa à son oncle Guillaume Ier pour obtenir des officiers instructeurs. Cette attitude souleva un vif incident diplomatique : la France protesta, et les puissances furent convaincues qu'en formant une armée solide, le prince Charles n'avait pas en vue la défense du pays, mais qu'il méditait peut-être un coup de force dans la péninsule balkanique pour se débarrasser de la tutelle ottomane. L'ordre établi serait ainsi compromis et de nouvelles complications seraient à redouter.

Mal affermi à l'intérieur, mal vu par les puissances, le prince se trouva alors dans une situation extrêmement difficile : deux crises ministérielles en 1869, quatre en 1870 en sont la preuve. Entre les tendances personnelles de Charles Ier et celles de la nation qui était toujours favorable à la France, l'opposition s'accentua chaque jour. Le prince écrivait : « Ici, politique française et politique turque sont synonymes. » A la Chambre, au contraire, un député soutenait avec énergie que la politique nationale était de conclure une alliance de la Roumanie avec la France contre la Prusse et que le pays tout entier s'opposerait à toute autre ligne de conduite. Et lorsque la guerre de 1870 eut été déclarée, l'enthousiasme éclata en effet à

Bucarest : un représentant, Carp, qui devait bien changer depuis, affirma que la Roumanie était là où combattait la race latine, et il fut approuvé par le ministre des affaires étrangères. Pendant ce temps, isolé dans son palais, le prince envoyait à Guillaume Ier ces mots caractéristiques : « Je m'associe par le cœur et par la pensée aux fidèles auxquels il est donné de suivre leur roi bien aimé dans le sentier de la gloire... Mes sentiments seront toujours là où flotte la bannière noire et blanche. » Le 20 août 1870, une insurrection éclatait à Ploesci : la république était proclamée et un gouvernement provisoire constitué : battus peu après, les révoltés furent jugés, mais acquittés au mois d'octobre. Deux mois après, nouvelle manifestation : la Chambre des députés, dans une adresse, s'exprimait en termes peu flatteurs pour le prince. Enfin, au mois de mars 1871, la colonie allemande de Bucarest ayant jugé opportun de fêter par un banquet l'anniversaire de l'empereur Guillaume et les victoires remportées par lui, des désordres, courts, mais très violents, se produisirent aussitôt dans la capitale et ne furent réprimés qu'avec peine. Découragé devant la spontanéité et la gravité de cette manifestation populaire, le prince exprima l'intention d'abdiquer : ce furent les conservateurs qui l'en dissuadèrent et lui promirent leur concours sans condition.

Catargi, après avoir dissous la Chambre, prit

le pouvoir et le garda de 1871 à 1876, rétablissant peu à peu l'ordre, laissant de côté les questions irritantes et se préoccupant exclusivement de l'organisation intérieure. Cette arrivée de Catargi à la direction des affaires marque, toutefois, le début d'une période nouvelle. Désormais, que le ministère soit conservateur ou libéral, le prince règne et gouverne réellement, mettant en pratique, à son profit, le régime parlementaire. Il s'adresse à l'un ou à l'autre parti suivant les nécessités politiques : le ministère commence par changer tous les fonctionnaires hostiles et peut ainsi diriger les élections de façon à n'avoir contre lui que quelques adversaires. Or le parlement n'a en somme que voix consultative puisqu'il ne peut renverser le prince : celui-ci, secondé par des ministres qui sont le plus souvent ses créatures, a donc la réalité du pouvoir. Il ne reste plus à l'opposition, pour amener un changement dans la politique, que quelques moyens, toujours les mêmes, campagnes de presse, réunions publiques, troubles populaires : elle en usera et en abusera. Telles sont les méthodes de gouvernement établies depuis 1871. Elles peuvent paraître bizarres : elles ont néanmoins favorisé l'agrandissement territorial et la prospérité intérieure de la Roumanie.

Le ministère conservateur Catargi continua et acheva certaines réformes commencées aupara-

vant. L'armée fut définitivement organisée sur le modèle prussien. Le service obligatoire fut fixé à trois ans dans l'armée active. Mais, pour des raisons budgétaires, le contingent entier ne pouvait être appelé chaque année : on le divisa donc en deux parties, une armée permanente avec le service effectif de trois ans, et une réserve avec des exercices périodiques pendant cinq ans. Ces troupes, dotées d'un matériel allemand, s'élevèrent à 120.000 hommes environ : dans la guerre de 1877-1878, 50.000 prendront part aux opérations.

En même temps qu'elle acquérait une force militaire appréciable, la Roumanie commença à progresser au point de vue économique, non sans déboires d'ailleurs. La construction des voies ferrées fut poursuivie avec activité : mais le concessionnaire, l'allemand Stronsberg qui avait entraîné beaucoup de ses compatriotes à souscrire, fit faillite, et les exigences de Bismarck rendirent longues et difficiles les négociations entamées pour la solution de cette affaire. Pour aider l'agriculture et le commerce et faciliter les échanges, la Caisse des dépôts et consignations et deux Crédits fonciers (rural et urbain) furent créés en 1873. Le système décimal fut établi pour les monnaies, les poids et les mesures. Les postes, administrées par des étrangers grecs, autrichiens et russes, passèrent sous la direction de l'état. Enfin, sans demander l'approbation du

suzerain ottoman, le gouvernement roumain conclut un traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie.

Mais le ministère Catargi se heurta à deux difficultés qu'il ne put surmonter et qui causèrent sa chute. En 1872 et 1873, la question juive se posa avec une acuité plus grande encore qu'auparavant. Des troubles antisémites, dûs aux paysans roumains, se produisirent à plusieurs reprises. Le gouvernement les réprima, mais ne put éviter l'intervention des puissances européennes, et même celle de la Turquie. Le mécontentement, issu de cette question toujours épineuse, s'accrut à cause de la mauvaise situation financière. Le développement du pays n'avait pu se faire avec ses seules ressources, et le ministère avait dû faire appel au concours pécuniaire de l'étranger. Comme le crédit de la Roumanie n'était pas encore fortement établi, il fut obligé d'emprunter à des taux onéreux, par exemple, à Paris à 5 p. 100 au cours de 65 francs seulement. A mesure que s'écoulaient les années, les charges du budget, fixé à cent millions en 1876, devinrent de plus en plus lourdes : le déficit fut constant.

L'opposition libérale profita de cet état de choses pour tenter de reprendre le pouvoir. Dès 1875, une campagne d'une violence inouïe fut menée par elle contre le prince et son ministère conservateur. Les journaux, illustrés ou

non, s'en donnèrent à cœur-joie et sans ménagements. Ils représentèrent Charles Ier comme le chef d'un syndicat allemand, léchant les bottes de Bismarck ou se mettant à genoux devant Andrassy. Le président de la Chambre était caricaturé sous la forme « d'un âne, ayant une sonnaille au cou et conduisant un troupeau de moutons ». Les ministres commettaient les forfaits les plus abominables, dont le moindre était la falsification des élections. Tout ce débordement d'injures fut accompagné, suivant l'habitude, de réunions violentes, de manifestations et d'émeutes sur de nombreux points du territoire. Le prince lui-même avoua que des désordres avaient eu lieu et que, disait-il, la police s'était « bravement exposée aux horions ».

Les élections de 1876 donnèrent la majorité au parti libéral. Jean Bratiano, au mois d'août, forma le ministère et, sauf une courte interruption en 1881, il gouverna jusqu'en 1888. A ce moment, l'agitation était intense dans la péninsule des Balkans et les affaires extérieures eurent aussitôt la première place. Bratiano prit nettement position dans le conflit russo-turc : le 16 avril 1877, il signa avec le tzar Alexandre II la convention qui concéda le passage des troupes russes à travers le territoire roumain et garantit, en échange, l'intégrité de celui-ci. Lorsque la Turquie, considérant le prince Charles comme un simple gouverneur d'une province

КЊИЖНИЦА
ДР. ГРГУРА ЈАКШИЋА

ottomane, lui enjoignit de s'entendre avec le général qui était à la tête des troupes en Bulgarie, Bratiano proclama l'indépendance de la Roumanie le 22 mai et joignit ses forces à celles de la Russie. Le prince eut le titre honorifique de commandant en chef de l'armée coalisée qui fit le siège de Plevna et s'empara ensuite des forteresses turques situées sur le Danube.

Les résultats de cette guerre ne furent pas tous heureux pour la Roumanie. Exclue des négociations de San Stefano, adressant de vaines protestations au Congrès de Berlin, elle dut se résigner à l'échange, avec la Russie, de la fertile Bessarabie contre la stérile Dobroudja et les bouches du Danube et elle garda longtemps le souvenir de ce déboire. Par contre, son indépendance fut reconnue par les puissances : trois ans après, le 26 mars 1881, la principauté était transformée en royaume et son chef prenait le nom de Carol I[er].

IV — Le royaume de Roumanie depuis 1881

Depuis 1881, le royaume de Roumanie a vécu d'une vie à peu près constamment calme, et n'a

participé à aucun des nombreux conflits balkaniques, sauf à celui de 1913 où il est intervenu contre la Bulgarie. Cette abstention voulue et presque totale s'explique par ses hésitations sur la conduite à suivre en matière de politique extérieure : fallait-il se tourner du côté de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne ou se rapprocher, malgré tout, de la Russie? Si le roi Carol resta ferme partisan de la première de ces politiques, il dut tenir compte des défiances que la majeure partie de ses sujets manifesta toujours pour les empires centraux, et, au mois d'août 1914, il n'a pu entraîner la nation malgré ses efforts et malgré le traité d'alliance qu'il avait depuis longtemps conclu en secret avec l'Autriche-Hongrie. Après sa mort au contraire, sous le règne de son successeur, Ferdinand Ier, s'est produit le revirement qui a abouti à l'union de la Roumanie avec la Quadruple Entente.

A l'intérieur, aussi, la vie politique a peu varié : elle a conservé le même caractère qu'auparavant. Les partis ont subsisté : mais, vers la fin du XIXe siècle, la mort des anciens chefs donna la direction à un personnel nouveau. Les libéraux eurent successivement à leur tête Démètre Stourdza, qui rentra dans la vie privée en 1909, et le second Jean Bratiano autour duquel ils se groupent aujourd'hui. Les conservateurs, avec Cantacuzène, puis Carp, Marghiloman et Majoresco, sont devenus des partisans de l'influence

allemande et sont restés opposés aux réformes. De là, chez eux, une scission : en 1908, s'est formé le parti conservateur-démocrate, qui, sous l'impulsion de Filipesco (mort pendant la guerre) et de Take Jonesco [1], adhère aux réformes agraires et s'est montré favorable à l'entente avec la Russie. Pendant cette longue période, libéraux et conservateurs ont alterné au pouvoir et l'œuvre accomplie a été le résultat de leurs efforts communs.

La question constitutionnelle ne donna pas lieu à de fréquents débats. La revision faite un peu antérieurement, en 1879, et celle de 1884, effectuées par les libéraux, aboutirent simplement à une extension du droit de vote. Mais le suffrage universel n'avait pas été établi. Il l'a été récemment sous l'influence des circonstances : libéraux et conservateurs-démocrates, unis dans un cabinet national formé en présence de l'ennemi, se sont entendus pour le faire voter, au mois de juillet 1917. Mais les informations données sur cette réforme sont si peu étendues que, dans l'état actuel des choses, on ne peut fixer les conditions précises et exactes dans lesquelles s'est réalisée cette importante modification constitutionnelle.

L'une de ces revisions, celle de 1879, avait été entreprise en partie pour améliorer la situation politique des Juifs, comme le demandaient

1. De là le nom de takiste, donné à ce parti.

les puissances. Les résistances du gouvernement roumain s'expliquent par la gravité de la question. Les Israélites en effet, obligés d'habiter dans les villes, y formaient, principalement dans la Moldavie, la majorité. N'étant pas de race roumaine, ils n'étaient pas électeurs et éligibles, quoique, ainsi que nous l'avons vu, la différence de croyances religieuses et de confessions n'empêchât pas, selon la constitution de 1866, d'acquérir et d'exercer les droits politiques : si on en gratifiait les Juifs, il leur était possible dans l'avenir de jouer un rôle au détriment des Roumains d'origine. « L'Europe comprendra, disait Bratiano, que ce serait nous suicider que d'accorder dès ce jour l'indigénat à tous les Israélites. » Il se borna donc à permettre la naturalisation aux Juifs, mais il la soumit à de telles formalités qu'elle fut rendue presque impossible et que les Juifs rebutés préférèrent ne pas la demander et rester, comme auparavant, des étrangers dans le pays.

La question agraire a, au contraire, reçu une solution pratique et efficace, non sans avoir causé à plusieurs reprises des troubles assez violents. Il apparut de bonne heure que les mesures, prises en 1864 en faveur des paysans, n'étaient que des palliatifs insuffisants. La population augmentant régulièrement, les lots de terre distribués étaient trop peu étendus pour la faire vivre : les paysans, pour obtenir les

ressources qui leur manquaient, furent donc forcés de travailler sur les grands domaines comme ouvriers agricoles ou d'y prendre des parcelles de terrain en fermage. Mais le prix de ces fermages avait augmenté sensiblement, tandis que celui des denrées n'avait bénéficié que d'un relèvement minime. D'autre part, il s'était formé de vastes trusts de propriétaires et même de grands fermiers, qui sous-louaient ensuite aux paysans : ces trusts étaient les maîtres, imposaient leurs conditions et surtout n'acceptaient que des contrats de louage à long terme. Enfin, les communes rurales consacrant à l'agriculture des terrains de plus en plus étendus, les pâturages disparaissaient et les paysans, pour faire vivre le bétail, étaient forcés de demander aux grands propriétaires l'autorisation de le faire paître sur leurs domaines, autorisation qu'ils obtenaient moyennant le paiement d'une redevance. Ainsi la majorité de la classe rurale restait encore dans la misère.

Des mouvements protestataires se produisirent assez souvent, en 1888, en 1900-01. Le plus violent fut celui qui éclata au mois de mars 1907 et dura quinze jours : il prit, en Moldavie principalement, l'allure d'une véritable jacquerie. Les fermes et les villages furent pillés, les grands fermiers massacrés, des bandes armées de 1.500 à 3.000 paysans parcoururent les campagnes et les dévastèrent. Le désordre fut tel

que les conservateurs, alors au pouvoir, en vinrent à décréter la mobilisation générale et à employer le canon contre les pillards et procédèrent à de nombreuses arrestations : la plupart des inculpés furent d'ailleurs acquittés par le jury et l'indignation fut telle que le ministère dut démissionner.

Le libéral Démètre Stourdza, pour ramener le calme, décréta la nomination de commissions destinées à élaborer un projet de réformes qui fut voté pendant la session législative de 1907-1908. Dans chaque district, un comité fut chargé de fixer le prix maximum des fermages et le prix minimum du travail, et de juger les différends qui surgiraient en ces matières. Les communes sont autorisées à acheter des terres pour la pâture ou à en louer sur les propriétés dont l'étendue dépasse 150 hectares. Une caisse rurale est créée à Bucarest pour consentir des prêts aux agriculteurs, acheter des terres et les revendre aux paysans qui s'acquitteront envers elle par des versements pendant cinquante ans. Les domaines de l'état et des établissements publics ne seront pas affermés à des particuliers qui se livreraient fatalement à la spéculation, mais à des associations paysannes, constituées dans les villages et chargées de la répartition. Pour arrêter la formation des trusts des fermiers, il est décidé que l'on ne peut avoir en fermage une superficie supérieure à 4.000 hectares.

Cette tentative de socialisation d'une partie du sol roumain eut d'heureux résultats : elle suffit pour enrayer les violences agraires, mais elle n'arrêta pas les demandes des paysans qui tiennent avant tout à devenir propriétaires. La résistance du parti conservateur et des possesseurs de grands domaines fit échouer toutes les propositions jusqu'en 1917. Le cabinet de concentration nationale, formé alors pendant la guerre et dans lequel figurent le chef des libéraux Bratiano et celui des conservateurs-démocrates Take Jonesco, a profité des circonstances exceptionnelles dans lesquelles il dirigeait le gouvernement pour satisfaire les désirs de la classe rurale. En même temps qu'il établissait le suffrage universel, au mois de juillet, il a fait voter par la Chambre des députés et le Sénat, réunis à Jassy, l'expropriation des grands domaines moyennant indemnités à leurs détenteurs : six millions de paysans, dit-on, bénéficieront de cette loi qui a été accueillie avec enthousiasme. La crise agraire, si longue, paraît donc résolue.

Telles sont les seules questions irritantes qui ont bouleversé quelquefois la Roumanie : mais elles n'ont pas cependant entravé son développement intérieur qui s'est normalement opéré de toutes manières et a fait d'elle un état civilisé et pourvu de la plupart des organes modernes.

Le progrès économique est en effet indéniable. Des chemins de fer ont été construits d'après un plan méthodique, afin de relier la Roumanie aux pays voisins, et la plupart d'entre eux ont été rachetés par l'état. Le cours du bas Danube a été amélioré dans l'intérêt de la navigation et, en 1896, la Roumanie, de concert avec la Serbie et l'Autriche-Hongrie, a pris part à l'inauguration du canal des Portes de fer. Sur les côtes de la mer Noire, de grands travaux ont été faits pour aménager le port de Constantza et en faire la tête de ligne d'un service maritime régulier. La Dobroudja, dont les habitants ont obtenu les droits politiques en 1909 et élu, depuis, des représentants au parlement roumain, a été mise en valeur, traversée par des routes et des voies ferrées et réunie à la plaine valaque par le pont de Czernavoda. Grâce à tous ces efforts, à l'amélioration des procédés agricoles et à l'exploitation des richesses du sous-sol, la Roumanie a vu s'accroître régulièrement ses ressources et le chiffre de son commerce avec les pays étrangers.

Elle a tenu à avoir des forces militaires nombreuses, des effectifs plus élevés que ceux des états balkaniques voisins, et elle a même créé un embryon de marine militaire. Son armée a décidé de la campagne de 1913 et elle montre son courage présentement dans la guerre contre l'Allemagne et ses alliés. Au point de vue intel-

lectuel, l'instruction a été développée: les divers enseignements ont été organisés : en 1906, après de vifs débats, l'université a perdu le droit qu'elle avait de nommer les professeurs de l'enseignement supérieur qui dépendent, depuis, du ministre de l'instruction publique. Le même esprit de centralisation s'est manifesté, enfin, à l'égard de la religion. Une église nationale autonome a été fondée et déclarée, dès 1885, soustraite à la suprématie du patriarche grec de Constantinople : elle est dirigée par un synode. Le roi Carol Ier resta catholique : son neveu et successeur, de même : mais, en 1893, il a fait baptiser son fils selon le rite de la religion orthodoxe. L'unité religieuse a été ainsi assurée.

Évidemment toutes les améliorations réalisées ont eu pour résultat un surcroît de dépenses : le budget annuel, qui, dans les commencements de la principauté, était de 6 millions de francs, a dépassé le chiffre de 500 millions. La Roumanie a donc dû recourir maintes fois à l'appui financier de l'étranger. Mais grâce à une prudente administration, à une économie à peu près permanente, grâce aussi au développement de l'agriculture et plus tard de l'industrie, grâce à la paix, la Roumanie jusqu'en 1915 a pu mettre en équilibre ses recettes et ses dépenses, et payer avec régularité (ce qui n'est pas le cas pour d'autres pays balkaniques) les intérêts à ses créanciers étrangers.

Au moment où la guerre a éclaté en 1914, la Roumanie, pouvait-on affirmer, paraissait être l'état le plus solide, le mieux organisé dans la péninsule des Balkans.

CHAPITRE II

LA BULGARIE

I — La Bulgarie avant 1878

L'histoire de l'état bulgare pendant la période contemporaine commence très tard : elle date seulement de 1878, du Congrès de Berlin. Peu auparavant, comme Gladstone flétrissait les « atrocités de Bulgarie » et tentait d'apitoyer l'Europe sur le sort de ses malheureux habitants, la Turquie ne répondit-elle pas avec cynisme et une apparence d'exactitude : « Les Bulgares n'ont pas à se plaindre, puisqu'ils n'existent pas? » D'où provient cet oubli dans lequel, depuis des siècles, était tombé le peuple bulgare? Comment expliquer cette rentrée tardive dans l'histoire?

*
* *

Les Bulgares font partie de la race jaune, de la race finnoise-mongole, et sont ainsi apparentés

avec les Huns, les Avars, les Hongrois et les Turcs. Venus de la région des steppes comprise entre la Sibérie et le Turkestan, ils parvinrent dans la péninsule des Balkans vers la fin du VII^e siècle. Là les Slaves avaient déjà pénétré, combattu et soumis les peuples anciens : mais, divisés entre eux, toujours en querelle, ils n'avaient pu créer une organisation politique forte et ayant des chances de durée. Les Bulgares, belliqueux, tirèrent parti de cette situation pour lutter avantageusement contre les Slaves : à plusieurs reprises, ils fondèrent des empires, mais sans limites précises, s'étendant tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, et dont le plus vaste fut dû au tzar Siméon le Grand au début du X^e siècle. Ces luttes eurent un second résultat : les Bulgares non civilisés subirent l'influence modératrice des Slaves, parurent dépouiller la barbarie naturelle des tribus ouraliennes et se transformer au contact de la civilisation slave : à la fin du IX^e siècle, ils s'étaient convertis au christianisme grec. Furent-ils complètement « slavisés » au point de perdre tous leurs caractères originels, ainsi qu'on l'a prétendu quelquefois? Ou bien ne prirent-ils que l'extérieur de la civilisation slave et ne restèrent-ils pas des barbares cruels comme l'indique la terreur inspirée par les « Boulgres » dans les pays européens où ils firent des incursions? De nombreux faits dans leur histoire

doivent faire incliner vers cette seconde opinion.

Attaqués par les empereurs grecs de Constantinople, et surtout par Basile II le Bulgarochtone, les Bulgares furent soumis pendant deux siècles. Puis vint l'invasion turque qui acheva la conquête du pays par la prise de Viddin en 1396. Cette domination, qui devait durer pendant près de cinq cents ans, eut pour les destinées du peuple vaincu de graves conséquences qui pesèrent longtemps sur lui. Le nom de Bulgarie lui-même disparut : ce fut simplement le gouvernement de Roumélie. Les nobles bulgares furent décimés dans les combats et les massacres ou bien, pour éviter la mort, se convertirent à l'islamisme et se mirent au service de la Turquie. Une partie des paysans fit comme ses chefs et abandonna sa religion : les autres persistèrent dans l'orthodoxie sans doute, mais c'est parmi leurs enfants que les Ottomans recrutèrent les janissaires les plus nombreux. Ainsi nous ne trouverons pas en Bulgarie un état social analogue à celui que nous avons constaté en Roumanie : ici plus de noblesse, plus de classe dirigeante, seulement une grande masse de paysans sans aucune direction, se contentant de vivre sur leurs petites propriétés, sans ambitions, sans visées. Aussi, pendant des siècles, les Bulgares se sont-ils docilement soumis à une domination politique et à une domination religieuse.

La première est celle de la Turquie. Un gou-

verneur général, le beyler-bey, réside à Sofia : il a pleine autorité sur tous les fonctionnaires, nommés par les Turcs et placés à la tête des sandjaks ou départements : il fixe de son plein gré le total du kharadj auquel les raïas sont assujettis et il commande les troupes d'occupation, destinées, par lui, à maintenir le calme et à faciliter ses exactions. Seules, certaines régions du pays, les plus pauvres, situées dans les montagnes des Balkans, conservèrent leur autonomie : dans ces « districts militaires », comme on les appelait, les habitants furent administrés par des voïévodes indigènes, désignés par le sultan, et furent à peu près exempts d'impôts : en échange de cette faveur administrative et financière, ils furent tenus de fournir annuellement des soldats à l'armée ottomane.

De son côté, le patriarche grec de Constantinople exerça la suprématie religieuse. Celle-ci appartenait, avant la conquête turque, à l'archevêque d'Ochrida. Les Ottomans la lui enlevèrent parce qu'ils n'avaient aucun intérêt à maintenir dans les Balkans une autorité qu'ils ne pourraient pas contrôler et qui était capable de devenir un centre d'agitation dangereuse. Entre le clergé indigène et les Phanariotes se livra une lutte qui dura jusqu'au milieu du XVIII[e] siècle. Vainqueurs, les Grecs s'attachèrent à enlever aux fonctions religieuses toute valeur morale et, par suite, toute influence : ils les mirent

à l'encan, les considérant comme une source de revenus pour eux-mêmes et pour les acheteurs. Et l'on vit des évêques qui avaient été cuisiniers, garçons de café, fabricants de porte-cigarettes : ignorants totalement de la sainteté de leurs charges, ils firent peser sur leurs ouailles un joug financier très dur, leur demandant, non pas de pratiquer la religion, mais de les aider à récupérer les sommes énormes qu'ils avaient versées à Constantinople et à faire les plus gros bénéfices. Bien plus, et cela fut fort grave, les Phanariotes, dans la liturgie, substituèrent la langue grecque à la langue slave; ils défendirent l'enseignement du bulgare dans les écoles, y ordonnèrent celui du grec ancien, et, pour faire disparaître tout souvenir de l'antique histoire, détruisirent ou brûlèrent systématiquement les monuments de la primitive littérature slave.

De tous les peuples balkaniques, les Bulgares furent le seul qui accepta servilement tout cela, massacres, exactions, humiliations, hellénisation du pays : comme on l'a dit justement, ils furent le « raïa type, le raïa modèle ». Une renaissance semblait donc impossible chez une population dont la docilité était inébranlable et dans une région fermée à toute influence extérieure. Elle se produisit cependant, mais avec une extrême lenteur, et se manifesta sous deux formes, militaire d'une part, intellectuelle et religieuse de l'autre.

Militairement, elle fut marquée par un échec complet. Lorsque, depuis le XVII[e] siècle surtout, l'oppression ottomane s'accrut à mesure que le pouvoir du sultan s'affaiblissait, des hommes énergiques se refusèrent, en Bulgarie, à la subir plus longtemps. Ils abandonnèrent leurs villages sans espoir de retour, cherchèrent un refuge assuré dans les régions montagneuses à peu près impénétrables, y formèrent de véritables bandes de brigands et passèrent leur vie à livrer des combats aux Turcs. Ces chefs de bandes, ces haïdouks, comparables aux klephtes de la Grèce, furent excessivement nombreux : mais, malgré leurs efforts, ils ne purent réussir à délivrer leur patrie.

Dans les plaines de la Bulgarie danubienne, en effet, cette guerre de guérillas n'était pas possible, et la Bulgarie méridionale était, en outre, trop rapprochée de Constantinople d'où, à la première alerte, le gouvernement ottoman expédiait des renforts suffisants pour arrêter les insurgés. Un seul de ces haïdouks fut temporairement heureux, Pasvan-Oglou. Fils d'un paysan qui fut soldat dans l'armée turque, musulman qui ne donnait aucune importance à la religion et passait indifféremment du catholicisme à l'orthodoxie grecque, il se révolta contre la Turquie et, pendant dix ans, 1797-1807, forma à son profit un pachalik indépendant dans le nord-ouest de la Bulgarie, à Viddin. Révolté et brigand en

même temps, il s'acquit une grande réputation parmi ses compatriotes et ce sont ses exploits éphémères qui entretinrent seuls quelque peu chez les Bulgares le souvenir de l'ancienne histoire glorieuse de la nation. Mais il fut une exception : les autres haïdouks échouèrent.

Par suite, lorsque les Serbes et, après eux, les Grecs se furent soustraits à la domination ottomane et eurent conquis leur indépendance, les Bulgares ne se laissèrent pas entraîner par cet exemple et ne se révoltèrent pas en masse. Ce qu'ils firent fut fort simple et de nulle importance : quand les armées russes pénétraient dans les Balkans, des Bulgares se joignaient à elles et combattaient avec elles : quand la paix était signée, ils se réfugiaient sur le territoire russe pour éviter les représailles. Ce peuple de paysans avait donc conscience que, sans organisation militaire, il était incapable de se mesurer avec l'armée turque, malgré la décadence de celle-ci, et qu'il ne lui restait aucun espoir de se libérer, avec ses seules forces, de la sujétion ottomane.

L'action intellectuelle et religieuse fut plus lente encore, mais plus efficace. A quelle époque a-t-elle commencé cette régénération qui, pendant longtemps, fut si peu accentuée? Point fort obscur : si l'on ne tient pas compte des assertions intéressées des écrivains bulgares qui désirent la faire remonter très loin pour l'honneur de leur nation, il apparaît que les vrais débuts du mou-

vement ne datent guère que de la seconde moitié du XVIII[e] siècle, lorsque la puissance de la Turquie sembla de moins en moins redoutable.

En 1762 en effet, un moine de l'un des couvents du Mont Athos, Païsi, qui ne savait, dit-il lui-même, « ni la grammaire, ni la politique », rédigea une Histoire slave-bulgare du peuple, des tzars et des saints de Bulgarie : il tâchait de réveiller le sentiment national, en y évoquant les gloires passées et en concluant que le peuple bulgare avait autant de valeur que les peuples voisins. Un peu plus tard, en 1804, l'évêque Sophroni, dont la vie fut si agitée, publie ses Mémoires : il y décrit l'état présent, si lamentable, de la Bulgarie, raconte les exploits de Pasvan-Oglou et en déduit que sa patrie doit avoir le plus ferme espoir dans l'avenir. Les œuvres de Païsi et de Sophroni n'eurent pas d'influence. Les Bulgares ne savaient pas encore qu'ils formaient une nation. L'Europe ne le savait pas davantage et, en 1829, les Russes, commandés par Diébitch, constatèrent avec stupéfaction l'existence en Bulgarie d'une population qui parlait une langue apparentée à la leur et pratiquait la religion orthodoxe.

Cette même année, 1829, parut l'ouvrage capital, Les Bulgares d'autrefois et d'aujourd'hui ; l'auteur était Georges Vénéline (1802-1839), un Ruthène qui avait fait ses études à Moscou. Malgré son érudition imparfaite, bien qu'il ait

écrit en russe, il exerça une influence considérable parce que, pour la première fois, une vue d'ensemble de l'histoire de la race bulgare était présentée dans son livre. Les Bulgares apprennent alors ce qu'ils ont été, et ils s'efforcent de s'émanciper de l'hellénisme.

Grâce à la générosité de marchands établis à Odessa, des écoles sont fondées en Bulgarie dès 1835 : Néophyte Rilski, l'un des professeurs, écrit toutes sortes de manuels élémentaires pour réapprendre aux habitants leur langue et fait une propagande active pour attirer des élèves, malgré l'opposition acharnée des Grecs. Des imprimeries bulgares sont installées à Salonique en 1839, puis à Smyrne et à Constantinople : des journaux commencent à paraître en 1844. Il y a là un mouvement, à la tête duquel on ne peut signaler sans doute aucun homme marquant, qui est quelque peu désordonné et éparpillé, mais qui est indéniable : vers le milieu du XIX[e] siècle, il existe une véritable littérature bulgare, libérée de l'hellénisme.

Si le peuple se mit avec ardeur à l'étude et montra son vif désir d'acquérir l'instruction dont il était jusqu'alors dépourvu, il lui manquait toutefois un organe central capable de grouper autour de lui tous les habitants. La religion le donna aux Bulgares.

Ceux-ci, s'émancipant au point de vue littéraire, devaient fatalement tendre à la libération reli-

gieuse, à la suppression de la tutelle exercée par le patriarche grec. L'occasion d'exposer leurs revendications leur fut fournie en 1839 par l'acte de Gul-Hané dans lequel le sultan Abd-ul-Medjid promettait que les convictions religieuses seraient respectées dans tout son empire, promesses qu'il renouvela dans le hatti-humayoun de 1856. Les Bulgares demandaient donc que, chez eux, les évêques fussent des indigènes. Lassés de voir leurs réclamations sans cesse repoussées, irrités de l'opposition énergique du patriarche grec, et surtout déçus par l'indifférence persistante de la Sublime Porte qui se contentait de ses proclamations platoniques, certains d'entre eux, Zankof par exemple, formèrent le projet de se rallier à Rome : ils seraient des Grecs Uniates, c'est-à-dire conserveraient leur langue, leur rite, leur hiérarchie et leurs prêtres mariés. De plus, ils espéraient ainsi obtenir l'aide des puissances catholiques, la France et l'Autriche. Le pacte d'union fut signé le 18 décembre 1860.

Cette évolution rencontra nécessairement l'opposition de la Turquie et de la Russie, dont l'intérêt était de ne pas laisser le catholicisme romain s'installer dans une nation balkanique. Des négociations, longues et pénibles, eurent lieu et, finalement, la Russie obtint de la Turquie la création d'un exarchat bulgare indépendant du patriarche grec. L'exarque aurait sa

résidence à Constantinople et dirigerait sans contrôle les métropoles religieuses de la Bulgarie : le premier exarque bulgare officiait solennellement dans la capitale turque au mois de février 1872 et proclamait aussitôt l'autonomie religieuse de la Bulgarie. Malgré l'excommunication du patriarche grec, l'existence de la nationalité bulgare, groupée autour de son église particulière et indépendante, était reconnue pour la première fois officiellement.

La Sublime Porte crut indispensable pour elle d'en arrêter le développement : elle fit occuper le pays par des troupes d'irréguliers, circassiens et bachibouzouks, et s'appuya sur les Bulgares qui avaient embrassé la religion musulmane, les Pomaks. Ses efforts furent vains. Des comités de propagande avaient été formés par des réfugiés bulgares en Russie et en Roumanie : s'ils préconisaient l'emploi de moyens différents pour obtenir l'indépendance, ils ne variaient pas sur le but à poursuivre et ils agirent de concert. Avec leur argent et celui de la Russie, ils soutinrent les écoles bulgares, leur envoyant des livres et aussi des maîtres qui avaient étudié dans les universités de Kiev et de Moscou. Grâce à eux, des émissaires secrets parcoururent le pays, et groupèrent dans les villes et les villages les hommes énergiques qui, à l'occasion, prendraient la tête du mouvement et seraient les entraîneurs des masses.

Parmi eux se trouvaient des intellectuels ardents, Georges Rakowski, poète, journaliste, historien et brigand, qui mourut en 1867, — Botev, correcteur d'imprimerie, acteur et poète, — Karavelof, qui sera ministre, — et Stamboulof, qui sera dictateur.

Dès 1866, des coups de main furent tentés sur plusieurs points : ils échouèrent par la fermeté du gouverneur de la Bulgarie, qui était alors Midhat-Pacha et dont l'administration était intelligente et pacifique. Plus tard, en 1875, les Bulgares essayèrent de soutenir l'Herzégovine révoltée : ils ne réussirent pas davantage et ils attirèrent sur leur patrie un fléau terrible, les bachibouzouks, qui massacrèrent les habitants. Ces échecs successifs fournissaient la preuve que, si la vitalité de la Bulgarie était indiscutable, ce pays ne pouvait réaliser ses espérances qu'avec le concours étranger.

La guerre de 1877-1878 le lui donna. Dans l'armée russe, les Bulgares formèrent une légion séparée de six mille hommes, et le comité, constitué en Roumanie, leur adressa une proclamation vibrante qui se terminait ainsi : « En avant, Dieu est avec nous! Avec nous sont les frères russes! » Le traité de San Stefano, imposé à la Turquie par le général Ignatief le 3 mars 1878, créa la Grande Bulgarie qui englobait la Roumélie et la Macédoine. Le Congrès de Berlin, quelques mois plus tard

(juillet), réduisit ce territoire : sur la proposition de Disraëli et de Salisbury, la Macédoine en fut détachée : la province de Roumélie orientale restait soumise à la Turquie, mais aurait à sa tête un gouverneur chrétien nommé pour cinq ans par la Porte avec l'assentiment des puissances européennes : enfin, avec le reste, était créée la principauté de Bulgarie dont le prince serait élu par les habitants, mais qui était astreinte à payer un tribut annuel à la Turquie.

Ni territorialement ni politiquement, les aspirations bulgares n'étaient entièrement satisfaites : toutefois l'état bulgare était fondé, et cela grâce aux victoires du « tzar libérateur ».

II — Alexandre de Battenberg, 1879-1886

Pendant la guerre, les Russes avaient suivi dans la Bulgarie une politique analogue à celle qu'ils avaient autrefois adoptée vis-à-vis de la Roumanie. Ils avaient occupé le pays et, à mesure que leurs victoires le libéraient, ils y installaient des services publics, plaçant à leur tête pour les diriger soit des Russes, soit des

Bulgares accourus de l'étranger. De plus, après la conclusion de la paix et le retrait des troupes, ils laissèrent au nouvel état, pour l'aider dans ses débuts, du matériel militaire et des officiers chargés d'instruire et de commander les soldats : ils engagèrent les Bulgares à adopter les lois russes et leur fournirent des programmes pour développer l'instruction : en même temps, aussi, ils se firent accorder des concessions nombreuses pour l'exécution de travaux publics.

La Russie paraissait donc prendre sous sa protection la Bulgarie naissante et vouloir la guider dans ses premiers pas : en réalité, continuant sa politique traditionnelle, elle prétendait faire prévaloir son influence et placer la Bulgarie sous sa tutelle exclusive. Ces visées, que les Bulgares découvrirent sans peine, entraînèrent le conflit et firent perdre rapidement au tzar Alexandre II le bénéfice de ses victoires : elles expliquent aussi pourquoi la vie politique du nouvel état, inorganisé et inexpérimenté, fut si agitée à ses débuts.

Le général russe Dondoukof, nommé vice-roi provisoire de la Bulgarie, réunit à Tirnovo, le 10 février 1879, l'assemblée des notables pour rédiger une constitution. Parmi les 233 membres qui la composèrent, 21 furent choisis par Dondoukof, 105 étaient des fonctionnaires, 89 avaient été élus, etc. : la Russie avait jugé utile de ne pas livrer aux seuls Bulgares, incultes et frustes

encore, le sort de leur pays et de ne pas faire procéder à des élections générales dont le résultat aurait pu être fâcheux pour elle. Et en effet, dès ce moment, dans cette assemblée, se constituèrent les divers partis politiques qui devaient ensuite se disputer le pouvoir, et qui montrèrent leurs divergences dans les discussions relatives à la constitution. Après des débats longs et passionnés, celle-ci fut votée le 16 avril.

Elle est établie d'après le principe de la séparation des pouvoirs. Le prince, déclaré irresponsable, a le pouvoir exécutif et est assisté de six ministres responsables. Comme il n'existe dans le pays aucune aristocratie, le pouvoir législatif est dévolu à une seule Chambre, le Sobranié. Les députés sont élus au suffrage universel à raison de un représentant par 20.000 habitants : ils doivent avoir trente ans au moins et sont tenus de savoir lire et écrire ; tout Bulgare âgé de 21 ans est électeur. Les attributions du Sobranié sont de voter les lois et le budget et de contrôler les dépenses. La Chambre peut être dissoute par le prince, si les ministres y consentent. Pour reviser la constitution, voter la cession d'un territoire ou prononcer sur la candidature du prince à une autre couronne, il est obligatoire de réunir à Tirnovo un grand Sobranié qui comprendra deux fois plus de membres que l'assemblée ordinaire. Le pouvoir ainsi organisé, la constitution proclame ensuite

toutes les libertés modernes. Elle a subi en 1893, lors du mariage de Ferdinand de Saxe-Cobourg, une modification. L'article 38 déclarait en effet que le prince héritier devait pratiquer la religion orthodoxe : Ferdinand étant catholique, on revisa cet article. Mais toute difficulté à cet égard disparut par la conversion à l'orthodoxie du prince Boris en 1896.

En somme, cette constitution établit une démocratie princière : les Bulgares, ignorants en matière politique, passent sans transition d'une servitude presque totale à une liberté presque complète. Cette brusque évolution a été voulue et effectuée par la Russie qui espérait y recueillir des avantages particuliers. La constitution en effet, conseillée et presque rédigée par elle, oppose l'un à l'autre deux pouvoirs sans contrepoids aucun. Mise en pratique par des Bulgares, désireux de se gouverner librement, mais sans expérience politique et malhabiles, elle serait la cause de conflits constants entre eux et leur prince, si celui-ci prétendait exercer réellement l'autorité. Tout le profit serait pour la Russie dont la médiation serait ainsi demandée et qui aurait à jouer le rôle avantageux d'arbitre souverain.

Voilà pourquoi les débuts politiques du nouvel état furent si tourmentés : voilà pourquoi les Bulgares se détournèrent de la Russie : voilà pourquoi enfin, au mois de juin 1911, ils

reviseront encore leur constitution, réduiront le mandat des députés à une durée de quatre ans, renforceront au contraire les pouvoirs du prince en lui accordant le droit de conclure des traités, tendront en d'autres termes à l'équilibre politique pour éviter de tomber dans la démagogie et d'avoir recours à un secours étranger, c'est-à-dire russe.

Ayant achevé sa tâche, l'assemblée des notables céda la place au Grand Sobranié qui devait désigner le prince. L'aristocratie faisant défaut à la Bulgarie, il ne pouvait être question de choisir un indigène. Trois candidats furent proposés au Grand Sobranié : le prince de Reuss, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, soutenu par les consuls d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, — le prince de Danemark, Valdemar, frère du roi de Grèce Georges Ier, — et Alexandre de Battenberg, neveu de la tzarine. Le général Dondoukof ayant officiellement déclaré que son maître, Alexandre II, n'avait aucun candidat particulier, le Grand Sobranié, après un examen secret, acclama le nom d'Alexandre de Battenberg, convaincu que ce choix serait accueilli favorablement par le tzar, 29 avril 1879.

Né en 1857, Battenberg appartenait à la maison de Hesse. Pendant la guerre précédente, il avait pris du service dans l'armée russe et avait participé au siège de Plevna. La paix conclue, il revint à Berlin où il pensait devoir faire toute

sa carrière militaire. Il était lieutenant aux gardes du corps du roi de Prusse, lorsqu'il apprit le vote du Grand Sobranié. Ayant obtenu l'assentiment d'Alexandre II, il visita les capitales européennes, se rendit à Constantinople pour voir son suzerain nominal et arriva enfin dans son état au mois de juin.

Sa jeunesse, son affabilité, l'aisance de ses manières le rendirent vite populaire parmi ses sujets dont il conquit même les cœurs rudes. Mais il n'eut ni esprit politique ni expérience. Il ne comprit pas qu'il fallait à son peuple nouvellement émancipé une direction ferme : il hésita entre les divers partis et ne sut pas manœuvrer habilement entre eux de façon à faire prévaloir sa volonté. D'autre part, il ne trouva, en Bulgarie, aucun homme d'état en qui il pût placer sa confiance, qui pût le seconder par des conseils loyaux et atténuer ses fautes involontaires : il fut et resta sans appui, il dut se débattre tout seul au milieu d'intrigues multiples, et pour lui inextricables, parce qu'elles étaient dûes à d'âpres conflits entre intérêts particuliers. De là, cette absence de prévoyance et ces coups de tête, obstacles à l'affermissement de son pouvoir, causes véritables de sa chute rapide.

D'ailleurs, au moment où il entre en Bulgarie, la situation est très troublée. Dans ce pays, où n'existe encore aucune administration, l'anarchie

règne en maîtresse : le retrait des soldats russes a laissé liberté d'allures aux bandes de brigands, composées de Turcs et d'Albanais, qui mettent les campagnes en coupes réglées et y commettent des excès de toutes sortes. D'autre part, la libération de la Bulgarie a eu pour conséquence un afflux de Slaves : ceux-ci, soumis à la domination soit autrichienne soit ottomane, abandonnent en troupes nombreuses la Bosnie et la Macédoine et se transportent dans le nouvel état où ils espèrent vivre libres et heureux. Par suite, la misère redouble en même temps que l'insécurité. Enfin, parmi les Bulgares eux-mêmes, les intellectuels, qui ont vécu ou étudié à l'étranger, en Roumanie, en Russie, en Allemagne et en France, sont revenus en hâte. Ils pensent que c'est à eux à diriger maintenant leurs compatriotes incultes, à jouer un rôle actif en contrôlant les actes d'un prince qui n'est pas un indigène : ils pensent en même temps obtenir les fonctions les plus lucratives.

Même avant l'élection de Battenberg, il s'était formé en effet deux partis politiques distincts, qui se divisèrent à la fois sur des questions d'influences personnelles, sur les conceptions d'ordre intérieur et à propos de l'union de la Bulgarie avec la Roumélie.

Les conservateurs réclamaient un pouvoir puissant, qui gouvernât véritablement. D'après eux, le peuple ayant un caractère violent, n'étant

pas habitué à la discipline, et étant naturellement porté aux coups de force, n'avait pas besoin pour l'instant d'une liberté entière : il devait être dirigé dans la voie des réformes qui, trop rapidement faites, ne seraient pas comprises par lui et le pousseraient à la résistance. La constitution est donc trop libérale : il faut que le prince ait le pouvoir réel, mais qu'il l'exerce avec prudence. Au point de vue extérieur, les conservateurs se résignaient à la séparation de la Roumélie : car la Russie la désirait, et la Bulgarie seule n'était pas capable de soutenir une guerre contre la Porte. Les hommes les plus influents de ce parti furent alors : Naritchevitch, étudiant à Paris, riche marchand et journaliste, l'avocat Grékof, originaire de la Bessarabie et étudiant à Aix-en-Provence, et le docteur en droit Stoïlof qui était né en Roumélie et avait étudié à Heidelberg.

Les libéraux au contraire maintenaient que le régime parlementaire devait être intégralement appliqué et que le prince devait gouverner de concert avec les représentants de la nation. Ils acceptaient que la Russie pût avoir quelque influence dans leur patrie : tout en demandant l'annexion de la Roumélie, ils déclaraient que le moment n'était pas encore venu pour cette union. Des questions de personnes les divisèrent entre deux chefs : Zankof, ancien maître d'école et journaliste, et Karavelof qui

avait fait ses études à l'université de Moscou. Peu après, en 1882, une nouvelle scission s'opéra dans le parti libéral à propos de l'influence russe. Un protégé de Karavelof, Stamboulof, qui allait bientôt jouer le premier rôle, fonda le parti national-libéral et lui donna comme programme ces simples mots : la Bulgarie aux Bulgares.

Le prince Alexandre commença donc à gouverner au milieu du désordre matériel et de la désunion politique. Il forma d'abord un ministère conservateur, dans lequel le général russe Parentzof fut chargé des affaires militaires. Le Sobranié élu renversa aussitôt ce ministère, mais se montra incapable de le remplacer par un autre : après cinq semaines de confusion, il fut à son tour dissous. Les élections ayant donné la majorité aux libéraux, le prince, au mois de mars 1880, prit parmi eux ses ministres, Zankof et Karavelof, et leur adjoignit le général russe Ehrenrot. Mais, les discordes continuant et aucun travail parlementaire n'étant possible, il se rendit en Russie peu après l'avènement du tzar Alexandre III et il obtint de lui l'autorisation d'agir comme il l'entendrait pour établir l'ordre dans son pays. Le 9 mai 1881 eut lieu le coup d'état : l'assemblée et les ministres furent renvoyés, l'état de siège proclamé et des élections furent faites pour un Grand Sobranié qui aurait des pouvoirs constituants. La sincérité

dans ces élections fut-elle vraiment observée? En tout cas, sur 319 députés, il n'y eut que quatre libéraux. Le Grand Sobranié accorda au prince, sans résistance aucune, des pouvoirs extraordinaires pour sept ans.

Battenberg prit alors un ministère conservateur dans lequel les généraux russes Sobolef et Kaulbars étaient chargés de l'intérieur et de la guerre, et avaient mandat de russifier le pays à outrance et de placer des hommes sûrs ou gagnés à la tête de tous les services. Cette fois, conscients du danger, les conservateurs et les libéraux oublièrent leurs discordes et se coalisèrent contre l'ennemi commun dans des conciliabules secrets. Le 18 septembre 1883, alors que rien ne faisait prévoir une journée parlementaire, ils demandèrent de concert le rétablissement de la constitution. Battenberg, devant cette unanimité, fit volte-face : il céda, fut acclamé par les représentants de la nation, tandis que les généraux russes, sortant de la salle des séances, criaient, nous raconte-t-on, aux députés : « Cochons, canailles, menteurs! » Après cette scène violente, que le tzar Alexandre III n'oublia pas, les libéraux furent appelés au pouvoir et gouvernèrent pendant deux ans dans une tranquillité relative.

Celle-ci fut complètement troublée par la question de la Roumélie qui allait accentuer l'hostilité de la Russie et rendre le tzar irréductible.

La Bulgarie du Sud ou Roumélie orientale avait été organisée par le Congrès de Berlin : province autonome sous l'autorité du sultan, elle avait été dotée d'une assemblée provinciale élue, d'un directoire qui remplissait les fonctions d'un ministère, et d'un gouverneur chrétien nommé par la Porte. Pendant cinq ans, 1879-1884, celui-ci fut Vogoridès, plus connu sous le nom d'Aleko-Pacha, que la Turquie avait en 1857 envoyé dans la Moldavie : il était fils d'une Grecque et d'un Bulgare. Quand il fut désigné, les Rouméliotes se demandèrent quelle pourrait bien être sa politique : serait-il avant tout un fonctionnaire turc ou gouvernerait-il uniquement selon les intérêts du pays? On fut vite renseigné : « Sans se troubler, nous dit-on, il garda le fez jusqu'à la station frontière de Harmanli et prit ensuite le kalpak. Cela suffit pour soulever à son entrée un enthousiasme indescriptible. »

Et en effet Aleko-Pacha laissa toute liberté aux Rouméliotes qui agirent avec décision et promptitude. Le docteur Stransky fonda de multiples sociétés de gymnastique qui comprirent jusqu'à 40.000 membres, armés de bons fusils : un Français, Torcy, créa une milice qui prouvera sa valeur dans la future guerre contre la Serbie : un autre Français, Jacquin, mit de l'ordre dans les finances. Les membres du directoire et les préfets furent choisis parmi

les Rouméliotes : dans l'assemblée, sur 36 députés, il y eut 31 Bulgares. En somme, la Roumélie faisait des progrès très rapides, plus rapides même que la Bulgarie.

L'intervention étrangère vint tout mettre en question. La Russie, redoutant l'union des deux pays parce qu'elle augmenterait la puissance matérielle et le prestige d'Alexandre de Battenberg, exigea en 1884 le rappel d'Aleko-Pacha. Le nouveau gouverneur fut un Bulgare, Krestovitch (Gavril-Pacha), qui, malgré les sentiments des habitants, tenta une politique d'atermoiements. Des associations se formèrent immédiatement sous la direction de Stransky et du perpétuel conspirateur, Panitza. Poussés par les Anglais qui avaient été frappés d'admiration en présence de l'esprit pratique des Bulgares, — admiration trop longtemps persistante, — les Rouméliotes se résolurent à l'action. Le 18 septembre 1885, cinq cents paysans, conduits par une femme, entrèrent dans Philippopoli en réclamant l'union : les troupes se joignirent à eux : le gouverneur surpris fut jeté dans son carrosse de gala et emporté jusqu'à la frontière. On acclama l'union sous le prince Alexandre de Battenberg.

Malgré l'hostilité de la Russie, Battenberg accepta : il signa sa proclamation du titre de prince de la Bulgarie du Nord et du Sud, et il vint à Philippopoli. Cet acte décida de son avenir et

de celui de son état. Les puissances européennes désireuses d'éviter une conflagration générale, et la Turquie elle-même qui redoutait, en cas de guerre, un soulèvement de la Macédoine, protestèrent contre la violation du traité de Berlin, mais pour la forme seulement. La Russie au contraire, constatant avec irritation que la direction lui échappait définitivement, prit des mesures décisives : Alexandre III ordonna aux 185 officiers russes, qui commandaient les troupes bulgares, de les abandonner et de ne prendre aucune part aux opérations militaires qui pourraient avoir lieu. La rupture fut complète et Battenberg l'accepta sans hésitation en disant que « le jour du départ de la mission russe était le plus beau de sa vie et que ceux-là étaient des officiers indignes qui désertaient leur poste au moment du danger ». Et c'est avec l'aide d'officiers bulgares qu'il vainquit le roi de Serbie, Milan, à Slivnitsa au mois de novembre 1885. Sans doute un ultimatum de l'Autriche-Hongrie l'arrêta : sans doute Battenberg ne recueillit ni territoire nouveau ni même indemnité de guerre. Mais ses victoires obligèrent l'Europe à accepter le fait accompli. Alexandre, prince de Bulgarie, fut nommé gouverneur de la Roumélie et, sous cette fiction légale, l'union des deux pays fut réalisée.

La situation d'Alexandre Ier, qui semblait consolidée par ce succès, fut rendue intenable

par l'opposition de la Russie. Les libéraux formèrent le projet de mettre fin à cette hostilité qui entravait le développement de leur patrie et de renverser le prince qu'ils considéraient comme l'auteur de cet état de choses : ils agirent sur l'armée et trouvèrent des partisans parmi les officiers, enorgueillis de leur victoire de Slivnitsa et mécontents de n'avoir pas été suffisamment récompensés. Un complot se forma secrètement : dans la nuit du 20 au 21 août 1886, le prince, surpris dans son palais par des soldats, fut forcé d'abdiquer, et ensuite fut conduit en territoire russe, à Reni sur le bas Danube. Le chef du gouvernement provisoire, Zankof, déclara dans une proclamation officielle que Battenberg avait été déposé parce que sa politique était hostile aux Slaves.

Mais le prince était populaire et il avait pour lui le parti national-libéral qui ne voulait plus de l'ingérence russe dans les affaires intérieures. Stamboulof se mit à la tête du mouvement protestataire, renversa le gouvernement provisoire et rappela Battenberg. Le 3 septembre, celui-ci était accueilli par des acclamations frénétiques. Pourtant, il fallait faire accepter cette restauration subite par la Russie. Le tzar Alexandre III refusa de donner son adhésion et répondit à un télégramme, envoyé par le prince, en ces termes catégoriques : « Je ne puis approuver votre retour en Bulgarie, prévoyant les suites néfastes

qu'il peut avoir pour ce pays déjà si éprouvé. Je m'abstiendrai de toute immixtion, dans le triste état de choses auquel la Bulgarie a été réduite, tant que vous y resterez. » Devant ce refus péremptoire, le prince comprit qu'il ne pouvait s'obstiner. Quatre jours après son retour triomphal, le 7 septembre, il formait une régence, composée de Karavelof, de Stamboulof et du beau-frère de celui-ci, Moutkourof: puis il abdiquait et partait définitivement, accompagné par les regrets de son peuple. Il devait mourir en Autriche-Hongrie en 1893.

III — Ferdinand de Saxe-Cobourg, 1887

La régence dura un an environ, jusqu'au mois d'août 1887 : le personnage principal en fut Stamboulof, qui, pendant sept années, allait gouverner en maître absolu son pays.

Né le 31 janvier 1854, fils d'un aubergiste de Tirnovo, Stamboulof dut d'abord gagner sa vie et fut tailleur. Grâce au consul russe de Varna, il obtint d'entrer au séminaire d'Odessa gratuitement, pour y apprendre la théologie. Il reconnut cette faveur en faisant de la propagande

nihiliste et fut expulsé du territoire russe. Agent secret du comité de Bucarest, il revint sous un déguisement en Bulgarie, fut un des organisateurs du soulèvement de 1875, échoua et se mit à l'abri en Roumanie. La guerre de 1877 le rendit à l'action : Stamboulof s'engagea comme volontaire dans l'armée russe et prit part aux opérations militaires. La paix conclue, il s'établit comme avocat dans sa ville natale et s'adonna en même temps à la politique : vêtu ainsi que les paysans, il parcourait les campagnes, exposant ses idées à ses compatriotes arriérés et les gagnant peu à peu à sa cause : il fut élu député au Sobranié, dont il devint le président en 1884, grâce à la protection de Karavelof. Peu après, il se séparait de celui-ci. Il fonda le parti national-libéral, l'organisa avec une discipline extrême, exigea de ses membres une obéissance absolue à ses ordres : il les mena, peut-on dire, au revolver dont il menaçait, en pleine séance de l'assemblée, ceux qui faisaient mine de se soustraire à ce joug.

L'énergie brutale, voilà en effet ce qui caractérise Stamboulof. D'une intelligence très vive et d'une instruction tout à fait rudimentaire, il vit clairement que la transformation des Bulgares grossiers et inorganisés devait être opérée par un maître, résolu à ne se laisser arrêter par rien, à n'avoir aucun scrupule et à imposer ses idées par la force à peu près seule. Son projet

fut de libérer son pays de deux maux, l'anarchie intérieure et la tutelle russe, de rendre « la Bulgarie aux Bulgares ». Pour l'exécuter, il eut la main très lourde et très prompte : c'est par la terreur, par le sang, par des procédés d'une barbarie inouïe qu'il installa la tyrannie à son profit: c'est à coup de cruautés et d'exécutions qu'il créa la Bulgarie. Il n'est donc pas juste de soutenir qu'il a été le « Richelieu des Balkans[1] ». Il a été voué à l'exécration jusqu'au moment où on lui a élevé des statues, a-t-on pu dire plus justement. Mais, s'il a rendu de réels services à sa patrie, il a imprimé à la vie politique un caractère de violence et d'exaspération qu'elle n'a plus perdu et qui empêche encore d'affirmer que les Bulgares sont un peuple vraiment civilisé.

Régent, Stamboulof put compter, grâce à son beau-frère Moutkourof, sur le concours des Rouméliotes : national-libéral, il s'assura l'appui des conservateurs qui étaient, comme lui, hostiles à la Russie. Il confia à ses amis politiques les plus hautes charges dans l'armée, épura celle-ci en chassant tous ceux qui étaient suspects de tendances russophiles, et fit de même ensuite dans les autres administrations. Il proclama l'état de siège dans tout le pays et créa une nombreuse gendarmerie dont le mot d'ordre

1. — Guérin-Songeon, *Histoire de la Bulgarie*, Paris, 1913, in-12.

fut d'inspirer par la peur le respect de la loi, c'est-à-dire de l'autorité de la régence.

Dès le début, Stamboulof déclara solennellement que les Bulgares seraient les éternels obligés de la Russie, mais catégoriquement aussi qu'ils ne voulaient pas lui sacrifier leur indépendance : conscient des dangers de cette politique, il envoya des délégués dans toute l'Europe pour la gagner à ses vues. Le tzar Alexandre III, désireux de ressaisir l'influence qui lui avait échappé, dépêcha en Bulgarie le général Kaulbars, frère de l'ancien ministre de la guerre de Battenberg, et lui donna comme mission de réclamer que l'état de siège fût levé et les élections ajournées jusqu'à la fin des négociations qui seraient engagées. Afin d'enrayer les menées russophiles, Stamboulof précipita les événements et fixa au 10 octobre les élections. Celles-ci furent préparées avec un soin tout particulier : les partisans de Kaulbars ou du libéral Zankof furent consciencieusement battus et emprisonnés : des tsiganes, armés de solides gourdins, écartèrent des urnes les adversaires du régent : les gendarmes furent si généreux dans la distribution des bulletins de vote qu'il y eut trois fois plus de votants que d'électeurs. Le résultat voulu fut atteint : sur 522 députés, 470 étaient stamboulovistes. Kaulbars ayant aussitôt affirmé que le tzar ne reconnaîtrait pas les travaux d'une assemblée ainsi

nommée, Stamboulof se hâta encore : le 10 novembre, les députés élisaient le prince de Valdemar, beau-frère d'Alexandre III. Celui-ci, malgré cette concession, rompit avec la Bulgarie, rappela Kaulbars et tous les agents consulaires russes et, devant cette opposition inébranlable, le prince de Valdemar refusa la couronne.

Stamboulof resta ainsi le maître, en attendant que les délégués bulgares, envoyés en Europe, pussent réussir à trouver un candidat. Ce n'était pas une tâche facile : les nouvelles, qui arrivaient de Bulgarie, décourageaient les timides ou rendaient prudents les ambitieux. Stamboulof en effet gouvernait avec une énergie féroce. Toute tentative de soulèvement fut impitoyablement réprimée. Des officiers, hostiles à la dictature, furent fusillés à Silistrie et à Routschouk. Les adversaires politiques arrêtés furent soumis à des traitements barbares : Zankof reçut des coups de boyaux de toile remplis de sable et l'ex-protecteur de Stamboulof, Karavelof, fut fouetté jusqu'au sang. L'intervention seule du consul de France put mettre un frein à ces atrocités : mais il est aisé de comprendre que les princes, susceptibles de ceindre une couronne, hésitassent à venir dans un pays que gouvernait un dictateur barbare.

Il s'en trouva un cependant qui donna son adhésion au délégué bulgare Stoïlof : ce fut

Ferdinand de Saxe-Cobourg. Au même instant la Turquie, sous l'impulsion de la Russie, demandait aux grandes puissances de désigner elles-mêmes un ou deux candidats, entre lesquels la Bulgarie choisirait. Pour déjouer le plan russe et éviter l'intervention étrangère, Stamboulof renouvela sa tactique antérieure et hâta une seconde fois les élections du Grand Sobranié. Le 7 juin 1887, à Tirnovo, Ferdinand de Saxe-Cobourg fut nommé à l'unanimité : le 23 août, il arriva à Sofia. Aucune puissance ne voulut le reconnaître : mais les dispositions de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie lui étant favorables, la Russie recula devant les risques d'une guerre et se borna à déclarer qu'elle conserverait une « attitude de protestation passive » : le sultan fit de même.

Né en 1861, à Vienne, Ferdinand Ier appartient à la famille allemande de Saxe-Cobourg-Gotha par son père et il est le petit-fils de Louis-Philippe par sa mère, la princesse Clémentine. Avant son élection, il n'avait pas d'histoire. Il servit d'abord dans l'armée autrichienne, puis fut lieutenant de honved en Hongrie : sa réputation n'était pas brillante, puisqu'on lui refusait même le courage. De sa mère, il tient à la fois l'habileté diplomatique et l'esprit pratique : mais il n'a jamais oublié son origine et il a mis ses qualités au service de sa politique exclusivement allemande. D'intelligence

moyenne, doublée d'une grande souplesse, il a su, par des déclarations opportunes dont la sincérité était contestable, faire tourner à son profit la bienveillance parfois inexplicable que l'Europe lui a montrée, l'amabilité chaleureuse avec laquelle il fut reçu à deux reprises à Paris, l'enthousiasme déconcertant que les Anglais, zélés protecteurs, depuis Gladstone, des « Bulgares persécutés », manifestèrent à son égard en 1892 à Londres.

De convictions religieuses ou morales, point : de scrupules, pas davantage. Pour lui, la parole donnée ne vaut qu'autant que l'intérêt l'exige : tous les moyens, mauvaise foi, trahison, cruauté, sont bons pour atteindre le but. Se courber et s'humilier, à l'intérieur, tant que les circonstances sont incertaines ou fâcheuses, mais reprendre en sous-main, si les événements deviennent propices, l'œuvre provisoirement interrompue, telle a été la tactique constante de ce souverain réaliste et âpre au gain. En agissant ainsi, il a trompé l'Europe et il a pu suivre une ligne politique, qui, malgré ses fluctuations apparentes, a toujours été la même, au dedans avoir la réalité du pouvoir, au dehors se rapprocher de l'Autriche pour faire équilibre à la Russie irréconciliable et gênante. Avec ce prince sans hauteur morale, ce traitant fallacieux et suspect, la Bulgarie s'est développée sans doute, mais par des moyens trop souvent tortueux et déshonorants.

A l'intérieur, ce règne se divise en deux périodes fort inégales. De 1887 à 1894, Ferdinand de Saxe-Cobourg s'est complètement effacé : il n'a pas osé se heurter à Stamboulof. Depuis la chute du dictateur, il a gouverné en utilisant et en usant l'un après l'autre les divers partis qui se sont formés et combattus.

Dès son entrée en Bulgarie, il maintint Stamboulof au pouvoir. Peut-être crut-il que seule la méthode brutale de ce ministre était capable de mettre de l'ordre dans ce pays où les habitants étaient passés sans transition de la soumission la plus complète à une liberté sans limites. Sûrement il se rendit compte que lui-même était désarmé devant cet homme si puissant, qui pouvait d'un seul mot replonger la nation dans l'anarchie et renverser sans obstacle le prince si celui-ci faisait mine de s'opposer à ses desseins. Il resta donc prisonnier de Stamboulof, le laissa agir à sa guise, comptant bien que l'exagération de cette politique tournerait contre le ministre et qu'une opposition irréductible finirait par se former contre lui.

Ce fut donc pendant sept ans une véritable dictature qu'exerça Stamboulof. Et cette dictature fut une lutte de tous les instants, non pas à propos d'idées ou de programmes, mais à propos de personnes, d'intérêts des politiciens. Le libéral Zankof, le conservateur Stoïlof, l'ancien président du conseil des ministres sous la

régence Radoslavof, furent les ennemis acharnés du dictateur, uniquement parce qu'il avait seul les bénéfices du pouvoir et entravait ainsi leur avenir. Maître de l'administration qu'il peupla de ses créatures, de l'armée commandée par Moutkourof, du pays tout entier grâce à la docilité inébranlable et stupéfiante du suffrage universel, Stamboulof leur fit une guerre sans merci, réprima sans pitié des complots incessants, et en profita pour anéantir ses adversaires politiques et mettre la main sur tout.

Dès 1888, à la suite du coup de main tenté par le capitaine russe Nabokof sur le port de Bourgas, commencent les répressions violentes qui n'épargnent personne. Les évêqurs se refusent-ils à prononcer, dans leurs prières, le nom de Ferdinand parce que le prince est catholique romain? ils sont relégués dans leurs diocèses et leur synode est dissous. En 1890, le major Panitza, ancien partisan du ministre, est mécontent : il conspire, il est fusillé et on englobe dans ce complot nombre de personnes innocentes, mais gênantes. En 1891, le ministre des finances est tué par des balles destinées au dictateur : 800 citoyens sont arrêtés et on leur fait un procès politique : quatre accusés sont exécutés, d'autres, et avec eux Karavelof, sont maintenus en prison et atrocement torturés. En 1893, le métropolite Clément refuse d'adhérer à la revision de la constitution, revision rendue nécessaire par le

mariage du prince et de Marie-Louise de Parme : il est déposé.

Stamboulof gouverna ainsi par la terreur et il sut presque se faire accepter par l'Europe : en 1891, le sultan Abd-ul-Hamid II, qui usait des mêmes procédés que le dictateur bulgare, ne lui faisait-il pas cadeau d'une tabatière en or et d'un porte-cigares enrichi de huit diamants! Toutefois l'hostilité persistante de la Russie et le trouble qui était permanent à l'intérieur furent des entraves insurmontables au développement du pays. La tyrannie exercée sans arrêt ne fut pas compensée par les services rendus. Stamboulof devint impopulaire et son esprit autoritaire finit par lasser le prince lui-même. Au mois de mai 1894, le dictateur, à la suite de dissentiments, adressa à Ferdinand Ier une sorte d'ultimatum dans lequel il offrait sa démission : à sa grande surprise, son offre fut acceptée. Conscient des haines terribles qu'il avait accumulées contre lui, il demanda l'autorisation de quitter la Bulgarie et de voyager à l'étranger : il essuya un refus formel. Comme Bismarck, il tenta de se venger et mena une violente campagne de presse contre ses adversaires politiques et contre le prince : cela dura un an. Le 15 juillet 1895, il était assailli à Sofia par des hommes armés de sabres : il eut le visage et les mains horriblement taillades et mourut trois jours après. Ses véritables assassins n'ont jamais été retrouvés.

Sa politique a été fort sévèrement jugée : on l'a qualifiée de tyrannie, de despotisme civil, on l'a comparée à celle de politiciens qui, dans certains états de l'Amérique méridionale, le Paraguay par exemple, ont gouverné, eux aussi, en faisant couler le sang. Ne serait-il pas plus exact de la rapprocher plutôt de celle de Denys l'Ancien qui, tout en s'appuyant sur la démocratie et en annihilant ses adversaires, se préoccupa cependant de rendre Syracuse prospère et puissante?

Comme lui, Stamboulof, en effet, consacra une grande partie de son activité au développement de la Bulgarie, qui, sous sa direction, commença à prendre l'aspect d'un état moderne: si l'on s'obstine à trouver un point de ressemblance entre lui et Richelieu, on peut dire seulement du ministre bulgare ce que l'on a dit du cardinal : « Il fit le bien à coups de hache. »

Il est incontestable que, sous son impulsion énergique, les députés du Sobranié, gagnés à ses idées ou tremblant devant lui, durent vraiment travailler et légiférer à outrance sur les matières les plus diverses. En l'espace de deux mois, on les vit voter une quarantaine de lois concernant les circonscriptions administratives, la police générale, l'instruction publique avec une école supérieure à Sofia, le service militaire obligatoire pour tous les citoyens âgés de 21 à 45 ans. Un Français, Quillé, fut appelé en Bulgarie pour

administrer les finances : la complaisance, plus ou moins intéressée, de l'Angleterre et de l'Autriche-Hongrie permit l'émission, à des conditions favorables, d'emprunts bulgares qui furent cotés aux bourses de Londres, de Vienne et de Budapest. Grâce à ces ressources, et aussi aux avances que le prince fit sur sa fortune personnelle, la mise en valeur du pays put commencer. L'état et des compagnies particulières construisirent près de 900 kilomètres de voies ferrées : le port de Bourgas fut aménagé et les houillères exploitées. Le commerce s'éleva de 114 à 172 millions de francs : des traités furent conclus avec l'Angleterre et l'Italie. A l'exposition internationale de Philippopoli, en 1892, on put apprécier les progrès déjà réalisés par la Bulgarie.

Pour une fois, il est loisible d'accepter l'opinion de l'empereur François-Joseph que « l'ordre et la tranquillité régnaient partout et qu'il était satisfaisant de constater les progrès continuels du pays ». Il est vrai que le souverain austro-hongrois prononçait ces paroles dès 1889. Elles ne sont pas exactes pour cette date : elles le sont si on les applique à l'année 1894.

Délivré de son terrible ministre, Ferdinand de Saxe-Cobourg eut désormais liberté d'allures pour poursuivre à son gré l'émancipation complète de la Bulgarie. La question capitale était la réconciliation avec la Russie. L'occasion du rapprochement fut la conversion du prince

héritier Boris à la religion orthodoxe, ce qui donna à la Bulgarie une dynastie nationale. L'irréductible Alexandre III venait de mourir; son fils et successeur, Nicolas II, moins ferme et plus doux, accepta d'être, en 1896, le parrain du nouveau converti. La Russie ayant par cet acte mis fin à son opposition et ayant reconnu le fait accompli, le sultan Abd-ul-Hamid II délivra aussitôt un firman par lequel il nommait Ferdinand prince de Bulgarie et gouverneur général de la Roumélie. Les autres puissances donnèrent ensuite leur adhésion, satisfaites de voir disparaître les dangers d'une guerre. En 1897, la Bulgarie entrait dans le concert européen.

Il lui restait maintenant à prouver qu'elle méritait la confiance de l'Europe, pour que celle-ci ne la lui retirât pas dans l'avenir : pour cela, il était indispensable de lui montrer non-seulement qu'elle existait comme état, mais qu'elle était capable de se développer normalement, sans secousses. Voilà pourquoi Ferdinand Ier adopta une politique extérieure pacifique et, malgré ses ministres, se refusa à intervenir dans les incidents violents qui troublèrent fréquemment la péninsule balkanique, par exemple en 1896, 1898, 1902. Voilà pourquoi aussi, à l'intérieur, il ne s'inféoda à aucun parti et s'appliqua, tout au moins officiellement, à gouverner conformément à la constitution.

Il fut d'ailleurs favorisé à cet égard. D'une part, après la chute de Stamboulof, les partis s'émiettèrent au point qu'aucun ne put dominer les autres. Ghenadief dirigea les partisans de l'ancien dictateur, Stoïlof les conservateurs, Danef les progressistes, Guéchof les nationalistes, Radoslavof les radicaux, Malinof les démocrates : il y eut même ensuite un bloc agraire, un parti socialiste, etc. D'autre part, aucun homme d'état véritable ne s'est révélé dans ces groupements. La Bulgarie a eu à sa tête non pas des politiques, mais des politiciens, dont les convictions ont été mesurées à l'importance de leurs intérêts privés, et dont la justice de leur pays a été quelquefois obligée de reconnaître la non-valeur morale. Ce personnel nouveau, caractérisé par l'absence totale d'idées larges, par le manque de scrupules et par l'avidité matérielle, ne put faire obstacle aux vues particulières du prince. Celui-ci, qui connaissait la cause des compétitions acharnées et savait le prix des consciences de ses collaborateurs, n'eut pas de peine à se servir, comme il l'entendit, des uns et des autres. Et ainsi, cette vie politique, où l'on voit successivement au pouvoir les conservateurs, les progressistes, les stamboulovistes écrasés définitivement en 1908, les démocrates et enfin les radicaux, n'offre pas d'intérêt malgré sa variété, ses agitations et ses violences. Quelle que soit la « couleur » du ministère en fonc-

tions, c'est le prince seul qui a réellement eu la direction des affaires.

Pendant toute cette longue période, l'ordre ne fut guère troublé que par quelques grèves, quelques manifestations bruyantes d'étudiants et aussi quelques assassinats. Par suite, l'organisation intérieure de la Bulgarie continua : de toutes les améliorations apportées à l'état du pays, les principales furent d'ordre intellectuel, et surtout militaire et économique.

Les efforts faits pour donner l'instruction à ce peuple de paysans sont indéniables et ont eu une certaine efficacité. L'enseignement secondaire est presque entièrement gratuit : la modicité de la rétribution a été fixée si bas que les habitants des villages se sont empressés d'envoyer leurs enfants dans les établissements enseignants et l'on a pu craindre, un moment, que les campagnes ne fussent désertées. Par contre, il s'est constitué un corps de fonctionnaires instruits en très grand nombre. On a même été plus loin : on a fondé quelques établissements scientifiques spéciaux : mais les résultats obtenus ne sont pas encore fort sensibles.

Sous l'action personnelle de Ferdinand Ier, les effectifs de l'armée furent fortement élevés : le nombre des soldats a atteint jusqu'à 375.000 hommes. Cette armée a été dotée d'un matériel acheté à l'étranger, fusils autrichiens, canons du Creusot et d'Essen : elle a été dressée par de

nombreux officiers envoyés dans divers pays étrangers, France et Allemagne surtout, pour y compléter leur instruction technique. Des forts ont été construits pour servir à la protection de certaines villes, Sofia, Choumla, Viddin. Malgré tous les soins dont elle a été l'objet dans un but pratique, cette armée n'a pas répondu aux espérances que l'on fondait sur elle. En 1913, elle a subi des fortunes diverses et a été finalement battue : dans la guerre présente, elle n'a dû ses progrès partiels qu'à la coopération des forces des empires centraux.

C'est au point de vue économique que l'impulsion, imprimée par Stamboulof, a persisté et que l'esprit réaliste des Bulgares s'est le mieux affirmé. Les agriculteurs reçurent fréquemment, du gouvernement, des appuis financiers qui ont permis de mettre en valeur les terres cultivables, les plaines de la Roumélie principalement. Toute une législation spéciale, curieuse et pratique, fut créée pour favoriser l'industrie : furent déclarés exempts d'impôts et de tous droits d'entrée les fabricants ayant sous leur direction 25 ouvriers ou employant un capital de 25.000 francs à la construction et à l'exploitation d'une manufacture. Dès lors, il s'est élevé des établissements assez nombreux où l'on travaille le bois venu des régions montagneuses et les métaux extraits partout du sous-sol. Les échanges devinrent plus faciles par suite de l'extension progressive

des voies ferrées. En 1908, l'état s'empara de la ligne des chemins de fer orientaux qui appartenait à la Turquie : à celle-ci il offrit, en échange, une indemnité que la Russie paya en réalité immédiatement puisqu'elle fit remise à la Porte de l'arriéré de la dette provenant de la guerre de 1877-1878. Des tarifs de transports et de douane ont été établis : des traités de commerce, conclus avec la plupart des puissances, avec la Turquie elle-même.

Celle-ci était toujours la suzeraine nominale. Mais la Bulgarie agissait comme si elle était un état souverain : il ne lui manquait plus que l'indépendance. Dans ce but, Ferdinand Ier se rapprocha plus étroitement qu'auparavant de la Russie. En 1902, il inaugura une église monumentale élevée par le tzar au pied de la passe de Chipka en souvenir du succès de ses armées en 1878 : en 1907, il inaugura encore, cette fois à Sofia, la statue équestre d'Alexandre II qui porte cette inscription, aujourd'hui cruellement ironique : « Au tzar libérateur, la Bulgarie reconnaissante ». Rassuré sur les intentions de Nicolas II, convaincu qu'il n'avait rien à redouter de l'empire russe, il se tourna vers l'Autriche-Hongrie et alla à Vienne : c'est au retour de ce voyage que, le 5 octobre 1908, à Tirnovo, dans l'église de l'ancienne capitale des tzars de Bulgarie, il proclama l'indépendance de son état et que, renouant la chaîne interrompue des rois, il

prit le titre de tzar des Bulgares. Cette violation flagrante du traité de Berlin fut acceptée sans vive résistance par les puissances européennes : l'émotion une fois calmée, Ferdinand Ier se rendait à Saint-Pétersbourg au mois de février 1909 et y était reçu avec les honneurs réservés aux souverains. Il put alors former des projets plus vastes, songer à acquérir l'hégémonie dans les Balkans, à la place de la Turquie moribonde, en reconstituant l'ancien grand empire bulgare. Ses ambitions ont été déçues en 1913. Espère-t-il les réaliser par la guerre actuelle?

*
* *

Si l'on compare l'état de la Bulgarie en 1875 et en 1915, il est certain qu'entre ces deux dates, de notables changements s'y sont opérés. Le peuple est passé de la servitude sociale à la liberté, de la sujétion politique à l'indépendance. Émancipé, il s'est efforcé de développer pour lui les ressources variées et suffisantes de son pays, qui contribuaient auparavant à la richesse des maîtres étrangers. Puis, enorgueilli par ses progrès, il s'est considéré comme le premier peuple des Balkans, celui qui devait dominer sur la péninsule entière. Mais, dans cette tâche ou dans la poursuite de ce but, il s'est affirmé ce qu'il a toujours été vraiment malgré les apparences de

la civilisation qu'il se vantait d'avoir acquise. Dépourvu d'idées nobles, exclusivement guidé par son intérêt matériel et immédiat, il a donné libre cours à la dureté, à la violence, à la cruauté raffinée, à ces sentiments qui lui valurent autrefois une si triste réputation. Chez le Bulgare d'aujourd'hui il reste encore trop du Boulgre du moyen âge.

CHAPITRE III

LA SERBIE

I — La Serbie avant 1804

Le premier peuple de la péninsule balkanique qui s'est soulevé au XIX^e^ siècle contre la domination ottomane et qui a réussi à s'y soustraire est le peuple serbe. De prime abord, ce fait semble inexplicable, parce qu'il est impossible d'apercevoir, de constater, chez les Serbes, un réveil du sentiment national, provoqué, comme chez les autres peuples chrétiens des Balkans, par une littérature quelconque digne de ce nom.

Et en effet il n'a pas pu y avoir de réveil puisque ce sentiment national, loin de s'effacer, de disparaître momentanément, s'est maintenu toujours vivace pour des raisons particulières qui résultent uniquement de l'histoire antérieure des Serbes. Ceux-ci n'ont pas été, ainsi que les Bulgares, soumis et domptés pendant des siècles : vaincus sans doute, ils n'ont jamais accepté le

joug turc et, bien souvent, ils ont tenté contre lui des soulèvements que leur organisation sociale, toute rudimentaire qu'elle fût, leur permettait de faire.

De là les secousses nombreuses qui ont agité leur histoire et la caractérisent singulièrement, avant qu'ils aient pu constituer un véritable état indépendant. Comment cette évolution a-t-elle donc pu s'opérer ? Il convient d'abord de considérer succinctement dans quelles conditions spéciales se trouvaient les Serbes au début du XIX[e] siècle aux points de vue intellectuel, religieux, social et politique. Nous verrons ensuite comment, de 1804 à 1869, l'indépendance a été acquise et comment le nouvel état s'est fortement établi sur une vraie constitution. Enfin nous examinerons comment, depuis 1869, la Serbie s'est efforcée de se développer à l'intérieur et pourquoi ses progrès ont été trop fréquemmement entravés.

*
* *

Les Serbo-Croates, qui font partie des peuples que l'on désigne sous le nom de Yougo-Slaves ou Slaves du Sud, appartiennent à l'un des rameaux de la race aryenne. Leur patrie primitive fut la Galicie d'où ils descendirent en grandes masses vers le Danube inférieur au com-

mencement du VII^e^ siècle. Entrés au service de l'empereur byzantin Héraclius, qui les chargea de combattre les Avars, ils s'installèrent vers 636 dans la péninsule balkanique. Ils se séparèrent bientôt en deux groupes dont les destinées devaient être différentes : ceux qui furent attirés vers l'ouest et portèrent leurs efforts de ce côté prirent le nom de Croates : ceux qui restèrent à l'est furent les Serbes.

Les Serbes, au début, furent divisés en plusieurs tribus gouvernées par des chefs ou joupans. Jaloux les uns des autres, désireux de devenir les maîtres de la nation tout entière, ces joupans se battirent entre eux, et à ces dissensions intestines, qui furent continuelles, s'ajoutèrent les guerres qu'il fallut en même temps soutenir pour repousser les attaques de voisins inquiétants, Byzantins, Bulgares, Hongrois. Dans cette histoire si mouvementée et si confuse, un seul fait doit retenir l'attention : malgré toutes les difficultés, les Serbes parvinrent à réaliser leur union religieuse et politique. A la fin du IX^e^ siècle, ils se convertissaient à la religion grecque orthodoxe : du milieu du XII^e^ à la fin du XIV^e^, la dynastie des Némania triomphait des querelles particulières et gouvernait tout le pays. C'est elle qui fournissait à la Serbie les deux grands hommes pour lesquels les habitants ont encore aujourd'hui la plus profonde et la plus sincère vénération. Stéphane Douchan (1331-

1355) conquit la Macédoine, l'Albanie, l'Épire, la Bosnie, prit le titre d'empereur des Serbes et des Grecs, et mourut au moment où il marchait sur Constantinople dont il espérait faire sa capitale. De son côté, son frère, Saint-Sava, qui est resté le patron de la Serbie, fut le premier archevêque de l'église serbe qui resta indépendante du patriarchat de Constantinople jusqu'au XVIII[e] siècle.

Ce vaste empire s'écroula rapidement sous les coups répétés de nouveaux envahisseurs, les Turcs. Le 15 juin 1389, sur la haute plaine de Kossovo, « le champ des Merles », le prince Lazare livrait bataille aux Ottomans : il était vaincu, pris et décapité. D'autres chefs résistèrent encore pendant longtemps : mais, abandonnés par les chrétiens occidentaux, chez lesquels dominaient des préoccupations intéressées, ils finirent par succomber devant l'organisation militaire de leurs ennemis : en 1521, la dernière forteresse, Belgrade, fut enlevée. Les Serbes supportèrent ainsi les conséquences de la situation géographique de leur pays : placés à l'extrémité orientale de l'Europe, ils formaient l'avant-garde de la défense chrétienne contre l'islamisme : n'étant pas soutenus par le corps de l'armée, réduits à leurs seules forces, ils durent, à leur détriment, laisser rompre la barrière.

Désormais, jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle, la

domination ottomane s'implanta en Serbie. Le territoire fut découpé artificiellement, et non d'après des raisons géographiques ou ethnographiques, en pachaliks que dirigèrent des pachas absolus. Ces circonscriptions furent, à leur tour, subdivisées en nahiés ou cantons qu'administrèrent des cadis ou juges. Ne recevant aucun traitement de la Porte, ceux-ci se firent payer par les Serbes : ne connaissant ni la langue, ni les coutumes des habitants, ils usèrent de leur autorité en faveur des seuls musulmans.

Les conséquences de cet arbitraire et de cette partialité furent que, dans la Serbie, il exista toujours deux peuples juxtaposés dont la fusion était impossible. D'une part, les Serbes, restés pour la plupart fidèles à la religion grecque orthodoxe, furent par cela même considérés comme des raïas, bons exclusivement pour une exploitation à outrance. D'autre part, les dominateurs étrangers formèrent trois classes privilégiées distinctes, qui mirent en coupes réglées les ressources du pays. Les Turcs vinrent s'établir dans la Serbie où, abandonnant aux vaincus la culture du sol et l'élevage, ils accaparèrent vite le commerce, l'industrie et les opérations financières. A côté de ces Ottomans pacifiques, les spahis furent une caste militaire. Ce n'étaient pas des indigènes puisque les anciens possesseurs des villages et leurs descendants n'avaient pas embrassé l'islamisme, mais généralement des

musulmans albanais ou bosniaques. La Porte leur distribuait des domaines fonciers et leur reconnaissait le droit d'exiger des redevances féodales et des corvées variées : en échange, elle leur demandait seulement d'accomplir le service militaire et d'assurer l'ordre dans les campagnes. Enfin venaient les janissaires, recrutés, comme partout ailleurs, parmi les enfants enlevés aux chrétiens. Ils tenaient garnison dans les villes et y formaient des groupes distincts et séparés, ne reconnaissant que l'autorité de chefs particuliers, agas, dahiés (deys).

Agriculture, exploitation des forêts, élevage des porcs, voilà ce qu'eurent les Serbes. Et encore la plus grande part de leurs maigres revenus n'était-elle pas pour eux, mais pour leurs maîtres. Il semblait donc qu'ils ne pussent concevoir aucune espérance de secouer la lourde oppression étrangère, appuyée sur deux castes militaires, en apparence solides Toutefois, chez eux, il existait plusieurs causes qui agissaient obscurément et qui devaient plus tard aider à leur régénération : elles sont, — et c'est là un des traits originaux de cette histoire, — beaucoup plus variées que chez les autres peuples balkaniques, et surtout certaines sont spéciales aux Serbes.

Race de paysans, ceux-ci n'eurent sans doute pas avant le XIX^e^ siècle une vraie littérature. Mais ils eurent des chants populaires nombreux, qui

vantaient les exploits des anciens, en particulier ceux du héros légendaire Marko dont le nom revient sans cesse dans ces pesmés, et qui relataient aussi la bataille de Kossovo et les luttes soutenues vigoureusement contre de puissants ennemis. Ces chants, tristes et belliqueux, créèrent dans les familles une tradition orale qui se perpétua et entretint le sentiment national sans faiblesse. Ils sont presque l'unique source de l'histoire de la Serbie pour cette période si longue et n'ont, à cet égard, qu'une valeur relative : mais au point de vue moral, ils ont eu une influence énorme en inculquant au peuple serbe l'idée que l'oppression étrangère était seulement provisoire et que le relèvement de la Serbie devait fatalement se produire un jour.

La religion intervint, elle aussi, à cet égard ; mais, ici, il est nécessaire de distinguer entre le clergé séculier et le clergé régulier. L'église serbe fut indépendante jusqu'en 1765, époque où elle retomba sous l'autorité du patriarche grec de Constantinople. Cette liberté entière avait eu pour le pays des résultats plutôt fâcheux. Trop souvent en effet, les évêques avaient acheté leurs charges à la Porte qui choisissait principalement des Grecs : préoccupés surtout de la question financière, et soutenus par des escortes de soldats musulmans, ils avaient rançonné sans scrupules leurs ouailles et aussi les popes. Ceux-ci, simples paysans serbes, ayant à peine de quoi

vivre, fort ignorants, avaient dû subir non seulement une exploitation systématique, mais la bastonnade que les prélats employaient avec usure pour imposer une soumission absolue à leur clergé. Ni les évêques ni les popes n'avaient donc exercé une action bienfaisante sur le peuple.

Tout autre avait été celle du clergé régulier, fortement organisé. Protégés par les solides murailles de leurs couvents historiques d'Ipek, de Prizrend, gardiens des tombeaux des anciens rois, les moines manifestèrent toujours une grande indépendance qu'ils n'hésitèrent pas à défendre, au besoin, les armes à la main. De plus, dans leurs monastères, ils dirigèrent les écoles où étaient instruits les futurs popes et ils accueillirent les nombreux pèlerins qui périodiquement venaient accomplir avec zèle leurs dévotions. Ils eurent là deux moyens pratiques pour maintenir la culture nationale et l'esprit national, pour encourager les Serbes à supporter patiemment le joug étranger et pour leur donner l'espoir d'une libération assurée : ils furent des agents actifs, constants et inébranlables qui firent pénétrer dans l'esprit de leurs compatriotes leur confiance dans l'avenir.

Cette action fut d'autant plus efficace qu'elle s'exerça sur un peuple dont l'organisation sociale ne fut pas brisée par la conquête turque. Les Serbes n'eurent pas sans doute une noblesse de race comme celle qui exista en Roumanie : mais

ils ne furent pas dépourvus d'aristocratie comme l'étaient les Bulgares. Cette aristocratie eut une origine tout à fait spéciale, dûe à l'ancienne organisation communale et patriarcale qui persista lorsque les Turcs furent devenus les maîtres. Chaque village avait à sa tête des kmeten (comites) élus par les habitants : les kmeten administraient, jugeaient ainsi que les juges de paix les différends minimes avec appel au cadi, et surtout intervenaient auprès des fonctionnaires ottomans pour plaider la cause de leurs compatriotes opprimés : ils eurent ainsi une autorité non seulement matérielle, mais morale. Au-dessus, dans chaque canton, était un prince, knez ou kniaz, élu par les habitants des villages de la circonscription, et tenu de demander son investiture au pacha turc qui lui délivrait un bérat. Ainsi, ce titre de prince ne doit pas faire illusion. Les knèzes serbes ne sont pas nécessairement des nobles de naissances, les descendants de ceux qui avaient vaillamment combattu autrefois à la tête de la nation : ce sont très fréquemment des personnages qui se sont enrichis et auxquels leur fortune vaut une grande considération chez les paysans : les Karageorgevitch et les Obrenovitch, qui, au XIX^e^ siècle, dirigeront la Serbie, ont eu pour ancêtres de riches éleveurs de porcs. Il n'exista donc pas en Serbie une noblesse d'épée : mais il y avait cependant une aristocratie dont l'influence sur le peuple était réelle et

qui, à l'occasion, sera capable de fournir des chefs pour diriger les mouvements contre l'étranger détesté.

Enfin, — et ceci est capital, — la situation géographique de la Serbie favorisa son émancipation. Lorsque l'oppression ottomane leur paraissait trop lourde, les Serbes se révoltaient. Les uns restaient sur le sol natal pour combattre et y formaient des bandes dont ils étaient les chefs ou haïdouks. Les autres au contraire, franchissant la frontière, allaient se mettre au service de l'Autriche, et ces migrations furent d'autant plus fréquentes que les guerres entre Turcs et Autrichiens devinrent plus nombreuses à partir du XVII[e] siècle. En 1690, 40.000 familles vont ainsi s'établir entre les cours inférieurs du Danube et de la Tisza et reçoivent du gouvernement de Vienne une large autonomie : en 1738, en 1788, les mêmes faits se reproduisent. Or, chacune des guerres entre l'Autriche et la Porte avait pour résultat un changement dans les limites de la Serbie : les traités de Carlowitz (1699), de Passarowitz (1718), de Belgrade (1739) et de Sistova (1791) firent varier ces frontières au point qu'il se constitua en somme deux Serbies, l'une ottomane, l'autre autrichienne.

Que résulta-t-il de cet état de choses ? D'abord, une inégalité grave. Les Serbes, dépendant de l'Autriche, obtinrent sous Marie-Thérèse et Joseph II, la tolérance religieuse et, sous Léo-

pold II, des droits analogues à ceux qu'avaient les sujets hongrois. Les Serbes, soumis aux Ottomans, continuèrent, eux, à ne rien avoir : comparant leur triste situation à celle de leurs frères, ils s'ancrèrent de plus en plus dans l'idée qu'il fallait acquérir des garanties analogues et, si les Turcs s'obstinaient, prendre les armes pour se libérer de cette sujétion totale. D'autre part, dans les guerres, beaucoup de Serbes combattirent dans les rangs des armées autrichiennes, et certains, le futur libérateur Kara-Georges, par exemple, y acquirent le grade d'officier. Ils apprirent donc l'art de la guerre et en même temps se rendirent compte que la puissance de la Turquie était bien fragile. Et ainsi, quand, par la paix de Sistova, la Serbie entière fut rendue aux Ottomans en 1791, les Serbes qui retombèrent sous le joug ne pensèrent qu'à la révolte, et ceux qui restèrent en Hongrie se préparèrent soit à leur envoyer des armes, soit à venir eux-mêmes pour les aider de toutes façons en leur fournissant des soldats, des médecins, des professeurs, des fonctionnaires et même des législateurs.

Ainsi pour connaître l'émancipation de la Serbie, on ne doit pas seulement faire intervenir des causes semblables à celles qui ont agi en Roumanie et en Bulgarie. Il y a là des raisons spéciales qui permettent d'expliquer que le peuple serbe ait pris l'initiative de la lutte contre la

Turquie, qui apparaissent déjà dans la révolte originelle de 1804, et qui dominent ensuite dans une grande partie de l'histoire intérieure de ce pays.

II — La Serbie de 1804 à 1869

En 1791, la Turquie, en reprenant la Serbie entière, fut effrayée de la transformation qu'elle constata dans la région ayant appartenu à l'Autriche : pour éviter tout motif de mécontentement, elle défendit aux janissaires, détestés des habitants à cause de leurs violences, de pénétrer en Serbie. Mais, à la fin du XVIII[e] siècle, la Porte était incapable de faire respecter ses décisions. Encouragés par la révolte d'Ali de Tébelin en Albanie et de Pasvan-Oglou en Bulgarie, les janissaires méconnurent les ordres qui leur avaient été donnés, rentrèrent dans la Serbie, assassinèrent le pacha de Belgrade qui leur était hostile et reconnurent pour chefs quatre dahiés. Devenus ainsi les maîtres, ils soumirent les raïas à un régime de terreur inouïe, et cela alla si loin que les Serbes n'hésitèrent pas à s'adresser directement au sultan Sélim III et

à lui exposer leurs doléances justifiées. Le sultant ayant menacé d'envoyer des troupes pour faire obéir les janissaires, ceux-ci se résolurent à mettre à mort tous ceux qui pourraient aider cette armée, devenir des chefs, et organiser la résistance. En janvier 1804, le massacre des kmètes, des knèzes, des popes, des moines, etc... commença : en quelques jours, 72 têtes de Serbes furent exposées à Belgrade. Il y eut cependant des Serbes qui échappèrent et se réfugièrent dans les bois : parmi eux se trouvait Georges Petrovitch, que les Turcs appellent Georges le Noir ou Kara-Georges.

*
* *

Kara-Georges n'était pas un knèze : c'était un marchand de bestiaux de Topolia, qui était réputé pour sa haute taille, sa force extraordinaire, sa violence et son courage. Il nous est représenté comme un héros possédant toutes les vertus. La réalité est tout autre. Né en 1752, Kara-Georges, malgré les vicissitudes de sa vie si agitée, resta toujours le même homme, un paysan madré, complètement illettré, ne supportant aucune opposition à ses projets, et sujet à des accès de colère furieuse pendant lesquels il n'épargnait personne et allait jusqu'à faire tuer son père, son frère unique, etc. Après le

meurtre d'un Turc, il s'était fait haïdouk : puis, devenu sous-officier dans l'armée autrichienne, il avait combattu les Ottomans; puis encore, il avait secondé ceux-ci dans leur lutte récente contre les janissaires qui auraient bien voulu se débarrasser de lui.

En février 1804, les knèzes se réunirent dans les bois : ayant été en relations constantes avec les Turcs, ils ne voulaient pas compromettre la situation qu'ils avaient acquise et hésitaient à prendre eux-mêmes la direction de la rébellion. Ils choisirent Kara-Georges comme chef de l'insurrection. Celle-ci s'étendit au pays tout entier et, comme les Serbes déclaraient qu'ils prenaient les armes non contre le sultan, mais contre les janissaires seuls, les musulmans eux-mêmes leur accordèrent leur appui et leur fournirent de la poudre. Les progrès furent rapides : la ville de Chabatz fut prise et celle de Belgrade assiégée.

Le mouvement, dirigé au début contre les janissaires, devait fatalement changer de caractère. Encouragés par leurs succès, les Serbes proposèrent à la Porte de lui payer un tribut annuel et lui demandèrent en échange de reconnaître l'autonomie de la Serbie et d'accepter que les forteresses fussent occupées par des soldats turcs et serbes à la fois. La Turquie, se rendant compte de la gravité du péril, refusa et entreprit immédiatement la guerre.

Alors commence la seconde période de la vie de Kara-Georges. En 1805, à Semendria, il réunit une première assemblée ou Skouptchina pour organiser le gouvernement. Celui-ci fut, peut-on dire, dualiste. Au point de vue militaire il y avait une hiérarchie à trois degrés : en bas, les voïévodes qui étaient les chefs de bandes, — au-dessus, les hospodars, c'est-à-dire les grands chefs militaires, comme Miloch Obrenovitch, — au sommet, Kara-Georges proclamé commandant des Serbes. Au point de vue civil, six directoires ou ministères étaient chargés de la direction des affaires : une Skouptchina représentait la souveraineté de la nation : un Sénat permanent était composé de douze membres et représentait, lui, les douze cantons. Telle est la première organisation que la Serbie a eue, organisation simple, rudimentaire même, au point que les sénateurs recevaient un traitement non en argent, mais en nature, en vin, en blé, en bœufs.

Cette simplicité provient de ce que, de 1805 à 1813, la guerre fut l'affaire capitale. Elle fut d'abord heureuse : Kara-Georges battit les Turcs à Michar en 1806 et s'empara par surprise de Belgrade le 12 décembre. Tout en livrant des combats, il négociait avec le sultan pour obtenir les concessions demandées et tâchait d'intéresser l'Europe à sa cause. Dès le mois d'avril 1804, il avait envoyé des délégués en Russie, parce que,

disait-il, « les Moscovites sont nos frères et nos coreligionnaires ». Le tzar Alexandre Ier hésita d'abord à s'engager complètement : il remit aux délégués quelque argent et un évangile et leur promit de soutenir les Serbes à Constantinople. Mais, lorsque l'entrevue d'Erfurt lui eut démontré que Napoléon Ier se refusait à prendre des engagements formels à propos de l'Orient européen, il changea de tactique et chercha, pour sa politique, un point d'appui dans la Serbie. Il signa avec Kara-Georges le traité de Negotine qui plaça le pays sous la suzeraineté du tzar et donna à celui-ci le droit de nommer les fonctionnaires, pourvu que ce ne fussent pas des Grecs. Des soldats russes, peu nombreux encore, vinrent tenir garnison dans les villes : des canons, des munitions, de l'argent, furent fournis. Ainsi se nouèrent les premières relations entre la Serbie et la Russie.

Protégé, muni et ravitaillé, Kara-Georges semble alors avoir conçu l'idée de constituer une Grande Serbie. En 1809, il opéra vigoureusement vers l'ouest, vainquit les Turcs en Herzégovine et à Novi-Bazar et négocia avec les Monténégrins. Mais, deux armées ottomanes ayant envahi la Serbie par l'est et par l'ouest, il fut battu à Tchoupria, perdit 6.000 hommes et 40 canons, et, avec les débris de ses troupes, dut se réfugier dans la forêt, la Choumadia. Il

fut sauvé du désastre par la diversion énergique que les Russes, ayant déclaré la guerre à la Porte, firent sur le bas Danube, et désormais il combina ses opérations avec celles de ses alliés. En 1810, pendant que ceux-ci progressaient dans les principautés moldo-valaques, il conquérait l'est et le sud de la Serbie : en 1811, il effectuait sa jonction avec les Russes en Valachie et les aidait à vaincre à Slobodzié.

A cette dernière date, Kara-Georges paraissait sur le point de réaliser son vaste programme : il échoua pour deux raisons.

A l'intérieur, il n'avait pas exercé son commandement avec douceur : la violence avait été presque l'unique moyen dont il avait usé pour faire reconnaître son autorité. Il s'était attiré ainsi beaucoup d'ennemis, malgré ses victoires et à cause d'elles. Les plus décidés étaient les hospodars qui ne pouvaient se résigner à obéir à un simple haïdouk : aussi quelques-uns avaient-ils marqué leur hostilité en refusant de le soutenir dans la lutte contre les Turcs. Victorieux, Kara-Georges résolut de mettre fin à cette résistance, dangereuse pour lui-même et pour son pays. En 1811, par un coup d'état, il fit voter par la Skouptchina que seul il aurait le pouvoir suprême et que, sous lui, les autres chefs militaires seraient tous égaux. Dépouillés de leurs privilèges, les hospodars, en particulier Miloch Obrenovitch, prirent les armes. Ils furent

battus sans doute, et durent ou se soumettre ou s'exiler. Mais ces querelles intestines marquaient que l'union était loin d'être faite et elles affaiblissaient la Serbie au moment où elle allait être laissée à ses seules forces dans la lutte contre les Turcs.

En 1812, en effet, le tzar Alexandre Ier, en prévision de la guerre que faisaient prévoir les préparatifs de Napoléon Ier, conclut avec la Turquie le traité de Bucarest. Par l'article 8, il était bien stipulé que les Serbes déposeraient les armes et, en échange, auraient une administration autonome : en réalité, ils étaient abandonnés par la Russie. Conscient du péril, Kara-Georges réduisit ses prétentions et fit au sultan Mahmoud II des propositions modérées : les Serbes conserveraient leurs armes, et les Turcs, qui devraient tenir garnison dans les forteresses, seraient seuls autorisés à pénétrer en Serbie. Le sultan, voyant l'occasion favorable pour écraser les « rebelles », refusa et leva 240.000 hommes qui envahirent la Serbie par l'est et par l'ouest. Malgré tous ses efforts, Kara-Georges ne put vaincre l'obstination des voïévodes : il proposait de réunir toutes les troupes disponibles au centre du pays et de combattre successivement les deux armées ennemies. Les voïévodes préférèrent rester chez eux avec leurs soldats : ils furent défaits les uns après les autres et s'enfuirent pour la plupart en Autriche. Le

2 octobre 1813, Kara-Georges agissait de même sans avoir osé risquer une dernière bataille générale.

Peu après, il se retirait en Bessarabie, se mettait en rapports avec l'hétairie grecque et, en 1817, rentrait furtivement en Serbie pour soulever ses compatriotes contre les Ottomans. Il fut presque aussitôt assassiné. Est-ce sur l'ordre de Miloch Obrenovitch? En tout cas, ce dernier écrivit au délégué serbe qui résidait à Constantinople : « Les pleurs et les larmes des pauvres se sont emparés de lui et m'ont envoyé sa tête à Belgrade. La voici expédiée à Constantinople. » Ainsi mourut Kara-Georges qui, malgré tout, est resté, dans l'esprit des Serbes, le héros de l'indépendance nationale. Après ce guerrier, ce fut un diplomate qui prit en mains la direction de la Serbie.

*
* *

Miloch Obrenovitch était né en 1780. Veuve d'un paysan aisé, Obren, dont elle avait eu un fils, Milan, sa mère s'était remariée avec un valet de ferme qui lui donna Miloch. Celui-ci servit d'abord sous les ordres de son frère utérin et, après l'assassinat de ce dernier en 1810, il usurpa le nom d'Obrenovitch. Kara-Georges le chargea du commandement de l'un des districts centraux

les plus importants, celui de Roudnik. Tout en faisant une opposition persistante, parfois armée, au héros, il se conduisit vaillamment en 1813. Ce fut, a-t-on dit, un barbare, mais un barbare d'une intelligence supérieure. Brave personnellement, il préférait négocier et atteindre son but par l'intrigue et la ruse. Patriote, il ne dédaigna pas cependant ses intérêts personnels et leur sacrifia trop. Se rendant un compte exact de l'état intérieur de son pays, de l'absence de civilisation chez ses compatriotes, il se montra autoritaire à l'excès et voulut faire le bonheur des Serbes par la force et par l'emploi des moyens violents. « C'était un Louis XI de village... ; il sauva son peuple, mais il l'abaissa[1]. »

En 1813, les Turcs, redevenus les maîtres de la Serbie où ils avaient commis toutes sortes d'atrocités, se trouvèrent fort embarrassés. Ils comprenaient que la haine des raïas était un obstacle insurmontable à l'établissement d'une domination ottomane solide. Ils se proposèrent donc d'appliquer l'article 8 du traité de Bucarest et de laisser les Serbes s'administrer eux-mêmes sous la suzeraineté de la Porte. Mais la plupart des knèzes avaient quitté le pays et s'étaient réfugiés sur le territoire autrichien. Seul ou presque seul, Miloch Obrenovitch était resté. Les Turcs s'adressèrent à lui.

Appelé à Takovo, Miloch fit acte de soumis-

1. E. Denis, *La Grande Serbie*, Paris, 1914, in-12.

sion, fut nommé knèze de Roudnik et chargé de jouer le rôle d'intermédiaire entre les vainqueurs et les vaincus. Il eut alors une tâche très difficile qu'il ne put remplir que grâce à sa souplesse et à sa patience inébranlables. Il supporta toutes les humiliations pour pouvoir intervenir en faveur de ceux qui étaient opprimés par les conquérants, devenus arrogants à la suite de leur victoire : il se résigna aux exécutions qu'il ne put empêcher : il ne fléchit pas devant les menaces de mort qui lui furent fréquemment faites. Mais il se souvint et il guetta l'occasion.

Il crut la trouver, en 1815, lorsque se tint le congrès de Vienne : il voulut profiter de la réunion des diplomates des grandes puissances pour les obliger à s'occuper du malheureux sort des Serbes et, lorsque les Turcs prétendirent forcer les vaincus à rendre leurs armes, il se rendit à Takovo et, brusquement, le 23 avril, il proclama l'insurrection générale. Partout des bandes se formèrent aussitôt et, exaspérées par les excès des Ottomans, combattirent avec la dernière énergie. Les Turcs, surpris, subirent une série d'échecs et durent se mettre à l'abri de leurs forteresses. De plus, les délégués serbes, envoyés à Vienne, réussirent à force d'instances à intéresser les plénipotentiaires russes à la cause de leur patrie.

Ayant obtenu satisfaction de ce côté, Miloch négocia. Il savait que les Serbes seuls ne pou-

vaient pas lutter victorieusement contre les deux armées ottomanes destinées à envahir la Serbie. Il entra en rapports avec leurs commandants, les opposant habilement l'un à l'autre, et conclut avec l'un d'eux, Marachlia-Pacha, un accord décisif. La suzeraineté du sultan était reconnue : les Turcs occuperaient les places fortes : les Serbes gardaient leurs armes et obtenaient des garanties pour la liberté religieuse. Le pacha ottoman résiderait à Belgrade : Miloch, prenant le titre d'oberknèze, séjournerait à Kragujevatz : les autres knèzes recouvreraient leur ancien pouvoir. La Serbie enfin paierait un tribut annuel dont le montant serait fixé par le pacha et le conseil des knèzes. Le 4 décembre 1815, par un firman, le sultan Mahmoud II acceptait cette convention et nommait Miloch knèze suprême. Deux ans après, 1817, une Skouptchina, comprenant les évêques et les knèzes, allait plus loin et proclamait Miloch prince héréditaire de Serbie.

Celui-ci eut une politique habile et constamment réaliste. Prenant pour base l'accord qu'il avait signé, il profita de toutes les difficultés que la Porte eut à résoudre pour lui arracher de nouvelles concessions dans l'intérêt de son pays. Sans doute il négocia fréquemment avec la Russie et fut en rapports avec l'hétairie grecque. Mais il se garda bien de se compromettre soit pour les Russes, soit pour les Grecs et, lorsque

le conflit de 1821 éclata, il déclara que la Serbie resterait neutre et ne prendrait pas les armes pour aider les ennemis de l'empire ottoman. Dès lors il ne cessa de faire valoir cette fidélité auprès de la Porte, de lui montrer combien elle lui était favorable, et de lui demander en échange un acte qui réglerait la situation de la Serbie d'une façon définitive. Le traité d'Akkerman en 1826 établit les bases de l'accord futur : mais celui-ci ne fut réalisé qu'après la conclusion de la paix d'Andrinople par le hatti-chérif du mois d'août 1830.

D'après ce décret, la Turquie rendait à la Serbie les districts que celle-ci possédait en 1812 : elle reconnaissait l'hérédité de la dignité princière dans la maison de Miloch : elle accordait aux Serbes le droit d'élire leurs chefs, de bâtir des églises et des écoles, de fonder des imprimeries, de faire du commerce et de célébrer librement leur culte. Les Turcs, qui tiendraient garnison dans les places fortes, seraient seuls admis en Serbie : les biens des autres musulmans seraient abandonnés aux Serbes qui en payeraient le revenu à la Porte. Enfin les diverses taxes, qui servaient au paiement du tribut, seraient converties en un seul impôt fixe. En somme, en 1830, la Serbie acquiert les limites qu'elle conservera jusqu'au Congrès de Berlin de 1878 et devient une principauté autonome et vassale de la Turquie. Et le pouvoir de Miloch Obrenovitch était

déjà assez fort pour qu'en 1833 il osât s'emparer par les armes des territoires que, malgré ses promesses de 1830, la Turquie se refusait à restituer.

Miloch se servit de son pouvoir dans l'intérêt de son pays, ce qui lui valut une réelle popularité, — et dans son intérêt particulier, ce qui causa sa chute.

Il commença par rendre à la Serbie la sécurité autant que possible et mit une grande vigueur à donner la chasse aux bandes armées qui parcouraient les diverses régions et les pillaient sans ménagement aucun. Il divisa son territoire en provinces et lui donna un embryon d'organisation : quoiqu'il fût illettré et qu'il ne sût même pas lire, il possédait dans sa bibliothèque quelques codes des états de l'Europe occidentale, le code Napoléon par exemple, et c'est en s'inspirant de leurs principes qu'il inaugura une législation, encore rudimentaire, et qu'il créa un Conseil d'état. Connaissant l'esprit religieux et fier de ses compatriotes, il tint la main à la constitution d'une église nationale. Pour utiliser avec régularité et sans à-coups les ressources de la Serbie, il établit un budget et, pour cela, jeta les bases d'une administration financière qui ferait disparaître l'anarchie et lui substituerait l'ordre indispensable. Quelques routes furent construites malgré les difficultés géographiques : des écoles, un gymnase furent bâtis afin de don-

ner aux Serbes l'instruction qui leur faisait défaut. Enfin des forces permanentes furent maintenues sous les armes : c'était seulement une sorte de milice nationale, mais ce fut le noyau de la future armée. Miloch doit donc être considéré comme le précurseur, celui qui, sur tous les points, fut le premier organisateur du peuple serbe.

Mais il fit toutes ses réformes à condition que son despotisme ne fût jamais mis en question et limité. Nullement partisan de la liberté, il prétendit gouverner seul, sans contrôle, être le maître unique dont la volonté était la loi pour tous. Ni ses parents, ni ses conseillers n'évitèrent les coups de bâton dont il était prodigue. Ses ennemis politiques, les knèzes et les évêques, qui ne pouvaient se résoudre à une soumission absolue, furent persécutés, emprisonnés, mis à mort : l'archevêque de Belgrade, Nikchitch, fut assassiné, et de même Kara-Georges. Miloch en outre exploita le pays pour son profit personnel : il se fit attribuer des traitements fort élevés et des domaines qu'il mit en valeur par le moyen de la corvée et qui lui fournirent des revenus énormes. Sa cupidité fut excessive, alimentée et favorisée par l'ingéniosité surprenante et attristante grâce à laquelle il utilisa les expédients les plus variés et les plus petits. Ainsi, il se réserva le monopole de plusieurs commerces : ainsi il faisait payer le tribut en monnaie autri-

chienne, envoyait à Constantinople de la monnaie turque et gardait pour lui le bénéfice du change!

Ces agissements rappelaient ceux de l'ancien maître, le sultan : ils eurent le même résultat qu'autrefois, celui de réunir contre le despote de nombreux mécontents. Pendant vingt ans en effet, Miloch gouverna à sa guise, ne réunissant pas l'Assemblée, tenant pour négligeables les sentiments des knèzes. Ceux-ci auraient voulu avoir en Serbie une situation politique et sociale analogue à celle des boïars moldo-valaques qui exerçaient la plus grande influence sur le peuple et étaient assez puissants pour mettre en échec le pouvoir des hospodars. Comme chez ces boïars, l'intérêt personnel dirigeait seul les knèzes serbes et l'un d'eux, Simitch, le reconnaissait franchement lorsque, parlant de Miloch, il disait : « Il nous barre le chemin à tous. »

Les knèzes résistèrent donc aux projets de Miloch et, en 1835, leur opposition fut si résolue qu'ils obtinrent une sorte de constitution d'après laquelle ils devaient avoir une part aux affaires. Ce succès ne fut pas durable : la Porte, la Russie et l'Autriche intervinrent et déclarèrent que cet acte était inapplicable parce qu'il était trop libéral. Les knèzes ne se découragèrent pas et s'efforcèrent, par leurs intrigues, de gagner à leurs idées la Turquie et la Russie. Le tzar Ni-

colas Ier en effet, mécontent de ce que Miloch ne montrait pas vis-à-vis de lui une soumission déférente et gardait une trop grande liberté d'allures, fit pression sur le gouvernement de Constantinople : le 24 décembre 1838, un hatti-chérif du suzerain créait un conseil de contrôle ou Sénat et garantissait la liberté individuelle, la propriété, l'indépendance des juges. Entrés dans le Sénat, les knèzes demandèrent aussitôt des comptes à Miloch. Celui-ci refusa d'y consentir et tenta d'opposer à l'aristocratie les paysans : n'ayant pas réussi à les soulever en sa faveur, il se résigna à abdiquer le 13 juin 1839, et partit non sans espoir de retour.

* * *

Pendant plusieurs années, l'instabilité politique allait régner dans la Serbie et compromettre son développement intérieur. Miloch s'était démis du pouvoir en faveur de son fils Milan : un mois après, celui-ci mourut et eut pour successeur son frère Michel, âgé de quatorze ans. Après avoir prêté le serment de respecter la nouvelle constitution, Michel Obrenovitch gouverna avec une régence composée de knèzes vainqueurs. Sans doute il s'en débarrassa bientôt et prit des ministres de son choix. Mais les difficultés furent rapidement insurmontables

pour lui. Il s'aliéna le peuple en décrétant l'établissement de lourds impôts : il s'aliéna la Turquie par ses tendances russophiles lors de la crise qui éclata en Orient en 1840. Soutenus par la Porte et par l'Autriche, les knèzes recoururent aux armes. Michel fut battu à deux reprises : comme son père, il se réfugia à l'étranger, en Autriche, en 1842.

Le gouvernement provisoire qui s'était formé convoqua aussitôt la Skouptchina. Au mois d'août 1842, cette assemblée désigna le descendant de Kara-Georges, Alexandre Karageorgevitch. D'abord officier dans l'armée russe, Alexandre avait été autorisé par Michel à revenir en Serbie et il était même devenu l'un de ses aides de camp. Malgré l'opposition de la Russie irritée de la déposition de Michel sur l'obéissance duquel elle avait pu compter, la Porte reconnut le nouveau prince et lui envoya le bérat d'investiture. Cet acte constituait un recul sensible pour la Serbie, puisque auparavant la Turquie avait accepté l'hérédité dans la famille des Obrenovitch : pour les patriotes serbes, Alexandre n'était guère qu'un fonctionnaire nommé par le gouvernement ottoman et révocable au gré du sultan.

Et en effet, ayant un caractère pacifique, le prince se tourna du côté de Constantinople, se coiffant du fez lors des réceptions officielles, écoutant avec une docilité suffisante les conseils

et les demandes de la Porte : mais cette attitude froissa vivement le sentiment national. De même, pour avoir un contre-poids à l'influence jugée encombrante de la Russie, Alexandre pencha vers l'Autriche. En 1848, il laissa de nombreux volontaires s'unir aux Serbes de la Hongrie pour combattre contre les Magyars et aider ainsi la contre-révolution autrichienne. En 1853-1855, malgré les réclamations virulentes du parti nationaliste, il refusa de faire la guerre à la Turquie et observa à son égard une stricte neutralité.

Sans doute cette politique eut des résultats fructueux puisque le Congrès de Paris de 1856 enleva à la Russie le droit de protéger seule la Serbie qu'il plaça sous la garantie des grandes puissances européennes. Sans doute aussi le prince s'était consacré avec une conscience méritoire à sa tâche intérieure : l'industrie et le commerce avaient été favorisés; l'instruction publique se développait normalement; une fabrique de canons était créée à Kragujevatz et dirigée par le Français Loubry. Néanmoins l'impopularité d'Alexandre était devenue extrême. On lui reprochait sévèrement d'avoir adopté une politique extérieure dont le caractère unique était l'effacement, et de gouverner seul, sans convoquer la Skouptchina.

En 1857 se forma un vaste complot dans lequel furent compromis des sénateurs : ceux-ci

furent condamnés à mort. Le prince crut regagner les sympathies de son peuple en faisant acte de clémence et il commua la peine en celle de l'exil. Il s'aperçut vite de son erreur d'appréciation et, en présence des réclamations de plus en plus vives et répétées, il se vit obligé de réunir l'Assemblée. Cette Skouptchina de Saint-André (30 novembre 1858) montra immédiatement son hostilité à l'égard du prince : elle rédigea un cahier de doléances et élut une commission de dix-sept membres, chargée d'examiner la situation politique et de « veiller au salut de la patrie ». Le 21 décembre, cette commission déposa Alexandre, rappela Miloch Obrenovitch de l'exil, le nomma prince « avec l'hérédité à lui accordée jadis par la Porte ottomane » et lui décerna même le titre de père de la patrie.

Reconnu par la France, la Russie et la Turquie, Miloch revint donc et, pendant deux ans, jusqu'à sa mort en 1860, il travailla à dégager son pays de la suzeraineté ottomane. Sous son impulsion énergique, la Skouptchina de 1859 décréta que la dignité princière était héréditaire dans la famille des Obrenovitch : en cas d'extinction, le prince avait le droit d'adoption : la majorité du chef de l'état était fixée à dix-huit ans. La Serbie faisait donc acte d'indépendance : elle s'organisait elle-même sans demander l'approbation de son suzerain. Il est donc naturel

que le sultan ait refusé de ratifier ces dispositions. Mais le vieux Miloch n'hésita pas à engager le conflit. Il réclama que la Porte observât rigoureusement les stipulations du hatti-chérif de 1830 relatives à l'établissement des Turcs en Serbie et, le gouvernement ottoman ayant encore une fois répondu par une fin de non-recevoir, il proclama solennellement qu'il maintenait ses demandes et que celles-ci ne seraient jamais abandonnées par les Serbes, ce qui était une grave menace pour l'avenir.

Miloch mourut le 26 septembre 1860. Aussitôt son fils Michel déclara qu'il prenait le pouvoir « spontanément, en sa qualité de prince héréditaire, en vertu des vœux de la nation serbe, conformément à la loi de 1859 ». Cette déclaration catégorique montrait que le nouveau prince considérait que la suzeraineté du sultan était vaine et illusoire et que la Serbie était désormais capable d'agir par elle-même.

* * *

Michel régna de 1860 à 1868. Pendant son long exil, il avait voyagé en Europe et s'était initié à la civilisation occidentale. Mûri par l'expérience et informé sur les dispositions, souvent contradictoires, des puissances, il se proposa de poursuivre la réalisation complète du

programme de son père, et d'étendre même ses projets, si l'occasion le permettait. Ce règne se passa donc entièrement en des préparatifs en vue d'une action décisive contre la Turquie, et, au besoin, de la reconstitution future de la Grande Serbie, c'est-à-dire la conquête par les armes de la Bosnie, de l'Herzégovine, de la Vieille Serbie et de la Macédoine.

Sous la direction du ministre de la guerre, le colonel français Mondain, l'armée fut progressivement augmentée, compta bientôt 150.000 combattants, munis d'une artillerie suffisante. Elle n'était pas prête encore lorsqu'éclata le soulèvement de la Bosnie : Michel, ne se jugeant pas assez fort, ne se hasarda pas à brusquer les événements et se contenta de recueillir dans son pays les malheureux Bosniaques qui s'enfuyaient pour échapper aux représailles des Turcs.

Mais les embarras de la Porte lui permirent de régler, pour le profit de son peuple, la question irritante des places fortes. Des rixes éclataient fréquemment dans celles-ci entre chrétiens et musulmans et provoquaient des incidents violents. En 1862, les Turcs, enfermés dans la citadelle de Belgrade, commirent la faute de tirer sur la ville et tuèrent de paisibles habitants. Soutenu par les protestations de l'Europe, Michel réclama le départ des soldats ottomans : malgré l'Autriche et l'Angleterre qui hésitèrent au dernier moment, la conférence de Constanti-

nople décida que les Turcs tiendraient garnison dans quatre forteresses seulement, parmi lesquelles était Belgrade, et que les musulmans civils quitteraient la Serbie. Un peu plus tard, en 1867, lorsque l'Autriche fut affaiblie par la défaite de Sadowa et la Turquie embarrassée par l'insurrection de la Crète, Michel entama de nouvelles négociations qui aboutirent au retrait de toutes les garnisons turques : il ne resta plus, comme symbole de la suzeraineté de la Porte, que le drapeau ottoman qui continua à flotter à côté du drapeau serbe.

En 1867, la Serbie était virtuellement indépendante. Ses armements continuaient et les vues de son prince étaient si connues que l'on disait en Europe que la Serbie pourrait bien être le Piémont des Balkans. La menace fut telle que les cabinets de Paris, de Londres et de Vienne se concertèrent et se demandèrent si, pour éviter une guerre, la prudence ne commandait pas de donner à Michel à titre viager le gouvernement de la Bosnie moyennant le paiement d'un tribut à la Turquie. Tous ces projets prirent brusquement fin : le 10 juin 1868, le prince fut assailli dans un parc de Belgrade et assassiné par trois forçats, auxquels, raconta-t-on alors, les Karageorgevitch auraient fourni des armes pour faire disparaître le chef de la maison rivale. La Skouptchina réunie aussitôt proclama prince le petit-neveu de Michel, Milan

Obrenovitch, qui faisait alors ses études à Paris au lycée Louis le Grand.

КЊИЖНИЦА
Др. ГРГУРА ЈАКШИЋА

*
* *

Malgré les agitations presque ininterrompues qui caractérisent cette longue période de soixante ans environ, la Serbie avait pu faire quelques progrès à l'intérieur. Il est difficile d'ailleurs de les classer avec précision et méthode parce que les princes serbes ont eu, avant toute autre préoccupation, celle de résoudre les questions purement politiques et surtout celle d'exercer un pouvoir sans limitation quelconque. C'est donc, pour ainsi dire, à bâtons rompus, sans idées générales bien précises, sans plan préconçu ou nettement formé, que de nombreuses lois ont été promulguées. Elles sont souvent la preuve de l'inexpérience qu'avaient encore les Serbes : elles montrent que, parfois aussi, la collaboration étrangère leur a été indispensable : mais, malgré ces défauts et les lacunes, elles permettent d'affirmer que des modifications ont été tentées et réellement apportées à l'état encore rudimentaire des Serbes.

L'œuvre judiciaire de Miloch fut ainsi continuée jusqu'en 1865 : au code civil s'ajoutèrent le code pénal, le code commercial et l'organisation de la hiérarchie des juges et des tribunaux.

Au point de vue économique, c'est évidemment à l'agriculture que furent donnés tous les soins : création d'écoles spéciales, distribution de grains, arrêt dans le déboisement excessif des forêts, amélioration des races d'animaux domestiques, etc., tout cela contribua partiellement au développement du pays. Enfin, au point de vue intellectuel, les progrès furent beaucoup plus sensibles et furent dûs à l'organisation de l'enseignement. Des caisses scolaires furent fondées en 1856 pour soutenir l'enseignement primaire : en 1863, l'enseignement secondaire fut vraiment établi: de 1858 à 1865, furent votées plusieurs lois pour créer l'enseignement pratique qui devait prendre un si rapide essor : en 1862, la générosité d'un patriote serbe permit enfin l'installation à Belgrade d'une école supérieure qui prospéra immédiatement.

Grâce à ces efforts, les Serbes comprennent peu à peu la nécessité de l'instruction, apprennent surtout l'histoire de leur nation, commencent à regarder hors des frontières de leur pays et à concevoir l'idée qu'ils ne sont qu'une petite partie d'un grand peuple dont les destinées ont été autrefois si brillantes. Ils lisent avec avidité les ouvrages des écrivains qui entretiennent et développent les espérances du sentiment national et qui jusqu'alors n'avaient eu aucune influence.

Dès 1794, Jean Raïtch avait publié une His-

toire des divers peuples slaves, en particulier des Bulgares, des Croates et des Serbes. Après lui, Dositée Obradovitch, qui fut le précepteur des enfants de Kara-Georges, composa des ouvrages de toutes sortes dans la langue serbe, que le peuple put comprendre au lieu du slavon officiel, fit connaître les contes d'autrefois et les chants épiques, et éleva les esprits vers l'idée de l'indépendance. Dans cette voie Vouk Karadjitch alla plus tard encore plus loin : il affranchit entièrement la langue serbe et publia toute une série de récits nationaux, de chants nationaux, de proverbes nationaux, qui lui valurent une grande renommée et dont la plupart furent traduits dans toutes les langues de l'Europe. Enfin, en 1847, la Société des sciences de Belgrade, transformée ensuite en Académie royale, publiait le premier volume de sa revue.

Lorsqu'on parvient au moment où l'état va s'appuyer sur une première constitution véritable, on ne peut plus dire, en somme, que les Serbes sont un peuple arriéré : mais on ne peut pas dire davantage qu'ils sont déjà un peuple civilisé. Leurs progrès n'ont pu se faire normalement et régulièrement : ils ont été et seront encore entravés par les secousses qui, à périodes fixes, peut-on dire, sont venues et viendront troubler les rares moments de paix, et c'est là l'un des faits généraux de leur histoire si sombre et si accidentée. En 1868-1869, la Serbie est

entrée dans la voie de la civilisation : elle a besoin de calme et de tranquillité pour poursuivre son évolution. Malheureusement pour elle, les derniers représentants de la dynastie des Obrenovitch ne comprendront pas le rôle qui leur incombait et avec eux la Serbie tombera bien bas.

III — La Serbie de 1869 à 1903

Pendant plus de trente ans, la Serbie eut à subir une crise terrible, dûe à l'incapacité notoire de ses souverains et à l'absence, chez eux, de qualités morales. Elle en sortit affaiblie et divisée à l'intérieur, ayant perdu tout son prestige et décriée à l'extérieur.

Le nouveau prince, Milan Obrenovitch, devait conserver le pouvoir de 1868 à 1889. A son avènement, il n'avait que quatorze ans : on constitua donc une régence composée de trois personnages, dont le plus influent fut Ristitch. Les débuts de ce gouvernement, qui devait être si triste et si funeste à la Serbie, semblèrent cependant devoir inaugurer un régime libéral qui serait favorable au pays. Jusqu'alors, en effet,

celui-ci n'avait pas eu réellement une constitution et avait été soumis au bon plaisir des princes. Profitant de la minorité de Milan, la Skouptchina demanda au contraire que le pouvoir législatif fût organisé de façon à ce que la nation eût une part à la direction de ses affaires et que le prince ne fît pas seul la loi. Les régents accédèrent au vœu de l'Assemblée.

La constitution, qu'ils rédigèrent, fut votée aux mois de juin et juillet 1869. Comme beaucoup d'autres, elle a pour base la séparation des pouvoirs, mais elle contient quelques clauses particulières. Le pouvoir exécutif est dévolu à un prince irresponsable, assisté de huit ministres responsables devant l'Assemblée législative. Le Sénat perd ses anciennes attributions politiques : il est transformé, à l'imitation de la France, en un Conseil d'état, comprenant onze à quinze membres, et chargé de préparer les projets de loi, de contrôler l'administration financière et de juger les affaires de contentieux administratif. Le pouvoir législatif est partagé entre le prince et une assemblée unique, la Skouptchina. Les députés, qui composent celle-ci, sont élus pour une période de trois ans à raison d'un représentant par 3.000 contribuables du sexe masculin. Est électeur tout citoyen âgé de 21 ans et payant quinze francs d'impôts directs : est éligible tout Serbe ayant trente ans d'âge et acquittant trente francs de contributions directes : n'ont pas le

droit de vote et ne peuvent être élus les avocats, les professeurs, les fonctionnaires.

En somme, par suite des faibles conditions financières mises à l'électorat et à l'éligibilité, la constitution faisait une grande part à la démocratie, et cela d'autant plus que, dans ce pays peuplé en très grande majorité de paysans, il ne pouvait être question de créer une seconde chambre. Le prince et la démocratie étaient donc face à face, sans contrepoids aucun, comme ils le seront en Bulgarie. Mais les régents eurent conscience des périls que pourrait faire naître cette situation et de la gravité des conflits qui pourraient surgir : ils trouvèrent une atténuation et sauvegardèrent le principe, tout au moins, de l'aristocratie, en faisant décider qu'en sus des députés élus à la Skouptchina le prince nommerait lui-même un tiers des membres. Enfin cette constitution fut appelée une œuvre « éminemment nationale » et, en effet, quand elle eut été adoptée, on ne la soumit pas à l'approbation du suzerain nominal, le sultan.

Grâce à elle, la vie politique naquit en Serbie : on peut ajouter que, comme dans d'autres pays balkaniques, elle y prit un essor trop rapide et, par cela même, dangereux. Les partis se formèrent dès le vote de la loi constitutionnelle : il y en eut trois principaux au début.

Le parti libéral fut le défenseur de la constitution nouvelle : il voulait son application inté-

grale, la mise en pratique du gouvernement parlementaire et se refusait à toute modification ultérieure. Son chef fut un homme d'une grande ambition sans doute, mais d'un esprit fort délié, Ristitch, l'ancien régent. L'existence de ce parti ne fut pas très longue : les défaites subies par la Serbie en 1885 sous le gouvernement de Milan amenèrent son effondrement.

Des idées opposées dirigèrent le second groupement, les progressistes. Ceux-ci considérèrent avant tout que le paysan serbe n'était pas encore suffisamment capable de concevoir la notion générale de l'état, qu'il bornait son horizon à celui des collines entourant son village, et qu'il comprenait seulement les intérêts de sa commune. Les progressistes réclament donc une administration très forte qui pratiquera la centralisation pour éviter la dissociation et qui dépendra d'un gouvernement central autoritaire. Au point de vue extérieur, ce parti penchait plutôt du côté de l'Autriche. Il eut à sa tête successivement Garachanine et Novakovitch.

Le troisième groupe prit le nom de parti radical. Cette étiquette politique ne doit pas faire illusion : on ne peut comparer les idées des radicaux serbes à celles des radicaux des états de l'Europe occidentale par exemple. Ils demandent en effet que la tradition ne soit pas brisée, que les communes gardent une large autonomie comme autrefois. L'action du pouvoir central

doit donc être contrôlée et restreinte au besoin par les représentants de la nation : s'il en était autrement, les fonctionnaires pourraient se servir de leur influence au détriment des droits et des privilèges du peuple. Par suite, l'évolution du pays doit s'effectuer non pas brusquement et avec précipitation, mais d'une façon normale et progressive pour que des charges financières trop lourdes n'écrasent pas les paysans. En d'autres termes, le parti radical est en réalité un parti conservateur et populaire à la fois. Au point de vue extérieur, tout en essayant d'entretenir des relations correctes avec l'Autriche, il est tourné plutôt du côté de la Russie.

Ce parti, dernier né à la vie politique, se scindera plus tard en deux groupes, les vieux radicaux et les jeunes radicaux, entre lesquels n'existe pas une opposition de principes, qui sont séparés les uns des autres par de simples nuances ou, mieux, par de très vives rivalités de personnes. Les chefs des radicaux, encore unis, ont été Simitch et le général Grouitch : puis, la scission opérée, Stoyanovith a été celui des jeunes radicaux et Pachitch celui des vieux radicaux.

Le parti libéral se forma le premier : on peut même faire remonter son origine à l'année 1858. Les autres s'organisèrent vers 1880-1881. Mais, tandis que chez les progressistes il y eut toujours quelque flottement et un manque de cohésion,

le parti radical, imitant les socialistes allemands, se soumit à une discipline très forte qui devait, dans l'avenir, lui assurer l'avantage.

*
* *

Milan Obrenovitch, qui eut à tenir compte de ces groupements politiques, était né en 1854 : majeur en 1872, il prétendit diriger les affaires de la Serbie à son gré et se servit des partis, non dans l'intérêt de sa patrie, mais pour conserver intact son pouvoir personnel. Il a été, à juste titre, apprécié avec une sévérité extrême par les historiens et l'un des plus récents, M. E. Denis, traçant de lui un portrait pittoresque, a caractérisé avec une vive et saine énergie ce qu'a été ce gouvernement lamentable pour la Serbie. Quelque dure qu'elle puisse paraître, cette appréciation, corroborée par les faits, est à citer : « Il est fort inutile et il serait écœurant, plus encore que fastidieux, d'essayer de raconter par le menu les coups d'état, les palinodies, les parjures, les pantalonnades grotesques ou odieuses du misérable viveur, qui, après avoir ruiné et vendu son pays, traîna dans les tripots et les maisons mal famées le nom glorieux du bourg de Takovo, berceau de l'indépendance serbe[1] .»

1. E. Denis, *La Grande Serbie*, Paris, 1914, in-12°.

Élevé à Paris, transporté subitement au milieu d'un peuple de paysans, frustes et peu civilisés, mais dévoués et ayant foi dans leurs princes, Milan ne comprit pas quels étaient les devoirs qu'il avait à remplir. Il sacrifia son peuple à lui-même. Peut-être se rendit-il compte de ce qu'étaient vraiment les Serbes : mais il ne vit chez eux que l'extérieur et, pour cela, ne conçut pour eux que du mépris. Il s'ennuya dans la ville de Belgrade qui lui parut si triste en comparaison de la capitale française : il se considéra comme un exilé dans cette Serbie pauvre. Et il fit payer cher à son peuple ses impressions fâcheuses : pour mener joyeuse vie et satisfaire les instincts les plus pervers, il l'accabla d'impôts et le ruina matériellement et moralement. Mais aussi l'Europe et les Serbes se détournèrent vite de lui. Milan eut beau prendre le titre de roi en 1882 : ce fut un simple titre qui ne lui donna pas un regain de popularité. Car l'abaissement de la Serbie continua : les défaites militaires s'ajoutèrent aux désastres intérieurs et, lorsqu'en 1889 le souverain dut abdiquer, le pays était si bas qu'un relèvement apparaissait impossible. C'est un des règnes les plus funestes que l'histoire ait jamais eu à enregistrer.

Milan donna comme fondement à sa politique étrangère l'alliance avec l'Autriche. Vaincue par les Turcs après l'insurrection de l'Herzégovine en 1876, la Serbie ne fut sauvée que grâce à l'in-

tervention des grandes puissances. Ayant repris les armes l'année suivante, elle ne fut pas plus heureuse : mais, au Congrès de Berlin, l'Autriche, voulant récompenser celui qui avait partie liée avec elle, lui fit accorder dans l'est un agrandissement de territoire, dans lequel étaient englobées les villes de Nisch et de Pirot. Battue encore en 1885 par les Bulgares et menacée d'invasion, la Serbie fut de nouveau sortie de ce mauvais pas par l'Autriche, dont l'ultimatum arrêta Alexandre de Battenberg. Sous le règne de Milan, les Serbes n'eurent donc aucune gloire militaire : ils devinrent simplement les obligés du puissant voisin, qui fit peser sur eux une tutelle ombrageuse et intéressée.

A l'intérieur, les agitations et les variations de la politique, dûes, non à des divergences de principes, mais à des motifs le plus souvent futiles, entravèrent le développement du pays. Le récit de ces intrigues incessantes n'offre aucun intérêt : il suffit de marquer les étapes principales.

D'abord seul organisé, le parti libéral domina jusqu'en 1880. Les restrictions, apportées au droit de vote des citoyens et au choix des députés par la constitution de 1869, lui permirent d'obtenir dans l'assemblée législative une majorité soumise et fidèle : la Skouptchina se borna à approuver les ministres libéraux et passa à l'état de chambre d'enregistrement. Milan, lui

aussi, soutint Ristitch parce que celui-ci était foncièrement hostile à toute innovation politique et qu'il procédait aux autres réformes avec une modération excessive et calculée. Mais, en 1878, le pays eut à supporter de fort lourdes charges résultant de la guerre et il vit avec indignation que ses sacrifices avaient abouti à une augmentation de puissance de l'Autriche-Hongrie qui occupa la Bosnie et l'Herzégovine, territoires revendiqués par les Serbes. Le ministère devint impopulaire. Il négociait alors avec l'état voisin un traité relatif au commerce et aux chemins de fer : soit dans l'intérêt de la Serbie, soit pour reconquérir ses concitoyens, Ristitch résistait aux demandes de l'Autriche-Hongrie et le conflit s'aggrava au point que le gouvernement de François-Joseph menaça la Serbie d'une guerre économique. Effrayé devant cette perspective et devant l'agitation de son peuple, Milan renvoya les libéraux en 1880 et fit appel aux progressistes.

Ceux-ci gardèrent le pouvoir pendant sept ans. S'ils se maintinrent pendant un si long temps, c'est que leur programme coïncidait singulièrement avec les idées de Milan : établir un pouvoir central très fort d'une part, faire de vastes entreprises et par suite de grandes dépenses de l'autre, n'était-ce pas tout profit pour le prince dont l'autorité serait incontrôlée et qui pourrait aussi trouver son compte dans les négociations

financières? Mais pour cela il fallait annihiler le parti radical qui réclamait avec la dernière énergie une politique d'économies, seule capable de relever le pays. Milan considéra les radicaux comme ses ennemis personnels puisqu'ils voulaient s'opposer à ses louches menées. Une émeute ayant été fomentée par eux à Zaïetchar en 1883, la répression fut d'une rigueur extrême : huit cents personnes furent arrêtées et durement condamnées, l'état de siège proclamé et les habitants obligés de livrer leurs armes.

On put alors appliquer le programme économique, construire la voie ferrée qui devait relier Vienne et Constantinople par Belgrade, par exemple. Mais les richesses de la Serbie étaient trop faibles pour que le pays pût fournir l'argent nécessaire. On dut s'adresser à des banques étrangères et, grâce à la connivence de Milan qui se faisait verser par elles des commissions énormes, conclure avec elles des emprunts à des taux usuraires. Peu importait au roi : la Serbie se ruinait, mais Milan pouvait satisfaire tous ses caprices. Et ainsi le budget doubla en peu d'années : la dette passa de 7 millions à 300 et même à 400, de telle sorte que les intérêts absorbèrent, à eux seuls, le quart des recettes. Pour se procurer des ressources, on recourut au monopole des tabacs; à l'ancienne capitation on substitua tout un système d'impôts sur le revenu, sur les terres, sur les maisons : une administra-

tion centralisée, comme dans les états européens, remplaça les communes et fut seule chargée de lever toutes les taxes et d'en exiger le paiement sous des peines sévères. Les Serbes accablés étaient mécontents de cette politique imprudente, mais ils ne songeaient pas à se soulever contre leur original souverain. Le violent différend entre celui-ci et la reine Nathalie qui était très populaire, puis les échecs subis pendant la guerre de 1885, comblèrent la mesure. Lorsque Milan manifesta l'intention de faire prononcer son divorce, l'agitation devint générale et menaçante. Le roi céda, en partie du moins : il renvoya les progressistes, mais il divorça.

Il fut alors chargé d'une telle exécration qu'il ne sut plus, pendant deux ans, à quel parti s'adresser pour assurer le gouvernement : ce sont tantôt des radicaux qu'il choisit, tantôt des hommes à lui, mais sans programme aucun. A la fin de 1888, il ne put pas ne pas voir que son impopularité était extrême. Il se résigna donc à convoquer une assemblée constituante et à nommer une commission composée de membres des trois partis politiques et chargée d'élaborer une nouvelle loi constitutionnelle. Les élections furent, peut-on dire, un véritable soufflet donné par le pays à son roi : la Skouptchina comprit en effet un progressiste, 79 libéraux et 500 radicaux. Le 2 janvier 1889

fut votée la constitution qui, malgré plusieurs coups d'état, a été définitivement appliquée. Elle installe un vrai régime parlementaire en supprimant tout ce que l'acte de 1869 contenait de restrictif au point de vue libéral. Elle établit deux pouvoirs : le pouvoir exécutif dévolu au roi qui l'exerce par l'intermédiaire de ministres responsables, — le pouvoir législatif donné à une chambre unique élue directement par tous les contribuables sans exception. Elle proclame enfin toutes les libertés comme les autres constitutions similaires.

Le roi Milan vit que la situation devenait intenable. Décrié et taré, en butte à l'hostilité persistante de la Russie, conscient que son autorité allait être désormais limitée et contrôlée, il ne pouvait plus rester sur le trône. Bien malgré lui, il forma une régence qui devait gouverner pendant la minorité de son fils Alexandre Ier, et abdiqua le 6 mars 1889. Cette résolution fut accueillie par les habitants avec une satisfaction unanime et une joie non dissimulée : mais, pour son malheur, la Serbie n'en avait pas fini avec Milan.

* * *

Le nouveau souverain, Alexandre Ier, avait douze ans. D'intelligence médiocre, fort peu

instruit malgré les efforts de sa mère et le surmenage auquel il avait été soumis, il était devenu sombre et morose à la suite des nombreux drames de famille dont il avait été le spectateur troublé. N'ayant aucune égalité d'humeur ni aucune fermeté de caractère, il était accessible à toutes les influences. Désorienté, sans appui sincère autour de lui, il subit successivement les actions souvent contradictoires de son entourage, et fut ainsi entraîné à des accès de violence et des coups d'état. Son règne est celui de l'incohérence et des surprises les plus inattendues.

Alexandre Ier fut d'abord sous la tutelle des régents, en particulier de Ristitch. Pour pouvoir gouverner sans encombre, celui-ci négocia l'achat du départ de l'ex-roi : moyennant le versement de trois millions, Milan promit en effet de ne pas revenir en Serbie avant la fin de la régence et renonça allègrement à ses titres de citoyen serbe et de père du roi pour aller dépenser gaiement à l'étranger la somme si aisément gagnée. Débarrassé de lui, Ristitch gouverna exclusivement dans l'intérêt du parti libéral dont il était le chef. Dans ce but, en 1892, il fit un coup d'état, renvoya le ministère radical Pachitch qui avait la majorité à l'assemblée, prononça la dissolution de cette Skouptchina radicale et, pour avoir des élections favorables, établit sur tout le pays un régime de terreur inouïe. Mais, quoique des officiers, partisans de l'ex-roi, eussent commandé

des fusillades contre les adversaires de l'ancien gouvernement et quoiqu'une pression officielle violente eût été exercée sur les électeurs, les radicaux obtinrent la majorité.

Ayant dépensé tout son argent, Milan profita de ces discordes entre les partis politiques pour reparaître sur la scène. Conseillé secrètement par son père qui résidait alors à Vienne, le roi Alexandre Ier fit à son tour un coup d'état, pour donner, semblait-il, satisfaction aux désirs de son peuple, en réalité pour s'emparer du pouvoir. En 1893, il ordonna l'arrestation des régents et des ministres en même temps : puis, violant la constitution, il se déclara majeur quoiqu'il n'eût pas dix-huit ans et prit un ministère de coalition radical-progressiste. Le peuple crut que les divisions intérieures étaient terminées et applaudit à l'acte du jeune roi malgré sa brutalité et son illégalité. Il fut rapidement détrompé.

Au commencement de l'année 1894, Alexandre Ier eut la malheureuse idée de rappeler son père : il lui rendit ses droits de citoyen et se livra complètement à lui. De là un nouveau coup d'état, inspiré par Milan, au mois de mai. La constitution de 1889 était supprimée et on revenait à celle de 1869 : plus de liberté individuelle, plus de liberté de la presse, reprise de l'influence du parti autrichien. Ceci fait, Milan, ayant encore reçu de l'argent, repartit pour

l'étranger. Pendant deux ans, une tranquillité relative régna en Serbie : les progressistes gouvernèrent avec l'appui des officiers et des fonctionnaires et surent s'assurer la majorité aux élections. Ils prirent quelques mesures relatives à l'armée, se rapprochèrent de la Russie, réunirent un trésor de douze millions en prévision d'une guerre balkanique et entamèrent des négociations avec les radicaux pour tâcher d'arriver à une entente.

Tout cela ne faisait pas l'affaire de Milan, attiré d'ailleurs par l'appât des douze millions. Au mois d'octobre 1897, il revint en Serbie et manifesta l'intention d'y rester. Il y séjourna en effet pendant près de trois ans et il y fut de nouveau le maître. Nommé généralissime, il accorda toutes les faveurs aux officiers. Il fit adopter par la Skouptchina des lois contre la presse et les associations et enlever le droit de vote aux journalistes, professeurs, médecins et avocats. Il inventa des complots pour y impliquer les chefs des radicaux qui furent condamnés, emprisonnés ou exilés. Le parti radical fut disloqué et la réaction régna en maîtresse. Mais les millions furent vite dépensés et Milan ne chercha plus qu'un prétexte pour quitter le pays qu'il avait exploité et d'où il ne pouvait plus rien tirer. Alexandre Ier ayant résolu de se marier avec une dame d'honneur de la reine Nathalie, Draga, veuve Maschin, l'ex-roi donna bruyamment sa démission et se rendit à Vienne où il mourut enfin,

en 1901, pour le plus grand soulagement de tous.

Après le départ de son père, Alexandre Ier parut se reprendre : il accorda en 1901 une constitution assez libérale, mais dans laquelle il attribuait à la reine Draga le droit de succession au trône. Il fit sortir de prison les chefs des radicaux, mais ne leur donna pas le pouvoir quoiqu'ils eussent la majorité. Ces demi-mesures provoquèrent déjà le mécontentement des patriotes serbes. Toutefois Alexandre Ier continua à agir avec une imprudence dangereuse. Subissant l'influence de sa femme, il favorisa le plus possible ses parents, ce qui amena l'irritation des officiers qui se déclarèrent lésés. Enfin le faible prestige que conservait la royauté tomba complètement lorsqu'on apprit que le tzar Nicolas II refusait de recevoir à Saint-Pétersbourg le couple royal. La situation redevenait donc incertaine : la Serbie était humiliée, les Obrenovitch paraissaient incapables de la diriger avec honneur. Un vaste complot fut formé par les radicaux et les officiers et engloba bientôt tout le pays : les intrigues furent menées si secrètement que ni la cour ni le ministère ne s'en doutèrent. Dans la nuit du 10 au 11 juin 1903, quarante officiers pénétrèrent dans le Konak à Belgrade et massacrèrent le roi et sa femme : puis, pendant qu'on y était, on tua les frères de la reine, plusieurs ministres et beaucoup d'autres personnes.

Un gouvernement provisoire fut constitué, proclama le retour à la constitution libérale de 1889 qui devint la loi définitive et fit élire roi par la Skouptchina Pierre Karageorgevitch, fils de l'ancien prince Alexandre, descendant du héros national Kara-Georges.

IV — La Serbie depuis 1903

Né en 1844, Pierre Ier avait quitté sa patrie lorsque son père avait été renversé. Elevé à Genève, il avait complété son éducation en France, au collège Sainte-Barbe à Paris, puis à l'école militaire de Saint-Cyr. Pendant la guerre de 1870, il prit du service dans les armées françaises : pendant l'insurrection de l'Herzégovine en 1875, il leva et entretint à ses frais un corps de volontaires serbes. Après l'échec de la révolte, il se retira au Montenegro auprès du prince Nicolas dont il était le gendre, puis à Genève où, tout en vivant comme un particulier, il se tint au courant des événements qui se passaient en Serbie. C'est là qu'il apprit sa nomination.

Brave et d'allures simples, il accepta la cou-

ronne sans se dissimuler les terribles obstacles qu'il aurait à surmonter. Imprégné complètement de la civilisation occidentale, il prit pour base de son gouvernement la constitution libérale de 1889 : il se borna à jouer avec application et sincérité le rôle de roi constitutionnel, ne heurtant jamais la volonté populaire lors des élections et appelant au pouvoir les radicaux qui continuaient à avoir la majorité dans le pays. Son attitude si opposée à celle de ses prédécesseurs, son affabilité, son désir de bien faire lui conquirent à la longue les sympathies et l'attachement de ses sujets et, lors des événements malheureux de 1915, son courage tenace pendant l'héroïque retraite donnera au vieux roi une auréole de gloire.

Lorsqu'il monta sur le trône la situation de la Serbie était très grave à tous égards.

Au dedans, la ruine partout. La dette atteignait le chiffre, formidable pour ce pays, de 450 millions : le service des intérêts absorbait la majeure partie des revenus. Le développement économique était enrayé : les Serbes trop pauvres ne pouvaient rien entreprendre : les étrangers accaparaient les premières industries. L'armée était affaiblie, décomposée par le favoritisme et les dissensions. Les partis politiques n'avaient aucun programme : dirigés par les ambitions personnelles et non par de hautes idées, ils prenaient l'intérêt non du pays tout entier,

mais de leurs chefs : c'étaient des clans qui ne s'élevaient pas au-dessus des intrigues mesquines et particulières.

Au dehors, l'éloignement et le dégoût pour ce pays : l'horrible attentat du 11 juin avait mis la Serbie au ban des nations civilisées. Les officiers italiens renvoyaient au roi Pierre leurs décorations serbes : l'Angleterre ne voulait plus avoir aucun rapport avec ce peuple sauvage et sanguinaire et rappelait son représentant à Belgrade : l'Autriche-Hongrie réprouvait violemment le crime commis et se tenait prête à en recueillir les fruits : il n'était pas jusqu'à Abd-ul-Hamid II, le sultan rouge, qui ne flétrît les meurtriers avec une indignation stupéfiante.

La tâche de Pierre Ier était ardue : rétablir l'ordre et la concorde à l'intérieur, renouer des relations avec l'Europe hostile, cela semblait impossible.

Tout d'abord, le souverain fut en quelque sorte le prisonnier des régicides qui, après l'attentat, entendaient rester les maîtres du gouvernement et occuper les fonctions les plus élevées et les plus avantageuses. De concert avec les radicaux, Pierre Ier négocia, sans se lasser, avec les chefs du mouvement pour les convaincre de mettre un terme à l'anarchie : en 1906 seulement, le ministère Pachitch réussit à obtenir la démission des principaux meneurs et, peu après, la retraite de la plupart des régicides. Les rela-

tions avec les puissances étrangères purent dès lors être reprises, sans cordialité d'ailleurs pour le moment : l'Angleterre, par exemple, envoya un ministre plénipotentiaire en Serbie, mais persista à considérer le peuple tout entier comme un ramassis de brigands et à lui faire supporter la responsabilité du meurtre commis par quelques-uns, — et cette erreur a duré fort longtemps.

Cette question si délicate étant ainsi résolue, Pierre Ier crut pouvoir se consacrer sans encombre au développement intérieur de son royaume. Mais il se produisit alors ce qui avait eu lieu déjà. La Serbie eut à compter avec l'opposition de l'Autriche-Hongrie qui ne renonçait pas à vouloir être la puissance protectrice, ainsi qu'à l'époque du roi Milan, et qui ne pouvait souffrir qu'un régime régulier s'installât en Serbie et qu'une ère de paix, favorable au progrès, s'ouvrît pour ce pays. Les négociations entreprises pour régler les relations commerciales entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie permirent à celle-ci de montrer son mauvais vouloir et de pratiquer une politique hargneuse et tracassière, parfois menaçante.

En 1906, le ministère Pachitch ayant signé une convention par laquelle la Bulgarie et la Serbie s'engageaient à supprimer entre elles toutes frontières douanières, le puissant voisin protesta et dénia aux Serbes le droit de prendre

une initiative quelconque. L'Autriche-Hongrie usa donc de représailles et interdit l'importation chez elle des marchandises serbes : ce fut ce que l'on appela la guerre des porcs. L'Autriche-Hongrie exigea en outre qu'avant de reprendre les négociations commerciales la Serbie s'engageât à commander aux usines autrichiennes son matériel de guerre. Atteint dans ses ressources les plus importantes et aussi dans sa fierté, le petit pays résista. Pachitch réussit à obtenir, auprès des compagnies de chemins de fer, des réductions de tarifs qui permirent de détourner les marchandises serbes vers d'autres régions et de les exporter en Égypte, en Italie et en France : puis, ayant de cette façon recouvré sa liberté d'action, il contracta un emprunt en France et commanda ses canons au Creusot. Ces exemples suffisent pour prouver combien la situation de la Serbie était différente de celle des autres états balkaniques : chacun de ses progrès éveillait fatalement l'hostilité ombrageuse de l'Autriche-Hongrie.

Cette résistance contre la monarchie des Habsbourgs montre néanmoins le chemin parcouru depuis quelques années seulement par la Serbie sous une impulsion logique et décidée. Ce progrès indéniable, quoiqu'encore peu accentué, tient essentiellement à ce que Pierre I^er^ se plaça résolûment au-dessus des partis et gouverna en vrai chef de l'état, pour son pays,

avec celui que l'opinion des électeurs lui désigna. Sans doute, il y eut bien des luttes, ardentes comme autrefois, à propos des affaires politiques : sans doute vieux radicaux et jeunes radicaux se disputèrent avec acharnement le pouvoir et se séparèrent violemment sur la question de savoir quelle attitude, énergique ou conciliante, la Serbie devait adopter vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie. Mais, en fait, les premiers, avec Pachitch, eurent presque constamment la direction des affaires, et s'appliquèrent, autant que possible et quoique les circonstances fussent parfois assez défavorables, à réparer les maux considérables causés par la dynastie des Obrenovitch.

Grâce au ministre Patchou, mort pendant la guerre actuelle, les finances, gérées prudemment, se relevèrent peu à peu et la situation, à cet égard, s'améliora au point que l'Europe, confiante dans le crédit de la Serbie, lui consentit des emprunts moins onéreux que ceux qu'elle avait auparavant contractés. Une partie des dépenses fut consacrée à donner au royaume des forces suffisantes, à élever l'effectif de l'armée où fut établi le service militaire obligatoire pour tout Serbe âgé de 21 à 50 ans. Une autre servit à la construction des chemins de fer d'importance économique et stratégique, à l'exploration méthodique du sous-sol, à l'exploitation de quelques-unes de ses mines. Une autre enfin

permit d'augmenter le nombre des établissements d'instruction. De plus, grâce à la paix et grâce à la hausse qui se produisit sur le prix des produits de l'élevage et des denrées agricoles, les paysans serbes virent leur aisance s'accroître et purent augmenter l'étendue des terres cultivables. Et ainsi le règne de Pierre Ier contraste absolument avec celui de ses prédécesseurs immédiats : ce gouvernement, honnête, libéral, travaillant avec constance au bien-être du pays, a été, jusqu'à la guerre de 1914, un gouvernement réparateur.

Avec lui, la Serbie a commencé à sortir de la ruine. Mais peut-on aller jusqu'à prétendre qu'en 1914 elle eût réalisé des progrès énormes? Il serait téméraire de l'affirmer. Ce retard que l'on est obligé de constater dans son développement était fatal : il tient beaucoup moins à l'insuffisance de son personnel dirigeant qu'à la situation géographique spéciale du pays lui-même. On doit évidemment faire exception pour le gouvernement des deux derniers Obrenovitch, qui a été pour lui un désastre. Mais bien autrement grave a été l'opposition irréductible de l'Autriche-Hongrie, habituée à considérer la Serbie comme étant dans son rayon d'action : la monarchie des Habsbourgs, voyant que cet état lui barrait la route de Salonique, a eu pour but précis de mettre la main sur lui et s'est efforcé de toutes façons de l'empêcher de devenir fort. Elle a,

ainsi, atteint la Serbie dans ses aspirations nationales en prononçant l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine en 1908, en interdisant aux Serbes d'avoir un débouché sur la mer Adriatique après la guerre balkanique de 1912-1913. Elle a essayé de l'atteindre aussi au point de vue économique en profitant de ce qu'elle était le plus grand acheteur de la Serbie et elle a voulu maintenir sous sa dépendance cet état continental dont le principal débouché commercial était l'Autriche-Hongrie.

Voilà pourquoi le développement de la Serbie n'a pas pu se faire normalement et progressivement, mais par à-coups, et a été maintes fois brusquement interrompu : ce pays a dû rester toujours sur le qui-vive et a été toujours à la merci d'une agression brutale. La condition vitale pour lui dans l'avenir est d'être assez fort pour n'avoir plus à redouter l'intervention intéressée et gênante d'un voisin trop puissant.

CHAPITRE IV

LE MONTENEGRO

I — Le Montenegro avant 1851

Le pays qui porte aujourd'hui le nom de Montenegro, formait, sous la domination romaine, une partie de la province d'Illyrie : jamais la région ne fut aussi prospère et les habitants aussi civilisés qu'à cette époque lointaine. Conquise et ravagée successivement par les Ostrogoths et les Avars, cette contrée reçut, vers le milieu du VII^e^ siècle, de nouveaux et derniers envahisseurs, les Serbes, qui, dans leurs incursions, parvinrent, à travers les montagnes, jusqu'à la mer.

Elle portait alors le nom de Zenta ou Zéta : au XVI^e^ siècle seulement apparaît le nom de Montenegro. D'où vient cette nouvelle appellation? De nombreuses étymologies fantaisistes ont été proposées. La plus raisonnable et la plus plau-

sible est la suivante : frappés de l'aspect sombre que les forêts de sapins donnaient aux montagnes, les Serbes désignèrent cette région sous le nom de Tsernagora ou Montagne Noire, et les Italiens ensuite traduisirent ce mot par ceux de Monte Nero.

Ce pays minuscule n'est arrivé à prendre une vague forme d'état moderne qu'au milieu du XIX^e^ siècle environ. Cette date permet donc de diviser son histoire en deux parties d'inégale importance : avant 1851, après 1851.

*
* *

Frères des Serbes, les Monténégrins furent moins bien partagés comme territoire. Région peu fertile et difficile, isolement presque complet, sans issue vers la mer, tels étaient les caractères essentiels de leur pays. Ils le croyaient d'ailleurs déshérité, comme l'indique l'une de leurs légendes. Lorsque le bon Dieu, racontent-ils, créa le monde, il portait à la main un sac dans lequel étaient contenues les montagnes qu'il distribuait sur la surface du globe. Comme il passait au-dessus du Montenegro, le sac creva tout à coup : les montagnes tombèrent pêle-mêle et sans ordre et formèrent ainsi la région tourmentée de la Tsernagora[1]. Cette constitution

1. Voir : Coquelle, *Histoire du Montenegro et de la Bosnie* Paris, 1895, in-8°

géographique explique amplement que les Monténégrins aient toujours été des hommes rudes, se contentant de peu, batailleurs énergiques et défenseurs acharnés de leur indépendance.

Jusque vers la moitié du XIV^e^ siècle, le Montenegro fut un fief vassal de la Serbie. Mais lorsqu'après la mort de Stéphane Douchan le vaste empire serbe se disloqua, les seigneurs participèrent avec ardeur à ce démembrement, avantageux pour eux. Le Montenegro eut ainsi des chefs particuliers, des sortes de féodaux, dont la principale tâche fut de soutenir la lutte contre les armées ottomanes et dont la capitale fut Cettinié, fondée en 1485. Le dernier de ces princes laïques, Georges V, ayant épousé une noble Vénitienne, se trouva fort malheureux au milieu de ses compatriotes pauvres et indisciplinés : cédant aux instances de sa femme, il abdiqua en 1516, désigna comme son successeur le vladika ou évêque de Cettinié et alla vivre désormais dans la brillante ville des lagunes.

Alors commence le gouvernement des vladikas électifs qui se prolongera jusqu'en 1851 sans interruption. Le vladika doit être, suivant la coutume, élu par le peuple réuni en assemblée générale et consacré par le patriarche serbe d'Ipek. En 1697, Danilo Petrovitch Niégousch fut choisi et le pouvoir suprême est, depuis lors, resté dans sa famille.

Au point de vue extérieur, la tâche primordiale des vladikas fut de guerroyer à peu près sans répit contre les Turcs. C'est à propos de cette lutte que se sont nouées les relations, devenues fort étroites, entre la Russie et le Montenegro. Elles datent de Pierre le Grand, de 1711, et elles ont subsisté très amicales presque constamment jusqu'à nos jours. Les vladikas prirent même l'habitude, après leur élection, de se rendre à Saint-Pétersbourg pour y recevoir une sorte d'investiture et, en même temps et surtout, la promesse de secours pécuniaires : en échange, la Russie les utilisa pour effectuer des diversions contre les Turcs ou pour soulever les chrétiens de l'Herzégovine, mal soumis par la Porte.

Au point de vue intérieur, le Montenegro nous offre l'exemple curieux et original d'un gouvernement théocratique qui s'est maintenu à peu près intact jusqu'au milieu du XIX^e^ siècle.

Théocratique, mot qu'il faut cependant expliquer avec netteté. Le pouvoir suprême est donné au vladika ou évêque : celui-ci dirige l'état comme il l'entend : mais ses fonctions épiscopales lui interdisent de faire la guerre lui-même, tout au moins en théorie. A côté de lui, et au-dessous, est donc placé un gouverneur civil, qui subsistera jusqu'en 1833. Que ce titre ne nous trompe pas : car tout est une surprise au Montenegro. Le gouverneur civil est en effet le ministre de la

guerre et, quand il y a lutte, le général en chef : le plus fréquemment, il est choisi parmi les membres des principales familles qui habitent à Cettinié ou dans les environs. Viennent ensuite les knèzes ou chefs militaires dans chacun des cantons : comme en Serbie, ils forment une sorte d'aristocratie, mais une aristocratie guerrière. Enfin, à côté, est la Skouptchina, assemblée du peuple, devant laquelle sont portées et dans laquelle sont discutées les affaires générales : tous les Monténégrins sans exception en font partie, puisque, en vertu de leur fierté native, ils se considèrent comme égaux entre eux.

Le territoire est divisé en cinq cantons, gouvernés par des knèzes. Chaque canton comprend un certain nombre de tribus. A la tête de celles-ci, sont aussi des knèzes, choisis parmi les personnages les plus importants et se transmettant la charge de père en fils. Dans les familles, l'autorité du père était absolue et les biens restaient indivis entre tous les membres. Telle est, en résumé, l'organisation fort simple, primitive, de cet état, d'ailleurs très petit et très peu peuplé : en tout 30.000 habitants environ, au XVII^e^ siècle encore la capitale Cettinié avait seulement dix maisons !

Cette organisation persista intangible jusqu'à la fin du XVIII^e^ siècle. Puis, les vladikas Pierre I^er^ (1782-1830) et Pierre II (1830-1851) y apportèrent, tout en conservant le caractère théocra-

tique du gouvernement, quelques rares modifications, de façon à moderniser insensiblement le Montenegro, si cela était possible.

Pierre Ier, qui alla se faire consacrer archevêque par le patriarche de Saint-Pétersbourg, plaça à la tête des cantons un serdar, sorte de préfet en temps de paix et de général en temps de guerre. Pour avoir des ressources, il institua un impôt par maison, mais compta de préférence sur les mille ducats que la Russie lui fournit annuellement. Il rédigea le code de 1797 en 33 articles, dans lequel on peut démêler l'influence des législations étrangères et qui est, peut-on dire, la première loi fondamentale du pays, complétée un peu plus tard, en 1803, (en tout, 39 articles).

Pierre II, « plus grand d'une coudée que le plus grand de ses soldats », élevé avec soin à Saint-Pétersbourg, eut la vue très nette que, pour préparer un avenir heureux à sa patrie, il fallait créer une force respectable et il fit tous ses efforts pour avoir une armée régulière, permanente, qui eut pour origine la garde de cinq cents hommes dont il s'entoura. Ensuite, il s'appliqua à briser l'autorité des knèzes, chefs héréditaires, dont les rivalités étaient incessantes et troublaient les progrès du pays. Pour cela, il créa un sénat composé de seize, puis de douze membres seulement, choisis dans les plus grandes familles et touchant un traitement de deux cents

florins par an. Ce sénat partagea avec le vladika l'administration et eut aussi les attributions d'une cour de justice à laquelle revenaient les procès les plus importants et les plus graves. Pour payer tous ces frais, ridiculement petits pour un état même moyen, mais énormes pour le Montenegro, Pierre II disposa comme ressources de la subvention versée à peu près sans interruption par la Russie et de l'impôt accru sur les maisons : en ce sens, on peut dire qu'il eut un budget régulier.

En outre, au point de vue politique, il mit fin, en 1833, à la lutte qui avait fatalement éclaté entre le vladika et le gouverneur civil. Celui-ci avait tenté d'empiéter progressivement sur les pouvoirs de l'évêque souverain, prétendant ne pas se renfermer dans ses fonctions militaires, mais diriger seul toutes les affaires. Pierre II décréta la suppression de cette charge, et restitua au vladika l'intégralité de sa puissance traditionnelle. Enfin ce prince fut peut-être le plus remarquable des écrivains de sa race, s'attachant dans ses poésies à faire œuvre nationale en vantant sans cesse les exploits accomplis par les Monténégrins dans leurs innombrables combats contre les Turcs : son drame historique, la « Guirlande de la Montagne», qui est de l'année 1847, est une œuvre à cet égard caractéristique et dont l'influence devait être grande.

Ainsi, à sa mort, en 1851, le Montenegro se

trouve dans des conditions politiques bizarres. Il est pourvu d'une administration rudimentaire et quelques organes de gouvernement moderne apparaissent vaguement. Mais conserver un évêque à la tête de la nation, c'était conserver l'obstacle qui s'opposait à la constitution définitive d'un état. Pierre II avait déjà supprimé une partie des entraves : il restait cependant à séculariser le pouvoir central pour que le Montenegro ne continuât pas à paraître quelque chose d'archaïque, un dernier îlot du moyen-âge isolé au milieu d'une Europe transformée. C'est ce qui se produisit dès la disparition de Pierre II, en 1851.

II — Le Montenegro depuis 1851

Son successeur fut son neveu Danilo qui régna neuf ans, 1851-1860. Il avait fait ses études à Vienne où il se trouvait encore lors de la mort de son oncle et il devait, comme ses prédécesseurs, embrasser la carrière ecclésiastique. N'ayant aucun goût pour elle, ayant appris ce qu'était la civilisation occidentale, convaincu que la fin du pouvoir religieux était inévitable et qu'il

fallait au Montenegro un gouvernement purement civil, il se résolut à la réforme et se rendit d'abord à Saint-Pétersbourg pour avoir l'approbation du tzar. L'ayant obtenue, il promulgue aussitôt une constitution : le Montenegro devient un état séculier sous le pouvoir héréditaire d'un prince : la succession aura lieu en ligne directe, de mâle en mâle et par ordre de primogéniture. C'en était fini de l'autorité des princes-évêques : le Montenegro se transforme d'un coup en un état comme les autres. Le pouvoir civil est complètement séparé du pouvoir religieux et, prenant pour lui le gouvernement suprême, Danilo nomme en effet un évêque de Cettinié qui n'eut plus à s'occuper désormais que de l'administration des affaires ecclésiastiques.

Les loisirs que lui laissèrent les guerres contre les Turcs furent employés par le prince à l'organisation intérieure de son état. De nouvelles lois judiciaires furent promulguées et des écoles commencèrent à être construites. L'agriculture fut protégée et développée : on pratiqua même l'élève des vers à soie. Mais le pouvoir du prince portait fatalement ombrage aux anciens chefs, en particulier aux sénateurs. Il se produisit au Montenegro ce qui s'était produit dans le pays voisin, la Serbie, l'hostilité entre le pouvoir dirigeant et l'aristocratie. Par suite, plusieurs révoltes eurent lieu : elles furent énergiquement réprimées. Toutefois les haines ne désarmèrent

pas et Danilo fut assassiné pendant un séjour à Cattaro en 1860.

Son successeur fut son neveu Nicolas Ier, né en 1841 : il fut désigné à la suite de la renonciation de son père Mirko qui gouverna effectivement pendant les premières années. Élève du lycée Louis le Grand, Nicolas était encore à Paris quand il fut appelé au trône. Il a été très diversement jugé. M. Ernest Denis, tout en reconnaissant qu'il est un « soldat intrépide, administrateur attentif et habile », nous le montre « avide de pouvoir, de prestige et d'argent, impétueux et tenace, très fier de son nom, de son peuple et de son pays » et va même jusqu'à l'appeler « aventurier de grande marque, léger de scrupules, indifférent aux jugements humains et aux sacrifices qu'exigeait son ambition [1] ». Cette appréciation est-elle empreinte d'une trop grande sévérité ? On ne saurait encore le prétendre. De récents incidents, survenus entre le roi et certains de ses anciens ministres et rapportés par le journal le « Temps [2] », paraissent même confirmer l'opinion de l'éminent historien.

Toutefois, et en laissant de côté pour l'instant des jugements issus d'une vive polémique, nous pouvons affirmer, en employant le langage simple et neutre de la correction diplomatique, que Nicolas Ier a été à la fois un guerrier ardent et un

1. — E. Denis, *La Grande Serbie*, Paris, 1914, in-12°.
2. — Voir les numéros des 16, 17 et 21 juillet 1917.

négociateur avisé, qu'il s'est laissé guider uniquement par la raison d'état, et qu'il a utilisé tous les moyens, quels qu'ils fussent, pour agrandir son territoire et maintenir son autorité à peu près absolue. Comme l'un de ses prédécesseurs, Pierre II, il n'a même pas dédaigné de se servir de la poésie pour prêcher l'union des peuples slaves de la péninsule, et son drame, « l'Impératrice des Balkans », a eu parmi eux un grand retentissement.

Nicolas Ier, en tout cas, a réussi, grâce à sa valeur guerrière et son habileté, à se ménager de puissants appuis, en particulier celui du tzar qui l'appela un jour son seul ami dans les Balkans. Il a fait reconnaître l'indépendance du Montenegro au Congrès de Berlin et a obtenu des agrandissements de territoire en 1878 et en 1913. Enfin, en 1910, il a transformé la principauté en royaume.

A l'intérieur, son œuvre a été considérable, si ce qualificatif ne choque pas lorsqu'il s'agit du Montenegro. Nicolas Ier fit plusieurs efforts, provoqués par des motifs élevés peut-être sincères, pour introduire les idées de l'Occident européen dans son pays : mais il eut toujours l'arrière-pensée de conserver un pouvoir patriarcal et absolu. Et ainsi il a donné à ses sujets plusieurs constitutions ou statuts législatifs.

En 1868, après la mort de son père, il parut renoncer à l'autocratie. Il confia au sénat la

perception des impôts et l'affectation de leur produit, — au vladika la surveillance des biens d'église, — au ministre de l'intérieur la direction des affaires administratives, — au tribunal suprême les jugements en dernier ressort. Pour lui, il conservait seulement le droit de grâce, mais se réservait l'autorité en matière de politique étrangère et le commandement de l'armée. — Puis, en 1879, après la guerre russo-turque, ce premier règlement fut modifié au profit du souverain. Le sénat, supprimé, fut remplacé par un Conseil d'état, composé de huit membres, dont la moitié serait nommée par le prince et dont l'autre moitié devait être élue. Le pouvoir exécutif fut dévolu à un ministère, agissant sous la direction du souverain lui-même. — En 1888 encore, Nicolas Ier parut adopter une conception différente ; par une constitution nouvelle, il consentit à partager le pouvoir avec une Skouptchina élue. C'était fort bien au point de vue des principes : mais la réalité fut tout autre : lorsque la Skouptchina osa manifester quelque velléité d'opposition, le prince brisa violemment chaque fois les timides essais de résistance.

Et cela dura jusqu'en 1905. Ces changements successifs prouvaient que Nicolas Ier était peut-être animé de bons sentiments vis-à-vis de son peuple, mais qu'en fait il voulait conserver le pouvoir absolu. Lassés de ces modifications

qui ne leur apportaient rien, les sujets firent quelques manifestations bruyantes, suivant la coutume. Cela suffit pour amener le prince à déclarer qu'il allait donner satisfaction aux désirs des Monténégrins. Au mois de décembre 1905, il promulgua donc la constitution qui, depuis, a été en vigueur.

D'après elle, le pouvoir exécutif appartient au prince qui est déclaré inviolable et irresponsable. Le souverain partage le pouvoir législatif avec une assemblée qui sera la représentation nationale : mais sa sanction est nécessaire pour qu'une loi puisse être décrétée et appliquée. Il est le chef de l'armée, conclut les traités avec les puissances et les communique à l'assemblée,... si les circonstances le permettent. Il nomme tous les fonctionnaires et a le droit de grâce. La religion orthodoxe est la religion officielle : toutefois les autres cultes sont autorisés. L'assemblée ou Skouptchina est composée de 61 députés élus pour quatre ans au suffrage universel : elle comprend en outre trois membres désignés par le souverain et des membres de droit, religieux et civils. Elle ne se réunit que sur la convocation du prince qui a la faculté de l'ajourner ou de la dissoudre. Elle vote le budget, qui doit être soumis au chef de l'état, et les lois qui doivent, elles aussi, être approuvées par lui. Les ministres, nommés et révoqués par lui encore, sont pourtant déclarés responsables

et peuvent être mis en accusation. Tous les citoyens sont égaux : toutes les libertés sont proclamées : l'instruction est obligatoire et gratuite.

En définitive, cette constitution n'est pas fondée réellement sur le partage des pouvoirs. Elle est remplie de dispositions contradictoires, destinées à n'apporter aucune modification essentielle à l'état de choses. Elle laisse la plus grande part de l'autorité, sinon toute, au souverain. La Skouptchina ressemble simplement à une assemblée de contrôle; elle est dépourvue de toute véritable initiative et ne peut prendre par elle-même aucune décision définitive.

La promulgation de cette constitution aurait pu marquer le début de la vie politique au Montenegro. Mais il n'y eut pas de vraie vie politique, malgré les agitations qui ont troublé le pays à plusieurs reprises pendant trois ans, 1905-1908, et malgré la formation de deux groupements qui ont eu une existence éphémère. Le parti national-libéral comprit surtout les jeunes gens qui avaient fait, pour la plupart, leurs études à l'étranger : il n'envisageait que les défauts de la constitution nouvelle, mais il voyait dans l'octroi de cette charte le point de départ pour les réformes politiques et sociales futures : le chef principal fut tout d'abord Radovitch. Le parti national fut au contraire le

parti conservateur, traditionnaliste, à tendances purement monténégrines et désireux de défendre le peu qui restait de l'ancienne organisation patriarcale : ses deux chefs ont été Miouchkovitch, condisciple de Nicolas Ier au lycée Louis le Grand, et Tomanovitch.

Toutes les préférences du prince furent pour ce dernier groupement. Il usa rapidement les nationaux-libéraux en 1906-1907, dirigea ensuite les élections de façon à obtenir la presque unanimité et, en 1908, profita d'un complot peu grave pour y englober les nationaux-libéraux et les faire condamner. Après avoir échangé son titre de prince contre celui de roi en 1910, il a pu gouverner selon son gré. Une constitution libérale n'a donc pas encore été mise en pratique au Montenegro.

En échange, Nicolas Ier a accordé des soins assidus à l'administration intérieure. Sa grande œuvre judiciaire a été le code civil, promulgué en 1889 : l'ancien droit coutumier a été mis en harmonie avec les progrès d'une société en voie de lente formation. Par les peines qui sont édictées, contre le vol par exemple, ce code a donné, autant que possible, la sécurité au pays : toutefois il n'a pu mettre fin aux vendettas particulières. Il existe des tribunaux dans chaque district, et une cour d'appel à Cettinié. Mais les condamnés sont tenus de pourvoir à leur nourriture et, nous dit-on, ils sortent chaque matin

de leur prison pour faire eux-mêmes leurs achats au marché : puis ils rentrent docilement, et, à l'occasion, poursuivent avec énergie et ramènent avec entrain ceux qui ont tenté de mettre fin par une évasion à une captivité pourtant douce et, en tout cas, originale [1].

Le territoire est divisé en cinq districts, dirigés par des gouverneurs : chaque subdivision du district a à sa tête un capitan. Ces fonctionnaires, gouverneurs et capitans, concentrent entre leurs mains toutes les affaires, militaires et civiles.

Les recettes proviennent des contributions indirectes et de l'impôt foncier. De plus, les citoyens doivent à l'état un certain nombre de journées de travail, qu'ils peuvent racheter moyennant une petite somme d'argent. Néanmoins la principale ressource est toujours fournie par la subvention que la Russie accorde et dont on ne connaît guère le montant. Par suite, on établit bien des comptes de recettes et de dépenses. Mais on chercherait vainement dans ce budget trace de la subvention russe. C'est un budget destiné à montrer que l'équilibre financier est atteint : les diverses mentions qui le composent sont-elles vraiment d'une parfaite sincérité?

Nicolas Ier s'est préoccupé, aussi, du développement économique de son état. Dans ce pays

1. Verloop, *Le royaume de Montenegro*, Paris, 1911, in 8°.

montueux et, par suite, d'accès difficile, quelques routes ou de grandes chaussées ont été construites : des lignes télégraphiques ont été posées. Le Montenegro dispose même de la télégraphie sans fil entre Antivari et le port italien de Bari. Un tout petit chemin de fer va depuis la côte jusqu'au lac de Scutari et, sur ce lac, existait aussi un service à peu près régulier de navigation. Mais les habitants ont-ils réellement bénéficié du progrès économique ? On ne saurait le soutenir. Car toutes ces entreprises en miniature ont été exécutées avec des capitaux étrangers, anglais et italiens principalement, et ce sont encore de rares étrangers, installés au Montenegro, qui ont accaparé les affaires lucratives.

Enfin, comme beaucoup d'autres souverains, Nicolas Ier s'appliqua constamment à augmenter les forces militaires de son petit état. Il décréta que tout citoyen devait le service de vingt à cinquante-cinq ans. Mais il n'y a pas eu d'armée permanente proprement dite : le pays se divise en brigades, subdivisées en bataillons : chaque village doit fournir un certain nombre d'hommes, astreints à une courte période d'exercices. Nicolas Ier a pu ainsi former une armée d'environ 40.000 hommes, auxquels la Russie a distribué canons, fusils et munitions. Toutefois l'organisation était encore restée rudimentaire. Quelques années avant la guerre présente, nous raconte-t-on, la mobilisation était annoncée

d'une façon spéciale, à coups de fusil. Mais, comme les habitants avaient conservé l'habitude de régler de la même façon leurs querelles particulières, il arrivait que les mobilisables étaient constamment « alertés » et couraient au chef-lieu de leur circonscription administrative en croyant qu'une guerre avait subitement éclaté. Est-ce là une assertion médisante ? Il ne le semble pas, puisque Nicolas Ier dut interdire de tirer ces coups de fusil qui plongeaient ses sujets dans une perpétuelle angoisse !

Que conclure de tout cela ? Sous son roi Nicolas Ier, le Montenegro a fait des progrès : cela est incontestable. Mais on ne peut pas dire qu'il soit devenu un état moderne. Le contraste entre l'apparence et la réalité était encore en 1915 saisissant. Malgré tout, le pays restait déshérité à tous égards et, à cause du caractère pierreux et infertile d'une grande partie de cette région si peu étendue, l'émigration y était devenue considérable dans ces dernières années. C'était là un très grave danger : on disait même déjà : « Le Montenegro se dépeuple et, par suite, s'affaiblit. » Le retour de la dynastie en ce moment exilée ou, ce qui est possible, la fusion intime des frères de race, Monténégrins et Serbes, en un seul état seront-ils des remèdes efficaces pour enrayer, après la guerre, cette situation critique ? On en peut douter. Et ainsi, il ne semble pas que ce pays si restreint, dont

plusieurs caractères singuliers ont permis à la verve malicieuse de certains écrivains de s'exercer contre lui, puisse espérer un avenir non pas brillant, mais simplement heureux.

CHAPITRE V

LA GRÈCE

I — La Grèce avant 1820

Les Grecs modernes ont été hypnotisés par l'histoire des anciens Hellènes, par cette histoire dont nous n'avons pas la contre-partie, qui a été écrite presque exclusivement par des Grecs et dont l'idée générale est toujours la même. Exposer que les Hellènes d'autrefois ont été supérieurs à tous les autres peuples de l'antiquité, ont été, si l'on peut dire, les élus des dieux, et ont accompli, sans faiblir jamais, des actes d'héroïsme et des exploits guerriers si éclatants qu'aucune autre nation ne peut en présenter de semblables, tel a été le thème constant.

Cette tradition, devenue immuable, ancrée profondément dans les esprits, perpétuée par les récits oraux et écrits, explique en partie l'histoire contemporaine de la Grèce depuis 1815.

C'est d'elle qu'il faut se souvenir sans relâche, non seulement pour comprendre les aspirations nationales de ce peuple, mais aussi pour ne pas être étonné des nombreuses crises intérieures par lesquelles cet état a dû passer. L'histoire de la Grèce moderne est en quelque sorte une répétition de celle de l'antique Hellade.

***

Contrairement à leur opinion, les Grecs d'aujourd'hui ne sont pas les descendants purs et directs des Hellènes si glorieux, si désunis et si vantés pourtant. Ceux-ci furent décimés par les guerres très fréquentes qu'ils eurent à soutenir contre les ennemis de l'extérieur, par les luttes sociales et surtout par les dissensions intestines qui furent perpétuelles. Pour ne citer que quelques exemples, les Phocidiens furent à peu près exterminés par Philippe II de Macédoine, les Thébains par son fils Alexandre, etc. Les descendants des héros des guerres médiques disparurent de cette façon dans les grandes catastrophes des IV^e^, III^e^ et II^e^ siècles avant notre ère : ils furent remplacés insensiblement par les fils de leurs esclaves et par les immigrants étrangers de tous pays et de toutes conditions, les métèques. Par suite, la race grecque est beaucoup plus métissée qu'on ne saurait le

croire de prime-abord. Ce mélange était accompli et achevé vers la fin de la période des Antonins, époque où la population grecque était en réalité une population composite.

La double invasion des Goths, en 267 et, avec Alaric, en 395, fut un désastre et marqua la disparition définitive de la Grèce antique qui périt avec ses villes, ses monuments, ses sanctuaires jusqu'alors respectés. Cette population, sauvagement traitée et fortement réduite, ne forma plus au moyen-âge une nation. Des immigrants vinrent s'établir au milieu d'elle : ainsi, des Valaques dans la Grèce centrale, des Albanais dans les plaines fertiles ou sur les bords de la mer, des Vénitiens colons dans les îles, et surtout des Slaves qui furent soit des Bulgares slavisés, soit, en plus grand nombre, des Serbes et qui formèrent des groupes importants dans toute l'Hellade, principalement dans le Péloponèse.

En tenant compte de ces faits, on a été même jusqu'à prétendre que les Grecs ne sont que les descendants des Slaves grécisés. C'est là une opinion dont l'exagération est évidente. Car, il n'en faut point douter, malgré l'apport de ces Slaves, de ces Albanais, de ces Latins, l'origine de la grande majorité des Grecs d'aujourd'hui est une origine servile : le nouveau type ethnique s'est substitué à l'ancien par l'action continue de l'esclavage. L'absence d'unité dans cette ori-

gine est un fait capital à retenir : bien des traits du caractère grec moderne et de l'histoire grecque moderne en dépendent.

La Grèce tomba sous la domination turque par le traité de 1503 signé entre la Porte et Venise vaincue. L'oppression ottomane y fut fort dure, comme partout ailleurs : l'arbitraire des fonctionnaires, leur vénalité, leurs exigences, causèrent une ruine affreuse du pays, déjà mal partagé par la nature : l'agriculture fut délaissée par les habitants et sacrifiée à l'élevage et au commerce maritime qui donnaient des résultats plus fructueux. Il sembla bien que, si les îles avaient une grande et continuelle prospérité, la Grèce continentale devait au contraire rester, et pour toujours peut-être, dans une condition misérable.

Plusieurs circonstances favorisèrent cependant la Grèce et entretinrent chez elle l'espoir d'un avenir meilleur.

Le sentiment national, excité par le souvenir glorieux des hauts faits de l'antique Hellade, put se maintenir, malgré tout, grâce à l'unité de langue et de religion, et surtout parce que les Turcs, tout en envoyant là comme ailleurs des fonctionnaires rapaces, ne détruisirent pas l'organisation administrative que les Grecs avaient depuis des siècles. Chaque commune gérait ses affaires elle-même et, pour cela, élisait des magistrats qui portaient des noms soit anciens,

archontes, éphores, démogérontes, soit nouveaux, primats, etc. C'est autour de ces magistrats que s'opère et se conserve l'union civile, et leur influence est d'autant plus grande qu'avec le temps ils sont parvenus à former une caste à part et à établir l'hérédité dans leurs fonctions.

L'union religieuse, elle, n'est pas le fait des prêtres de village, ignorants et indigents : ici comme en Serbie, elle est réalisée par les moines qui habitent des couvents fortifiés et y recueillent les populations de la plaine quand celles-ci ont été battues ou quand elles fuient un surcroît momentané d'oppression. D'autre part, l'église du Phanar à Constantinople est le pouvoir religieux suprême des Grecs et l'intermédiaire obligé entre eux et le gouvernement ottoman.

La persistance de cette administration communale et de ces institutions religieuses a créé le lien, indispensable à ce peuple, pour reconquérir sa liberté perdue.

La division de la population en plusieurs éléments très tranchés, d'allures, de caractères et de sentiments différents, doit ensuite être invoquée et considérée comme ayant été un bien pour la Grèce vaincue. Sans doute, dans les villes, là seulement où les Turcs tenaient des garnisons permanentes, les habitants ont été les très dociles sujets des Ottomans. A eux on peut

appliquer dans toute leur acception les termes flétrissants de giaours ou de raïas : ils en étaient même arrivés au point de se dire Turcs et beaucoup, abandonnant toute fierté et toute indépendance d'esprit, s'étaient convertis à l'islamisme, non point par conviction, mais pour se soustraire aux persécutions et aux exactions de leurs maîtres et pour être assurés d'une existence à peu près tranquille. Ceux-là ne comptent guère.

Mais, dans les régions montagneuses de la Grèce centrale et de la Morée, vivaient des sortes de milices irrégulières, les Palikares, ayant conservé leurs costumes nationaux et commandés par des chefs nationaux, les Armatoles. Munies au début de firmans turcs, elles avaient, théoriquement au moins, la charge de poursuivre les voleurs et les brigands, les Klephtes. En réalité ces gendarmes d'occasion étaient le plus souvent des klephtes eux-mêmes, qui guerroyaient contre les soldats du sultan et refusaient de se soumettre à l'impôt. Les plus belliqueux agissaient dans la Morée, sur le Magne, au sud du Taygète : dirigés par des chefs de bandes qui avaient construit de véritables châteaux-forts inexpugnables, ils se battaient ou contre les Turcs ou entre eux. Ainsi s'entretint chez eux la valeur guerrière : leurs exploits étaient célébrés partout : on oubliait les méfaits de ces klephtes pour les considérer seulement comme de brillants héros.

De même, dans les îles de l'Archipel, les habitants étaient de vrais pirates fortement organisés, en particulier dans trois petits îlots de la côte de l'Argolide, Hydra, Spetzia et Psara. On comptait à peu près en tout 20.000 marins montés sur 600 navires et décidés à tout. On ne peut pas dire qu'ils eussent été effectivement soumis par les Turcs. Ils s'étaient bornés à combler de cadeaux les dignitaires de la marine ottomane : en échange, ils avaient été autorisés à armer leurs bateaux et s'enrichissaient soit par le commerce du cabotage, soit plutôt par la piraterie dans la mer Egée.

En conséquence, si l'on considère l'état de cette population, on est conduit à constater que, pendant la longue période de la domination turque, il y eut toujours en Grèce des hommes qui furent libres et qui, par suite, n'acceptèrent pas et ne devaient jamais accepter la suprématie tyrannique de la Porte.

En troisième lieu, ces mêmes hommes conservèrent une espérance tenace dans l'appui de certaines puissances européennes. Depuis longtemps, la communauté de religion faisait croire aux Grecs que les Russes étaient leurs protecteurs naturels et seraient leurs libérateurs. Cette conviction datait de l'époque lointaine où Pierre le Grand avait fait graver à Amsterdam une médaille sur laquelle il était nommé monarque des Russes et des Grecs. Elle s'était

fortifiée ensuite lorsque, sous Catherine II, la flotte russe d'Alexis Orlof vint aborder sur les côtes du Péloponèse. Sans doute le soulèvement des Grecs ne réussit pas, et même il causa beaucoup de malheurs au pays. Néanmoins, tout en déplorant ce qu'ils appelaient la fuite des Russes, tout en protestant contre leur abandon, les Grecs persistèrent à espérer dans la Russie qui, depuis le traité de Kaïnardji en 1774, intrigua sourdement dans l'Hellade.

Ils escomptaient en même temps le secours de la France. Le grand mouvement de 1789 avait eu un contre-coup indéniable en Grèce, où il avait provoqué un réveil indiscutable du sentiment national. Les Hellènes songèrent d'autant plus à leur indépendance qu'ils virent les Français conquérir d'abord la leur, la défendre ensuite avec un succès complet contre l'Europe entière. Ce qui les encouragea davantage encore, ce fut qu'en vertu du traité de Campo-Formio en 1797, les Français s'établirent dans leur voisinage, dans les îles Ioniennes. Alors se nouent et se multiplient les relations. Le bey du Magne écrit au général victorieux Bonaparte, qu'il considère comme un compatriote à cause des anciennes migrations des Péloponésiens en Corse, et le félicite de ses brillants succès. Le poète Righas était parti pour se rendre auprès de ce chef glorieux et lui demander son appui lorsqu'en 1798 il fut pris à Trieste par les Autrichiens,

livré par eux aux Turcs qui le firent périr près de Belgrade. L'année suivante, de nombreux Grecs prirent part à l'expédition d'Egypte et l'un d'eux, Coray, celui qui devait rénover la langue grecque, composa un chant de guerre dans lequel on pouvait lire ces mots : « Les deux peuples n'en forment qu'un, c'est la nation gallo-grecque. »

En tout cas, tout en faisant la part des illusions, de l'exagération d'un enthousiasme quelque peu irréfléchi, les Grecs eurent raison d'avoir foi dans la Russie et dans la France : car sans l'aide des étrangers ils ne seraient arrivés à rien.

Vers la fin du XVIII[e] siècle, enfin, se produisit une renaissance intellectuelle, prélude de la libération politique. Comme dans les principautés moldo-valaques, son éclosion fut tout d'abord favorisée par la prospérité financière, non pas des Grecs de Grèce, mais des Grecs qui s'étaient expatriés. Des colonies de marchands avaient été fondées tout près, dans les îles Ioniennes, et beaucoup plus loin : il en existait d'importantes à Odessa, Moscou et Saint-Pétersbourg en Russie, à Ancône et Livourne en Italie, à Marseille et Paris en France. Ces Grecs enrichis furent les précurseurs et en quelque sorte les Mécènes du mouvement littéraire : la plupart d'entre eux contribuèrent avec leur argent à la fondation de nombreuses écoles ou à

la propagande pour gagner des adhérents à la cause hellénique. Adamantios Coray fit davantage. Grec originaire de Smyrne, il vécut longtemps en France à Montpellier, puis à Paris où il se fixa définitivement. Il paya de sa personne pour retirer la Grèce de l'obscurité dans laquelle elle était depuis si longtemps plongée : il ne cessa de rappeler dans ses écrits à ses compatriotes la gloire et les exploits de leurs ancêtres et il s'attacha à reconstituer la langue grecque dans sa pureté primitive en expulsant sans exception tous les termes étrangers que l'usage y avait introduits.

Cette action continue, ces efforts louables expliquent le développement que prirent les associations ou hétairies dont les deux principales furent les suivantes. L'Hétairie philomuse, fondée à Athènes en 1812, eut un caractère exclusivement scientifique et littéraire. Son programme comporta la création d'écoles multiples, l'organisation de fouilles destinées à révéler le passé, la publication de revues pour commenter les résultats acquis, la distribution de bourses d'études à de jeunes Hellènes qui seraient envoyés, pour s'instruire, à l'étranger. Cette association eut, dit-on, 80.000 membres parmi lesquels on remarque Capo d'Istria et elle dura jusqu'à la fondation du royaume de Grèce.

La seconde, l'Hétairie politique, fut, elle,

une société secrète. Créée par le poète Constantin Rhigas à la fin du XVIII[e] siècle, elle eut un caractère religieux et politique à la fois : ses adhérents, principalement des klephtes, devaient jurer, avant d'y entrer, d'avoir pour les Turcs dominateurs une haine implacable. Ruinée par la mort violente de Rhigas en 1798, elle végéta pendant de nombreuses années : mais en 1814, après les victoires remportées par les Russes sur les Turcs qui avaient dû signer le traité de Bucarest, elle se reconstitua à Odessa et eut son principal centre de propagande et d'action en Russie. C'est elle qui poussa à l'insurrection, chercha un chef pour entreprendre la lutte, et, à défaut de Capo d'Istria, choisit Alexandre Ypsilanti.

En somme, vers 1820, les Grecs, qui depuis si longtemps ne formaient plus une nation, pouvaient voir que les circonstances avaient été favorables pour eux et, qu'après une inaction et un affaiblissement séculaires, il leur était maintenant possible de prendre les armes contre leurs maîtres musulmans détestés. Ayant conservé leur union civile et religieuse, disposant chez eux d'hommes désireux de liberté et résolus à tout, comptant sur la Russie et sur la France, et enfin excités par les souvenirs anciens, ils pouvaient même espérer le succès dans cette lutte de libération.

II — La Grèce de 1820 à 1832

La guerre de l'indépendance hellénique dure de 1821 à 1829 et elle est marquée par trois phases d'aspects différents. Jusqu'en 1823 les Grecs seuls remportent des victoires sur les Turcs seuls. Puis les rivalités intestines les affaiblissent tellement qu'ils perdent tous leurs avantages et semblent devoir succomber sous l'effort combiné des Ottomans et des Égyptiens. Enfin ils sont sauvés par l'alliance anglo-franco-russe et libérés par le traité d'Andrinople.

Nous ne devons donc pas nous laisser tromper par les œuvres des poètes et des peintres, brillantes et fausses presque toujours, ou par l'action des philhellènes enthousiastes et partiaux. La réalité est beaucoup plus laide et, à dire vrai, l'histoire intérieure de la Grèce, pendant cette période de combats contre les ennemis de l'extérieur, est une histoire lamentable. Comme autrefois dans l'Hellade, le particularisme est apparu intransigeant et acharné, n'a pu se résoudre à disparaître ou tout au moins s'effacer devant l'intérêt général et a fait courir à la cause nationale les périls les plus graves.

Au début cependant, dans la joie causée par la révolte et les premiers succès remportés, l'union sembla devoir se faire aisément pour

organiser un gouvernement central qui grouperait les efforts et dirigerait l'action commune. Au mois de décembre 1821, une assemblée nationale se réunit, dans ce but, à Epidaure. Le 1er janvier 1822, elle vota d'acclamation l'indépendance de la Grèce et promulgua la première constitution du nouvel état.

Cette loi organique est très courte et ne comprend que sept articles imprégnés en même temps de l'esprit philosophique de Montesquieu et de l'esprit religieux. On y inscrit en effet l'égalité de tous les citoyens devant la loi et l'impôt, leur admission aux fonctions publiques, la tolérance en matière de cultes, etc. On y proclame aussi le principe de la séparation des pouvoirs. Au point de vue judiciaire, la magistrature est déclarée autonome : elle devra se servir du code commercial français et, pour le droit civil et criminel, du code byzantin. Le pouvoir législatif est attribué à une assemblée ou Sénat, composée de 70 députés et dont le président fut Demetrius Ypsilanti. Le pouvoir exécutif est dévolu à un conseil qui comprendra cinq membres et désignera les ministres. Puis on procéda à la nomination du président de l'état : on choisit un Grec du Phanar, Alexandre Mavrocordato, dont l'élégance, l'habit noir et le lorgnon avaient rempli les Hellènes d'une admiration voisine de la stupéfaction.

Cette union ne fut pas de longue durée. Le-

Grecs se divisèrent en deux partis politiques, dont les ardentes rivalités faillirent faire sombrer le pays. D'un côté, les constitutionnels, comme Mavrocordato et Kollettis, instruits, gagnés à la civilisation occidentale, étaient les fermes partisans de l'ordre et de la suprématie du pouvoir civil : pour l'avenir, la monarchie constitutionnelle était leur idéal. D'autre part, les chefs militaires ou capitans, c'est-à-dire les klephtes, étaient hostiles à toute entrave qui serait apportée à la liberté et, en conséquence, ne voulaient pas que l'on établît un gouvernement centralisé et fort.

Leur opposition irréductible ne cessa pas devant la guerre contre les Turcs. Certains de ces chefs même oublièrent totalement que leur premier devoir était de combattre sans trêve et sans arrière-pensée les ennemis de la race et de la religion et tâchèrent de profiter des embarras, parfois inextricables, du gouvernement pour satisfaire, s'il était possible, leurs ambitions particulières, territoriales et politiques : chez eux, le patriotisme céda le pas devant l'intérêt privé. Ainsi Odysseus n'hésita pas à entamer de louches négociations avec les Turcs pour fonder à son profit en Béotie une sorte de pachalik, comme l'avait fait en Épire Ali de Tébelin : il fut pris et mis à mort. Bien plus récalcitrant, emporté et dangereux fut Kolokotronis, le klephte d'Arcadie. Irrité de la désignation du

Phanariote Mavrocordato, il se révolta à la fin de l'année 1823 et installa un gouvernement séparé à Nauplie : battu après une campagne de six mois, il s'inclina devant la force provisoirement. Révolté une seconde fois à la fin de l'année 1824, il fut capturé et interné dans l'îlôt d'Hydra. Et ainsi des autres. Le résultat effectif de toutes ces intrigues et de toutes ces dissensions fut qu'il se fonda partout des assemblées qui s'intitulèrent nationales et qui furent en rivalités perpétuelles.

Les échecs répétés, subis dans la lutte contre les Turcs, finirent cependant par modifier la situation : la prise de Missolonghi, celle d'Athènes, furent, au point de vue intérieur, un bien pour les Grecs. Les philhellènes étrangers, qui voulaient les sauver malgré eux, reprirent courage, agirent de toutes façons pour que l'union primitive fût refaite et firent comprendre aux Grecs qu'ils ne devaient pas s'abandonner s'ils ne voulaient pas être abandonnés par les grandes puissances européennes. Au mois d'avril 1827, une assemblée unique, fusion de toutes les autres, se réunit à Trézène : elle eut la vue très nette qu'il fallait mettre un terme aux factions particulières et choisir un chef en qui l'Europe pût avoir confiance. Elle élabora une constitution provisoire, désigna les Anglais Cochrane et Church pour commander les forces de mer et de terre et nomma Capo d'Istria président pour sept

ans. Quelques mois après (juillet), la France, l'Angleterre et la Russie signaient le traité de Londres et, en 1829, la Turquie, ne pouvant plus résister, était réduite à conclure celui d'Andrinople par lequel était reconnue l'indépendance de la Grèce.

*
* *

Né à Corfou en 1776, Jean Capo d'Istria appartenait à une famille patricienne qui était établie dans l'île depuis le XIV^e^ siècle. De très bonne heure il s'était proposé la reconstitution de la Grèce comme état. Se rendant compte que, livré à ses seules forces, ce pays ne pouvait rien et qu'au contraire le secours que la Russie fournirait à sa patrie était d'une importance capitale, il était entré au service du tzar Alexandre I^er^ en 1807. Très subtil, très affiné, à la fois mystique et libéral, il sut gagner l'amitié du souverain qui retrouvait en lui ses propres tendances et qui se servit de lui pour le règlement de plusieurs questions de politique étrangère. Après 1815, il intervint avec activité dans les affaires grecques : il protégea la société des philomuses et l'hétairie politique, conseilla prudemment de retarder l'explosion du mouvement de 1821, puis, après l'échec de celui-ci, se transporta à Genève où il fonda de nombreux comités

de secours dont l'aide pécuniaire permit aux Grecs de soutenir la guerre pendant quatre ans. Enfin, en 1827, il revint à Saint-Pétersbourg pour plaider la cause de ses compatriotes auprès du nouveau tzar, Nicolas Ier. C'est là qu'il apprit sa nomination.

Il prit à Nauplie, au mois de février 1828, la direction du gouvernement. Jusqu'à la fin des hostilités il devait être secondé par un conseil d'état ou Panhellénion composé de vingt-sept membres et comprenant les trois sections de la guerre, des finances et de l'intérieur, et par une commission de contrôle ou Phrontistérion. Avec l'aide de ces deux organes, Capo d'Istria s'efforça de refaire les ressources du pays complètement épuisé par la guerre : les champs n'étaient plus cultivés, les arbres, oliviers ou mûriers, avaient en grande partie disparu, et la désolation était accrue par les désordres que les soldats, sans discipline, commettaient. Le président obtint des subsides des puissances libératrices et procéda, grâce à eux, à une œuvre de relèvement : les maisons et les monuments détruits furent reconstruits, des champs défrichés sur tout le territoire, un asile pour les orphelins créé, des écoles installées un peu partout. D'autre part, Capo d'Istria aida loyalement la triple alliance à réprimer la piraterie dans la mer Égée. Il tenta même de donner au pays une force réelle, réunit les bandes indis-

ciplinées des klephtes sous le commandement de Demetrius Ypsilanti et de l'Anglais Church et, en quelques mois, il y eut là deux petites armées que l'on peut appeler à peu près régulières. En somme, pendant ces années de guerre, Capo d'Istria fit œuvre bienfaisante.

L'avenir de sa patrie ne le préoccupait pas moins, et, à cet égard, le protocole du 22 mars 1829 ne le satisfit guère. Cet acte décidait en effet que les limites septentrionales de la Grèce seraient fixées par une ligne allant du golfe d'Arta à celui de Volo, que le pays paierait à la Turquie un tribut annuel de un million et demi de piastres, et qu'il serait doté d'un régime monarchique. Capo d'Istria se refusa énergiquement à accepter que sa patrie, quelque petite qu'elle fût, demeurât vassale du sultan. Il convoqua donc une assemblée nationale : celle-ci, au mois de juillet, remplaça le Panhellénion par un Sénat de vingt-sept membres, auquel il était accordé simplement voix consultative, et décerna au président une autorité dictatoriale. En présence de cette attitude des Grecs, il fallut négocier encore. Le protocole du 3 février 1830 régla la question : la clause relative à la vassalité était supprimée, Léopold de Saxe-Cobourg était désigné comme souverain, mais les limites de la Grèce n'étaient pas étendues.

Se conformant d'abord à cette décision des puissances, Capo d'Istria engagea le prince

Léopold à venir dans l'Hellade. Mais ensuite il lui dépeignit son futur royaume sous des couleurs si sombres que Léopold manifesta quelque hésitation. Bien plus, probablement sous l'inspiration du président lui-même, le Sénat vota une motion énergique : le peuple grec devait être consulté sur son sort, c'était à lui à se donner la constitution qu'il voudrait, les limites fixées étaient inacceptables parce que la Grèce était trop peu étendue, et enfin le prince était obligé avant toute chose d'embrasser la religion orthodoxe. Cette fois, Léopold refusa catégoriquement au mois de mai 1830. Dans cette affaire Capo d'Istria a-t-il joué double jeu et a-t-il influé sur l'opinion des représentants de la nation pour rester encore au pouvoir? On ne peut l'affirmer avec certitude.

Toutefois, en attendant la désignation d'un roi définitif, le président continua à exercer l'autorité suprême : c'est ici la période la moins louable de son gouvernement, qui fut dur et cassant. Capo d'Istria ne ménagea guère les susceptibilités de ses compatriotes. Il leur disait : « Vous êtes tous des klephtes et des menteurs. » Il déplorait en termes vifs qu'ils n'eussent aucune éducation politique et, pour la leur donner, il se proposa d'établir un pouvoir très fort et, par suite, personnel. Cette conception politique le conduisit à se passer du concours d'hommes dévoués et habiles, qui lui portaient

ombrage. Ainsi Mavrocordato fut écarté sous prétexte qu'il était inféodé à l'Angleterre : Kollettis de même, parce qu'il inclinait trop vers la France. Alors on accusa Capo d'Istria d'être exclusivement le serviteur de la Russie!

D'autre part, à lui-même et à ses partisans s'opposèrent avec une vivacité de plus en plus grande les libéraux ou constitutionnels. Ceux-ci protestèrent contre le système de la délation et du despotisme et aussi, faut-il ajouter, contre le favoritisme qui leur barrait à eux-mêmes l'accès des fonctions publiques : ils réclamèrent donc l'application sincère et loyale du régime constitutionnel. Lorsqu'après la révolution française de 1830, on vit au contraire que Capo d'Istria resserrait encore davantage son autorité, l'insurrection éclata. Condouriotis et Miaoulis soulevèrent les îles et se rendirent les maîtres de la flotte. Un des héros de la guerre de l'indépendance, Mavromichalis, voulut insurger la région du Magne : il fut arrêté et enfermé à Nauplie. Mais, par vengeance, ses deux fils assassinèrent Capo d'Istria, le 9 octobre 1831.

L'anarchie régna alors en Grèce. Le Sénat nomma un triumvirat qui ne put se faire obéir par personne. Il y eut bientôt deux gouvernements, l'un à Nauplie, l'autre à Mégare. Ils entrèrent aussitôt en lutte : celui de Mégare força l'autre à se dissoudre au mois d'avril 1832 et il attendit que la conférence de Londres eût pris

une décision relative aux affaires grecques. Le protocole du 7 mai décerna la couronne au jeune prince Othon de Bavière, fils du roi Louis Ier, et lui accorda les garanties offertes antérieurement à Léopold de Saxe-Cobourg. Les Grecs acceptèrent : le 6 février 1833, Othon Ier arrivait à Nauplie, accompagné d'un conseil de régence et escorté de 3.500 soldats bavarois.

La Grèce était donc devenue un état définitivement indépendant. Il lui fallait maintenant s'organiser à l'intérieur. Cela ne devait pas s'effectuer sans difficultés : l'exemple fourni par les dernières années était loin d'être encourageant.

III — L'Évolution sous Othon Ier, 1832-1862

En 1832, la Grèce n'était donc qu'un petit état, ayant tout au plus 750.000 habitants, pour la plupart dans la misère. C'étaient tous des gens frustes, que ce fussent des marins, des agriculteurs ou des guerriers. Dans ce pays montagneux, divisé par la nature en compartiments isolés les uns des autres, ils en étaient

restés, comme leurs ancêtres, à une conception politique fort simple, purement locale. Ils ne comprenaient guère que la vie municipale avec ses mesquines intrigues et n'avaient aucune notion d'un état moderne, d'une administration centralisée et organisée avec méthode pour sauvegarder les intérêts généraux. Leur horizon politique se confondait toujours avec l'horizon borné par les montagnes qui formaient les limites respectives de toutes ces petites régions. Et voilà que les puissances gratifiaient sans transition ce peuple d'un gouvernement à l'européenne!

Celui qui venait d'être mis à la tête des Grecs, Othon de Bavière, était encore mineur. Il débarqua avec un conseil de régence composé de trois Allemands dont le plus marquant était le comte Armansperg. Sa tâche était incontestablement fort ardue. Ceux qui avaient combattu pendant la guerre de l'indépendance demandaient avidement des récompenses pour les services rendus, et le trésor était vide. Les impôts ne rentraient pas par suite de la misère générale. La justice ne pouvait normalement fonctionner puisque le respect de la loi n'existait nulle part. L'insécurité était partout, maintenue par de vraies bandes de brigands, anciens soldats qui, n'étant pas payés, vivaient impunément du fruit de leurs rapines. Il fallait avant tout établir un régime régulier et faire comprendre à ces Grecs

fièrement indisciplinés la nécessité d'une administration fonctionnant pour le bien du pays tout entier.

Mais la lourdeur et la morgue de ces Germains, étrangers et nouveaux venus, n'étaient pas faites pour accomplir cette œuvre si délicate. Elles ne purent pas s'affirmer, imposer seulement le respect ou la crainte aux palikares et aux klephtes. Et lorsque ceux ci s'aperçurent que toutes les faveurs, que les plus hauts grades militaires étaient réservés aux officiers bavarois, leur indignation fut grande. De leur côté, les civils furent froissés en voyant que les Allemands voulaient restaurer en Grèce non pas un régime libéral, mais l'absolutisme. Le nouveau règne débuta mal. Des complots ne tardèrent pas à se former : en 1834, Kolokotronis, toujours mécontent, se souleva, fut condamné à mort, mais, en souvenir de son courage, vit sa peine commuée en celle de vingt ans de prison.

Lorsqu'Othon Ier devint majeur l'année suivante, en 1835, rien ne fut changé : le système personnel continua à fleurir. Le roi tenta bien de gagner ses sujets en faisant accorder à chaque famille hellénique un lot, d'une valeur de 2.000 drachmes, à prendre sur les terres publiques qui étaient dans l'abandon. Il transféra bien la capitale de Nauplie à Athènes qui se relevait insensiblement de ses ruines et où le climat était plus sain. Mais il persista dans une erreur grave : il

conserva obstinément sa confiance aux Bavarois qui étaient venus avec lui et il gouverna, suivant la méthode allemande, à coups d'autorité. Il ne put pas persuader ses sujets de la sincérité de ses concessions politiques : il essaya de former des ministères avec des Grecs, aucun ne put se maintenir au pouvoir. Toutes ces difficultés furent encore compliquées par les interventions continuelles des puissances protectrices. Il se constitua un parti français, un parti anglais et un parti russe et, à la faveur de ces divisions, Othon Ier gouvernait, comme il l'entendait, avec ses Allemands. Enfin, quand en 1836 le roi se fut marié avec la princesse Amélie d'Oldenbourg, celle-ci, grande dame, ayant le goût du faste et de la dépense, voulut avoir auprès d'elle une cour nombreuse : pour la satisfaire, il fut nécessaire d'établir dans un pays absolument ruiné de très lourds impôts. Et cela mécontenta fort les Grecs qui prétendirent ne pas payer pour assurer l'existence des étrangers qui leur étaient antipathiques.

Seuls ils n'auraient peut-être pas pris l'initiative d'agir contre cet absolutisme systématique. Mais, encore une fois, les puissances étrangères vinrent à leur aide et leur montrèrent la voie qu'ils avaient à suivre. Inquiètes de l'importance qu'acquérait en Grèce l'élément allemand, l'Angleterre et la Russie prirent des précautions énergiques pour l'annihiler brus-

quement et, en 1843, frappant un coup particulièrement sensible, elles exigèrent le règlement immédiat des intérêts de l'emprunt émis lors de l'avènement d'Othon et une grande diminution des dépenses dans le royaume. Pour les satisfaire, le souverain dut donc renvoyer ses compatriotes, et spécialement les troupes bavaroises qui étaient sa sauvegarde. Il se désarmait lui-même en face des soldats grecs qui, n'ayant plus aucune crainte à avoir, n'attendirent pas longtemps pour se révolter, septembre 1843. Dépourvu de serviteurs fidèles, Othon Ier dut donc se soumettre et convoquer une assemblée nationale qui élabora une constitution conforme aux idées des libéraux.

Cette constitution fut votée au mois de mai 1844. Elle est établie d'après le principe de la séparation des pouvoirs et à l'imitation de ce qui existait alors en Angleterre. Le pouvoir exécutif est dévolu au souverain qui l'exerce par l'intermédiaire de ministres responsables. Le pouvoir législatif est partagé entre deux assemblées, le Sénat composé de membres nommés à vie par le roi et la Chambre des députés, élue pour trois ans au suffrage universel. La religion orthodoxe était déclarée indispensable pour l'héritier de la couronne. En somme cette constitution semblait mettre fin au gouvernement absolutiste et personnel et lui substituer le régime parlementaire. Il est curieux de consta-

ter que, de tous les états balkaniques, c'est la Grèce qui, la première, a eu à appliquer, — à peu près sincèrement, — ce régime parlementaire.

Seulement celui-ci a pris aussitôt dans ce pays un caractère tout à fait spécial. Chez ce peuple qui comprend en grande partie des paysans, ayant à peu près tous l'esprit démocratique et ayant tous la même religion, il n'y eut pas des différences suffisamment tranchées entre les opinions pour qu'il pût se former de véritables partis. On ne rencontrera donc pas en Grèce des chefs politiques mûs par des principes fermes et entraînant des adhérents après eux pour défendre avec désintéressement des idées élevées et généreuses. Qu'y trouvera-t-on? Le pays est pauvre et les moyens pour assurer l'existence ne sont pas fort variés : aussi recherchera-t-on avec un empressement avide les fonctions publiques, et principalement les sièges de députés qui procureront, à coup sûr, une vie aisée. Dès le début, le parlementarisme en Grèce fleurit et s'épanouit avec toutes sortes de vices : pression administrative, corruption électorale, rixes autour des urnes, compétitions sanglantes, instabilité ministérielle, tout cela est le résultat de la conception étriquée que les Grecs se sont faite du régime depuis le règne d'Othon. Pour eux, dès les commencements, la politique n'a de raison d'être qu'autant qu'elle fait vivre ceux qui s'en occupent:

c'est un gagne-pain. Et ainsi ce ne seront pas des discussions de principes qui sépareront les hommes politiques : ce seront constamment des rivalités personnelles et intéressées pour la possession des ministères et l'attribution des charges avantageuses à leurs agents électoraux. C'est là, à n'en pas douter, une des plus graves causes de faiblesse pour la Grèce presque jusqu'à nos jours, et aussi de l'obligation pénible pour les puissances étrangères, appelées protectrices, d'intervenir fréquemment dans le gouvernement intérieur de cet état.

Cette intervention s'affirme dès l'octroi de la nouvelle constitution. L' « anglais » Mavrocordato avait d'abord pris la direction des affaires : mais, en 1846, il fut remplacé par le « français » Kolletis et par le « russe » Metaxas. Ces derniers avaient des visées fort ambitieuses et considéraient que l'état territorial du pays, tel qu'il avait été constitué en 1829, ne pouvait être que provisoire. Ils rêvaient la formation d'une grande Grèce qui engloberait toute la nationalité hellénique et, pour préparer la réalisation de leurs projets grandioses, ils entretenaient l'agitation parmi les Grecs sujets de l'empire ottoman dont ils réclamaient la dissolution.

Cette politique était en contradiction complète avec celle de l'Angleterre, pour qui le dogme de l'intégrité de la Turquie était encore un dogme intangible. De là des troubles à peu près cons-

tants et parfois sérieux. En 1846-1847, c'est la Messénie et l'Eubée qui se soulèvent, poussées secrètement par la Grande-Bretagne : en 1850, celle-ci, dirigée par Palmerston, envoie une flotte bloquer le Pirée jusqu'à ce qu'un protégé anglais, Pacifico, ait touché l'indemnité qu'il demandait parce que sa maison avait été pillée pendant une émeute. Puis, en 1852, ce fut au tour de la Russie d'intriguer, au moment où le gouvernement grec manifestait l'intention de réunir un synode national et de reconnaître l'autorité religieuse du patriarche de Constantinople. Enfin survint la guerre de Crimée qui surexcita vivement le patriotisme, toujours en éveil, des Hellènes : poussés par des agents secrets russes et par la reine Amélie, parente de Nicolas Ier, les Grecs commencèrent à armer en Thessalie en faveur de la Russie. Alors une division française débarqua au Pirée et y resta de 1854 à 1857, jusqu'après la solution du conflit au Congrès de Paris.

Son abstention, forcée cependant, pendant cette récente conflagration rendit Othon Ier tout à fait impopulaire. N'ayant pas d'enfant, et par suite ne pouvant pas fonder une dynastie en Grèce, il perdit tout ascendant sur son peuple. Les Grecs auraient voulu partir en guerre pour libérer du joug ottoman leurs compatriotes asservis de Thessalie, de Macédoine et d'Asie Mineure : ils reprochèrent au roi de n'avoir pas

osé et de n'avoir rien fait. Les hétairies anciennes se reformèrent et entamèrent contre lui une active propagande. Un survivant de la lutte pour l'indépendance, Canaris, se révolta en 1862 à Nauplie où il institua un gouvernement provisoire : il fallut faire un siège en règle qui dura plus de deux mois. Pour tâcher de raffermir quelque peu son pouvoir déjà fort chancelant, Othon Ier se résolut alors à un voyage dans le Péloponèse. Mais, pendant ce temps, Patras s'insurge et son exemple est immédiatement suivi par la ville d'en face, Missolonghi (octobre 1862). Le mouvement gagna bientôt la Grèce centrale, puis Athènes où le palais royal fut pillé par les soldats. En présence de cette insurrection générale et conscient de l'impuissance dans laquelle il se trouvait, Othon Ier demanda leur avis aux ambassadeurs des puissances européennes : ceux-ci ayant été d'accord pour lui exposer que sa situation était intenable et pour lui conseiller de céder, il repartit, sans espoir de retour, pour la Bavière.

*
* *

Est-il permis de dire que, pendant ce long règne de trente ans, des améliorations notables ont été apportées à l'état du pays? La paix, maintenue quoiqu'à contre-cœur, eut tout au

moins cet avantage d'aider, médiocrement d'ailleurs, au développement matériel de la Grèce : la population s'accrut des deux tiers, le nombre des maisons doubla, la misère cessa d'être générale, et l'impôt foncier commença à être perçu. Le gouvernement lui-même fit de son côté des efforts réels pour introduire dans le royaume quelques-unes des institutions dont sont dotés les états modernes. Il lui donna une capitale, Athènes : il lui donna une division territoriale et administrative qui comprit dix nomes, subdivisés en quarante-deux éparchies, et, au-dessous, des communes dirigées par des démarques. Il convient aussi de noter quelques créations d'une importance plus ou moins grande : par exemple, en 1833 une gendarmerie qui toutefois n'eut pas de bases bien solides et manifesta une très faible activité, — en 1835 un Conseil d'état dans lequel furent appelés les Grecs que l'on considérait comme les plus éminents, — en 1837 l'université d'Athènes qui prit à tâche de développer le culte national de l'indépendance des pays hellènes, — en 1841 enfin une banque.

Quelle appréciation pouvons-nous donc porter sur ces progrès? Ils furent lents et peu marqués malgré tout parce que le gouvernement d'Othon I^er^ n'eut pas la vision nette de la tâche qu'il avait à accomplir dans cet état nouveau-né. Le roi bavarois ne réalisa que peu de chose et, lorsqu'il tomba, les Grecs avaient encore beau-

coup à faire avant de pouvoir être considérés comme formant une nation ayant des idées modernes.

IV — Le régime constitutionnel sous Georges Ier, 1863-1913

Alors que la Grèce avait besoin de calme et d'union pour pouvoir effectuer à l'intérieur une transformation méthodique et fructueuse, le règne du successeur d'Othon Ier a été extraordinairement agité. Les premières années même sont de véritables années d'anarchie pendant lesquelles renaissent les rivalités, provisoirement assoupies, mais toujours vivaces, entre l'élément civil et l'élément militaire, accompagnées fatalement d'émeutes, de désordres et de violences de toutes sortes.

Un gouvernement provisoire avait été, après le départ d'Othon Ier, constitué avec Canaris, Boulgaris et Roufos. Il convoqua une Assemblée constituante pour décider du choix du futur souverain. Mais, dans cette Chambre, l'entente n'existait guère et, n'éprouvant les uns pour les

autres aucun sentiment de fraternité, les députés y venaient avec des armes : on ne put aboutir. Les représentants de la nation se montrant incapables de prendre une résolution, le peuple tout entier fut consulté : par 230.000 voix sur 240.000 votants, il offrit la couronne au prince Alfred, second fils de la reine Victoria, qui récompenserait, on l'espérait du moins, les Grecs de leur attitude en leur rendant les îles Ioniennes. Or cette élection était contraire au pacte de Londres de 1830 qui excluait du trône hellène les membres des familles régnantes de France, d'Angleterre et de Russie. Palmerston se chargea alors de l'affaire et, sous son impulsion, les Grecs élurent le second fils du roi de Danemark, beau-frère du prince de Galles, le 30 mars 1863 : ce fut Georges Ier qui reçut en effet comme don de joyeux avènement les îles Ioniennes.

Quand il arriva au mois d'octobre dans son nouveau royaume, il le trouva en pleine décomposition. Avant même l'élection du prince, le gouvernement provisoire avait été renversé par une sédition militaire. L'Assemblée resta seule à gouverner et elle le fit en prononçant des amnisties entières, en ordonnant la mise en liberté de tous les détenus, même des criminels de droit commun. L'armée devint la maîtresse incontestée d'Athènes où se livra au mois de juin une bataille de trois jours. Le brigandage reparut, impuni et triomphant comme autrefois,

dans toutes les régions. Quelques années auparavant, un ancien élève de l'École française d'Athènes, Edmond About, avait publié deux ouvrages, *La Grèce contemporaine* et *Le Roi des montagnes :* il avait été taxé d'exagération, de partialité et de méchanceté. Mais, si l'on laisse de côté l'esprit satirique, le charme du récit et la brillante fantaisie de l'auteur, n'est-on pas obligé de convenir que beaucoup de traits qu'il rapporte s'appliquent exactement à la situation de la Grèce en 1863, situation originale peut-être, mais en tout cas désastreuse?

Il fallut à Georges Ier un an de lutte sans trêve pour venir à bout des difficultés les plus graves. Dans la proclamation qu'il avait adressée à son peuple en mettant le pied sur le sol hellène, il avait affirmé avec solennité qu'il consacrerait sa vie à faire de la Grèce « le modèle des royaumes en Orient » et qu'il comptait pour cela sur l'amour de ses sujets. Il avait été accueilli avec respect et courtoisie, mais sans enthousiasme. Se souvenant des débuts d'Othon Ier, les Grecs se défiaient à l'avance de cet enfant de dix-huit ans et surtout du conseiller qui l'accompagnait, le comte Sponnek.

Aussi tout d'abord ne tinrent-ils aucun compte du roi. Chacun continua à agir à sa guise. L'Assemblée persistait à siéger, et les députés à y venir toujours munis de poignards et de pistolets. Dans les villes, les soldats étaient en

révolte perpétuelle contre les autorités constituées : de leur côté, les conseils municipaux et les maires, quand ils ne s'entendaient pas, se lançaient les uns contre les autres des sentences capitales et les faisaient exécuter sans prendre la peine de recourir à la justice. Les ministères n'avaient aucune influence et se succédaient avec une rapidité déconcertante : pendant un an, il y en eut un chaque mois. Lassé de tous ces désordres, ayant multiplié vainement les exhortations et les avertissements, Georges Ier comprit que seul un coup d'autorité pouvait sauver le pays. Le 18 octobre 1864, par un message conçu en termes catégoriques, il invita l'Assemblée à terminer la constitution dans un délai de dix jours. Les députés surpris se soumirent docilement et en effet achevèrent de voter le 29 octobre l'acte qui devait régler les rapports du roi et de la nation.

Cette constitution, qui comprend cent dix articles, est promulguée au nom « de la sainte, consubstantielle et indivisible Trinité ». Comme elle est, encore aujourd'hui, en vigueur dans ses points essentiels, il est nécessaire d'en connaître les principales dispositions.

Dans la première partie sont associées des stipulations d'ordre divers. La religion déclarée dominante est celle de l'église orthodoxe orientale qui admet formellement la suprématie de la grande église de Constantinople. Toutefois les

autres religions sont tolérées, et l'exercice de ces cultes est libre et placé sous la protection des règlements administratifs. — Les citoyens hellènes sont tous égaux devant la loi et l'impôt, et seuls admissibles aux emplois publics. — Sont ensuite proclamés, avec une prolixité toute méridionale, le respect de la liberté individuelle, les libertés d'opinion et de la presse, les droits de réunion, d'association, de propriété, etc., bref toutes les libertés que l'on trouve énumérées et affirmées dans les autres constitutions modernes.

La seconde partie a trait à l'organisation du gouvernement. Celui-ci a pour base le principe de la séparation des pouvoirs. Le pouvoir exécutif est accordé au souverain seul qui l'exerce par l'intermédiaire de ministres responsables, tandis que le pouvoir législatif est attribué collectivement au roi et à la Boulè ou Chambre des députés. — Le roi est déclaré irresponsable et inviolable. Il nomme et révoque les ministres, commande en chef les forces militaires de terre et de mer, déclare la guerre et conclut les traités de paix, d'alliance et de commerce. Il sanctionne et promulgue les lois votées par les députés et il peut leur en présenter. Il convoque la Chambre et a le droit de l'ajourner, de la proroger, de la dissoudre, mais sous certaines conditions. — Il n'y a qu'une seule assemblée, la Boulè. Elle est composée de députés élus pour quatre ans : le droit d'éligibilité appartient à

tout citoyen hellène, ayant trente ans d'âge et jouissant de ses droits civils et politiques. Les députés reçoivent une indemnité de 2.000 drachmes pour chaque session ordinaire : s'ils sont convoqués extraordinairement, ils ne touchent que les frais d'aller et retour pour leur voyage. Ils ont à délibérer sur les projets de loi, pour lesquels trois lectures sont nécessaires, votent le budget et fixent le contingent des troupes de terre et de mer. Ils ont le droit d'accusation contre les ministres[1]. — Le troisième pouvoir, le pouvoir judiciaire, est déféré à des juges, qui sont nommés par le souverain, mais qui sont inamovibles. Le jury est établi. Les fonctions de juge sont déclarées incompatibles avec toutes autres, sauf avec celles de professeur à l'université.

En somme, ainsi que d'autres états balkaniques, la Grèce obtient une constitution démocratique. N'ayant pas d'aristocratie de naissance chez elle, elle ne pouvait avoir une seconde Chambre, une Chambre haute, qui aurait été un élément de modération ou de conciliation et aurait servi, au besoin, de contrepoids à la Boulè. Du premier coup étaient mis en face l'un de l'autre, sans intermédiaire aucun, deux pouvoirs, le roi et les représentants de la nation, et ces deux pouvoirs devaient fatalement se heurter.

1. La constitution porte que les projets de loi seront préparés par un conseil d'état, composé de membres nommés par le roi pour une période de dix ans : cette disposition fut abrogée en 1865.

* * *

Georges Ier se renferma dès lors strictement dans son rôle de roi constitutionnel. Pendant son long règne de cinquante ans, il a montré une habileté et une finesse politiques telles qu'au milieu des crises les plus aiguës, il a réussi, au moment où tout semblait perdu pour lui, à maintenir sa personne et sa dynastie sur le trône. Il ne manifesta jamais l'intention d'agir contrairement à la constitution : il poussa même si loin ce respect des formes légales qu'il lui subordonna quelquefois ses sentiments familiaux les plus chers. Mais aussi, par cette fermeté clairvoyante, par cette constance inébranlable dans la politique intérieure, il finit par forcer la sympathie de ses sujets. Ses manières affables et simples, la sincérité et la franchise de son attitude, la volonté bien arrêtée de prouver qu'il avait oublié sa qualité d'étranger en débarquant et qu'il entendait être un souverain grec, exclusivement préoccupé des intérêts de sa nouvelle patrie, tout cela provoqua un revirement heureux dans les esprits. Dès 1867, on lui sut gré d'épouser une princesse russe, Olga Constantinovna, nièce du tzar Alexandre II. Puis l'évolution s'accentua et, quand on vit le chef de l'état appliqué sérieusement à ses devoirs royaux, la popularité lui

fut acquise. Si l'on ne tenait pas compte de ce changement qui se produisit progressivement dans l'opinion publique, on s'expliquerait difficilement que Georges Ier ait pu surmonter toujours les crises multiples, qui, à époques périodiques, éclatèrent dans son royaume et eurent pour résultat tangible d'entraver son développement.

Il ne faut pas croire en effet que le vote de la constitution eût donné aux Grecs le calme et des notions de discipline raisonnée. Loin de là : l'anarchie continua, s'accrut, devint effrénée. Cela tient surtout à ce que les partis politiques ne furent guère que des coteries au service d'un chef, faisant tout ce qu'elles pouvaient pour assurer son triomphe, mais, dans ce cas, attendant de lui les meilleures places. Il se forma alors en Grèce une organisation semblable à celle qui existait, à peu près au même instant, aux Etats-Unis. Aussitôt qu'un homme politique arrive au pouvoir, il destitue tous les fonctionnaires, même les moins dangereux, comme les gardes-champêtres, et il les remplace par ses partisans, dévoués à condition que leur avidité soit satisfaite. Tout revient à des questions de personnes, comme dans les anciennes hétairies : il ne s'agit que de « se pousser ». Aussi voit-on, dès le début du règne, chaque région de la Grèce avoir son chef de clan : Komoundouros représente le Magne, Delyannis le centre de la Morée, Zaïmis le nord de la Morée, Lombardos Corfou, Deligeorgis

Missolonghi, Boulgaris les Nautiques sur la côte de l'Argolide, etc. Alors c'est une cascade de ministères, onze dans l'espace de trois ans (1863-1866). Lorsque le vingtième siècle commencera, Georges Ier en sera à son quarante-septième ministère!

Cette histoire des luttes entre des chefs attitrés, qui se répète constamment avec une uniformité stupéfiante, n'a évidemment aucun intérêt. Mais elle a eu des conséquences funestes. Par suite de ce désordre et de cette instabilité, rien ne put être fait. Les finances n'existaient pas : c'est avec la plus grande peine que la Grèce arrivait à payer leurs intérêts à ses créanciers étrangers. Inutile de parler de la sécurité : c'était un mythe. En 1870, en Attique même, à Marathon, des brigands enlevaient les secrétaires des légations anglaise et italienne et plusieurs voyageurs : ils ménagèrent les personnages diplomatiques, mais ils tuèrent quatre voyageurs. L'émotion produite par cet attentat en Europe fut telle que le roi s'empressa de prendre quelques mesures : elles eurent un effet temporaire et ne donnèrent aucune force au pays.

Aussi, pendant toute cette période, la Grèce fut-elle réduite à une inaction complète : ses embarras intérieurs l'empêchèrent d'intervenir soit lors de l'insurrection crétoise en 1866-1869, soit lors de la guerre balkanique en 1876-1878. Sa faiblesse extrême apparaît nettement à cette

dernière date : pour procurer l'armement nécessaire à l'armée et à la marine, on émit un emprunt intérieur de dix millions : un quart à peine fut souscrit et il fallut décréter le cours forcé du papier. La situation de la Grèce n'avait fait qu'empirer.

Vers l'année 1880 environ, une modification parut cependant devoir se produire. Alors commence le duel politique de deux hommes, duel qui sera ininterrompu et qui eut pour résultat tout au moins de mettre fin à l'exagération excessive de l'instabilité ministérielle. Tricoupis de Missolonghi et Delyannis de la Morée ont en effet détenu alternativement le pouvoir. Tout en se laissant encore dominer trop par les intérêts immédiats et les ambitions personnelles comme leurs prédécesseurs, tout en manquant réellement d'envergure, ils semblent néanmoins avoir représenté deux tendances différentes.

Tricoupis, en qui le roi Georges Ier plaça sa confiance, représenterait, peut-on supposer, la civilisation occidentale. Partisan comme tout Grec de la Grande Idée, c'est-à-dire de l'extension territoriale à outrance de l'Hellade, il eut cependant la vue nette que, pour tenter de la réaliser avec quelques chances de succès, une transformation capitale de son pays était au préalable indispensable, qu'il fallait le doter de routes, de voies ferrées, voire même de canaux comme celui de Corinthe, et lui donner aussi une

force militaire respectable sur terre et sur mer. Connaissant la faiblesse des aptitudes de ses concitoyens, il fit appel pour entreprendre son œuvre à l'étranger, en particulier à la France qui mit à sa disposition plusieurs missions. Mais l'argent manqua : les finances restèrent toujours en un piètre état : la dette dépassa 700 millions. Le ministre s'efforça de la diminuer en contractant en Europe des emprunts à un taux moins onéreux que les précédents et, ce moyen n'étant pas d'une efficacité suffisante, il réduisit au tiers le paiement des intérêts dûs aux créanciers européens. En d'autres termes, il fit une sorte de banqueroute partielle et les puissances, prenant en mains la cause de ceux qui étaient lésés, menacèrent d'infliger à la Grèce le traitement qui avait été imposé à l'Égypte, l'établissement d'un contrôle international. La tentative de Tricoupis fut donc vaine : mais, malgré ces faiblesses, il est juste de reconnaître que la politique, qu'il suivit jusqu'à sa mort en 1895, fut une politique de régénération.

On peut considérer que son rival Delyannis représenta au contraire la tendance purement nationale. Il donna le premier pas à la Grande Idée sans se soucier si la Grèce était capable de la soutenir effectivement, par les armes au besoin. Ses prétentions exagérées et irréductibles l'entraînèrent maintes fois à une politique extérieure active, mais imprudente et dangereuse.

En 1885, quand la Roumélie prononça son union avec la Bulgarie, il faillit déclarer la guerre à la Turquie et ne s'abstint que devant les représentations énergiques des puissances européennes. En 1897, à propos des affaires de Crète, n'écoutant rien, il la déclara réellement et il ouvrit ainsi pour son pays une crise terrible qui allait durer jusqu'en 1910, qui eut de graves répercussions à l'intérieur et au cours de laquelle la royauté faillit sombrer.

La courte guerre de 1897 fut en effet un désastre pour la Grèce. Le diadoque Constantin, fils aîné de Georges Ier et beau-frère de l'empereur d'Allemagne Guillaume II, ne put résister, avec sa petite armée, aux nombreuses troupes turques commandées par Edhem-Pacha que conseillèrent des officiers allemands. Les défaites qu'il subit en Thessalie furent si rapides et si décisives que les puissances protectrices, l'Angleterre, la France et la Russie, durent se hâter d'intervenir pour sauver encore une fois la Grèce. Dans le règlement définitif de comptes qu'elles parvinrent à faire établir, elles donnèrent une satisfaction aux revendications de la nation hellène en obtenant la nomination du second fils du roi, Georges, comme haut commissaire en Crète. Mais elles ne purent pas s'opposer à une délimitation de frontières, défavorable, quoique minime, à la Grèce, et à l'obligation pour celle-ci de payer une indemnité de guerre à la Turquie.

Et surtout elles ne purent pas empêcher les conséquences de cette aventure malheureuse d'être funestes pour l'avenir du pays.

*
* *

Ces conséquences, qui pesèrent sur lui jusqu'en 1910 et qui enrayèrent brutalement ses progrès, sont de trois sortes.

Et tout d'abord, la situation financière, déjà auparavant embarrassée, devint fort critique. La Grèce avait à trouver les cent millions qu'elle était tenue de verser à l'empire ottoman : elle se vit obligée, n'ayant pas de ressources elle-même, d'émettre en 1898 un emprunt sous la garantie des puissances protectrices. Mais celles-ci, instruites par l'expérience, furent amenées à prendre des mesures pour sauvegarder avec efficacité les intérêts des prêteurs étrangers. Comme la Grèce n'avait satisfait jusqu'alors que d'une façon imparfaite à ses obligations financières, elles lui imposèrent un contrôle européen pour réserver spécialement au paiement des intérêts une part suffisante de ses recettes. C'était engager pour longtemps l'avenir du pays et, en effet, cela a lourdement pesé sur le budget grec. Les dépenses que l'on appelle productives ont dû être arrêtées et, jusqu'à la guerre balkanique de 1912, la Grèce s'est débattue

sans succès au milieu des embarras financiers et a perdu tout crédit.

Au point de vue politique, les conséquences de la guerre de 1897 ont été aussi fâcheuses. De nouveau le pays a eu à subir une série de crises ministérielles : l'instabilité gouvernementale a été extrême. Le personnel politique s'est renouvelé et trois hommes ont occupé alternativement le pouvoir. Rhallys succéda à Delyannis, assassiné en 1905 par un joueur mécontent, et Theotokis à Tricoupis, mort en 1895 : le troisième, Zaïmis, représenta la tendance modérée et conciliatrice. Mais l'expérience ne servit pas à ces chefs de clan qui exagérèrent même la violence des procédés qu'avaient employés leurs prédécesseurs. Acharnés l'un contre l'autre, Rhallys et Theotokis se combattirent sans trêve, pour défendre non des principes, mais leurs intérêts particuliers. Bien plus, lorsque Zaïmis, qui se tint généralement en dehors des coteries, arrivait au pouvoir avec un programme prudent destiné à relever la Grèce, les deux adversaires se réconciliaient aussitôt et se coalisaient contre lui pour le renverser le plus tôt possible, quitte ensuite à reprendre leurs luttes mesquines. Pas plus que dans l'antique Hellade, les politiciens grecs ne purent s'élever jusqu'à l'idée de l'intérêt général : ils se laissèrent aveugler sans arrêt par leurs ambitions personnelles. On vit apparaître beaucoup de déclarations, beaucoup de projets :

aucune amélioration sensible ne fut réellement effectuée. Le gouvernement grec devint anarchique et le pays continua à dépérir.

Cette situation devait produire une dernière conséquence, la plus dangereuse de toutes, l'introduction de l'armée dans le gouvernement et dans la politique. Alors éclata le conflit le plus terrible, qui devint rapidement une crise dynastique et qui atteignit sa plus grande acuité en 1909. Quelles furent les causes de ce mouvement?

Les officiers de l'armée de terre attribuaient les échecs subis en 1897 exclusivement à l'insuffisance du haut commandement. Ils demandaient donc que le diadoque Constantin, déclaré incapable, fût privé de la direction suprême dont il avait été jusqu'alors investi, que les autres princes royaux ne fissent plus partie de l'armée, que tous les officiers supérieurs reconnus inaptes fussent renvoyés et que la réorganisation des troupes fût opérée avec le concours de missions étrangères. Les hommes d'état considéraient, de leur côté, que les défaites éprouvées dans la guerre contre la Turquie étaient dûes, sans acception de personnes, à ce que l'armée grecque n'avait pas été préparée avec assez de soin en vue de cette lutte, et, d'autre part, à ce que les officiers, ayant la faculté de se faire élire députés, sacrifiaient trop leurs devoirs militaires aux préoccupations de leur avancement personnel et de leur fortune politique.

Mû par ces considérations, Theotokis présenta donc en 1903 un projet, timide d'ailleurs, pour l'augmentation des effectifs. Mais, s'apercevant que tout manquait à la fois, casernes, chevaux, effets, argent, il en demanda bientôt l'ajournement et se borna à créer une caisse de la défense nationale et une caisse de la défense navale, qui étaient destinées à recueillir les fonds nécessaires à l'organisation future. Revenu plus tard au ministère, il alla plus loin : il étendit son programme primitif et y inséra en 1906 l'interdiction pour les officiers de se mêler activement à la vie politique et l'obligation pour eux de se consacrer entièrement à leurs fonctions militaires.

Ces dispositions provoquèrent le mécontentement et les protestations des officiers et marquèrent le début d'une agitation qui ne discontinua pas et dont la vivacité ne fit que s'accroître pendant les deux années suivantes. En définitive une Ligue militaire se forma en 1909 pour s'opposer par tous les moyens aux projets des ministres. Des officiers et des soldats quittèrent la capitale, établirent un camp à quelque distance et, là, rédigèrent un manifeste, qui était un véritable ultimatum, contre le gouvernement constitué. A leur tour, les équipages de la flotte s'agitèrent et, au bout de quelques mois, une Ligue navale était fondée : passant immédiatement à l'action, les officiers de marine s'emparèrent de l'arsenal de Salamine où ils conduisirent toute

la flottille des torpilleurs. Pendant quelque temps le désordre fut inexprimable. On parvint sans doute péniblement à mettre à la raison les marins mutinés. Mais la Ligue militaire resta maîtresse de la situation : elle intervint constamment dans le gouvernement, terrorisant les ministres civils qui n'osaient rien faire. Elle finit par demander la convocation d'une assemblée nationale qui aurait à procéder à une revision de la constitution : elle assurait en échange qu'elle prononcerait sa dissolution le jour même où cette assemblée serait réunie.

Pendant toute cette période agitée, qu'avait fait Georges Ier ? Il avait donné satisfaction aux désirs des mutins en retirant à ses fils les commandements qu'ils avaient dans l'armée et en envoyant le diadoque Constantin voyager en Europe. Mais il ne voulait pas aller plus loin : il était opposé à toute revision constitutionnelle de crainte d'avoir à supporter ensuite une dictature militaire qui annihilerait son pouvoir. Il était soutenu par la plupart des hommes politiques, hostiles comme lui à l'établissement de la prépondérance de l'élément militaire sur l'élément civil. Le conflit paraissait donc insoluble. Alors intervint un homme nouveau, qui allait mettre rapidement un terme à cette anarchie.

*
* *

Né en Crète en 1859, Eleuthère Venizelos débuta comme avocat dans sa patrie : puis, quand le prince Georges fut nommé haut commissaire, il entra dans l'administration crétoise. Mais la politique l'attirait : il prit bientôt le premier rang et c'est autour de lui que se groupèrent tous ceux qui réclamaient avec ardeur l'union de la Crète et de la Grèce. En 1909, il fut l'un des représentants que ses compatriotes, qui, nominalement, étaient encore soumis à la Turquie, envoyèrent à l'assemblée constituante d'Athènes. Pour éviter toute complication diplomatique et toute difficulté à la Grèce, il renonça à sa fonction officielle de chef du gouvernement crétois et ne fut plus qu'un député grec. En cette qualité, il eut vite conquis une grande popularité parce qu'on le considéra comme le représentant du mouvement panhellénique et parce qu'on vit à juste titre qu'il ne se laissait pas seulement diriger par son ambition personnelle. Il tranchait sur tous les autres hommes politiques grecs. Éloquent comme certains d'entre eux, il ne se passionnait pas pour de mesquines intrigues, mais pour de hautes idées : d'une ardeur convaincante, il subordonnait l'intérêt particulier à l'intérêt général. C'étaient

là des allures politiques nouvelles. De plus, son intelligence nette et pratique fit voir à Venizelos les périls que courait la Grèce et lui fit trouver les remèdes efficaces pour la sortir de la crise dans laquelle elle s'enlisait depuis plusieurs années. Lorsque Georges Ier, ayant épuisé la liste des politiciens notoires et éprouvé leur impuissance, s'adressa à un homme d'état, celui-ci, malgré les jalousies et l'hostilité de ceux dont il prenait subitement la place, eut bientôt fait de résoudre le problème.

Il prit parti sans hésitation : il adopta franchement le programme de la Ligue militaire, mais en formulant une réserve expresse et capitale, en déclarant que l'assemblée constituante n'aurait pas le droit de discuter le principe même du gouvernement, c'est-à-dire la forme monarchique. Le 29 mars 1910, à la suite de ces négociations, la Ligue acceptait et se déclarait dissoute : le 17 octobre, Venizelos arrivait au ministère. Fort mal accueilli par les chefs de parti traditionnels, qui voyaient en cet intrus un rival dangereux, il n'hésita pas davantage : il voulut savoir s'il avait le pays derrière lui et prononça la dissolution de la Chambre. Le pays répondit à son appel et lui renvoya une majorité de députés modérés. Venizelos put donc, en 1911, réaliser l'œuvre pour laquelle il avait pris le pouvoir et il procéda à la revision de la

constitution qui a été, depuis, en vigueur[1].

Il l'a effectuée, suivant ses intentions premières, en la limitant à des points de détail, sans toucher aux prérogatives royales. La Boulè conserve son pouvoir législatif : mais fonctionnaires et officiers ne peuvent en faire partie. A côté d'elle est créé un Conseil d'état, qui eut des attributions multiples : corps législatif, il examine les projets de loi qui lui sont présentés par les ministres et exprime à ce sujet son avis : corps administratif, il connaît de toutes les affaires qui concernent les membres des diverses administrations. Un conseil supérieur de la magistrature a été, aussi, fondé pour avoir la haute direction sur les juges et, de même, des conseils spéciaux ont été organisés pour les autres fonctionnaires. De cette façon, tous les agents du gouvernement ont des garanties sérieuses et leur situation n'est plus à la merci des fluctuations politiques. Par ces modifications simples et raisonnées, Venizelos sauva la monarchie d'une part, et commença à installer l'ordre dans l'administration d'autre part. On comprend sans peine que le roi Georges Ier lui ait conservé jusqu'à la fin de sa vie une confiance inébranlable.

On le comprend d'autant plus que Venizelos s'est efforcé en outre de faire les réformes qui

1. Exception faite pour une partie du règne de Constantin, le successeur de Georges Ier. .

étaient nécesssaires pour que la Grèce se transformât enfin en un état moderne : si, par suite des circonstances, il n'a pu aller jusqu'au bout, il les a du moins entreprises. On a pu quelquefois lui reprocher son caractère autoritaire : mais ne fallait-il pas une énergie tenace et une volonté inflexible pour arracher les Grecs à leurs dissensions invétérées, pour leur faire perdre l'esprit d'indiscipline et les empêcher de retomber dans les erreurs passées? Aussi le ministre réprima-t-il avec vigueur les mouvements que les éléments militaires, mécontents de la constitution d'un pouvoir fort, ont tenté à plusieurs reprises de fomenter : il clôtura l'ère des pronunciamientos.

S'élevant délibérément au-dessus des partis ou des coteries locales, il a tenté aussi de mettre en valeur le pays tout entier, en faisant dessécher des marais, en développant les cultures dans la Thessalie qui est devenue une sorte de grenier de la Grèce, en améliorant par des lois la condition encore bien misérable des ouvriers. La création d'un ministère de l'agriculture et de l'industrie, d'un Crédit foncier, d'une Banque agricole, témoigne de la réalité de ses efforts à cet égard.

D'autre part, il a commencé à donner quelque activité à l'enseignement et, à ce point de vue, il a eu beaucoup de peine à terminer une véritable guerre de langues qui s'était compliquée

de questions politiques et nationales et qui durait, acharnée, depuis longtemps. Les vulgaristes en effet soutenaient que la seule langue que l'on devait employer était la langue vulgaire ou grec moderne : les puristes répliquaient par un refus formel, alléguant que la langue vulgaire était souillée par des termes d'origine étrangère, en particulier des mots turcs. Et, dans ce petit état, cette question avait pris des proportions énormes : en 1901, les puristes avaient fait une émeute à Athènes, avaient tué des soldats et avaient tiré sur le ministre Theotokis qui avait dû donner sa démission. En 1911, Venizelos mit enfin d'accord les deux camps en faisant décider que toute tentative de corrompre la langue était interdite et serait sévèrement punie.

Malgré ces minuties et d'autres du même genre qui ont été pour lui, à plusieurs reprises, des causes d'embarras, Venizelos a pu cependant accomplir une œuvre importante : il a réussi à donner à la Grèce une armée et une marine. A cet égard, il obtint l'appui de la France qui ne lui ménagea pas son concours financier et, grâce à cet argent, il fit appel à diverses puissances pour avoir des instructeurs destinés à former les Grecs encore peu habiles. Une mission française, sous la direction du général Eydoux, organisa l'armée de terre, la munit d'un matériel sorti des usines du Creusot,

et suivit ses chefs, pour les conseiller, dans la guerre balkanique de 1912. A l'Angleterre Venizelos demanda d'accomplir une œuvre semblable pour la marine : à l'Italie, de créer une gendarmerie : à l'Autriche même, d'installer le service des eaux et forêts.

Ainsi la Grèce, sous cette impulsion énergique, tâchait de réparer le temps perdu en intrigues stériles : elle commençait à sortir du désordre dans lequel elle avait presque constamment vécu au cours du XIX^e^ siècle. Les efforts, faits par son ministre, portèrent presque immédiatement leurs fruits. Au mois de septembre 1912, la guerre balkanique éclatait et les Hellènes réorganisés y prenaient part avec succès. Lorsque, le 18 mars 1913, le roi Georges I^er^ était assassiné par un déséquilibré dans sa nouvelle conquête, Salonique, la Grèce paraissait devoir réaliser une partie, tout au moins, de la Grande Idée et son avenir s'annonçait comme devant être brillant.

∴

Les années suivantes furent au contraire moins heureuses. La conflagration, qui a éclaté en 1914 et dans laquelle ont été entraînés tant de peuples, a été la cause d'une dernière crise fort grave pour la Grèce qui est retombée

dans ses erreurs d'autrefois. Le successeur de Georges Ier, Constantin, après avoir maintenu Venizelos au pouvoir, s'est séparé de lui pour suivre une politique extérieure tout à fait personnelle en faveur des empires centraux. Ne tenant aucun compte de la constitution et de l'opinion populaire, il a gouverné à sa guise en s'appuyant sur les anciens chefs de parti, heureux de reprendre ce pouvoir si impatiemment désiré dont ils étaient éloignés depuis des années.

Le moment n'est pas encore venu de raconter cette histoire, à tous égards lamentable. Qu'il suffise de dire simplement que, lasses d'être jouées par lui, les puissances de l'Entente ont exigé le départ du roi Constantin et que Venizelos, revenu à Athènes au mois de juillet 1917, gouverne sous le nom du second fils du souverain déchu, Alexandre. Ses préoccupations présentes sont de liquider la situation déplorable laissée par l'ancien roi et de reconstituer les forces désorganisées de la Grèce. Seule, la fin de la guerre pourra lui permettre de reprendre sa tâche intérieure si brutalement interrompue. Mais, alors, les Grecs auront-ils été instruits par l'expérience et surtout auront-ils acquis un esprit politique suffisant pour suivre la voie que leur tracera leur ministre clairvoyant et avisé ? Le passé de la Grèce ne permet pas de l'affirmer.

CONCLUSION

Ne considérer dans l'histoire de la péninsule balkanique depuis 1815 que les négociations diplomatiques et les faits militaires serait se faire une idée incomplète et inexacte de cette histoire. Les exploits de quelques Grecs pendant la lutte pour l'indépendance, ou encore les victoires rapides et brillantes remportées par les coalisés chrétiens dans la dernière guerre des Balkans, ou enfin l'intervention le plus souvent chevaleresque de nombreux étrangers qui ont sacrifié leur fortune ou leur vie pour défendre une cause à leurs yeux sacrée, tout cela, déformé, démesurément grossi et amplifié par la littérature et l'art, a réellement beaucoup trop servi à fausser l'opinion qui s'est formée au sujet des peuples balkaniques chrétiens.

Lorsque l'on étudie au contraire leur histoire intérieure, aussi mouvementée, aussi pleine de péripéties que l'autre, l'indulgence, ou calme ou enthousiaste, que l'on avait pour eux, s'évanouit à peu près totalement. Et l'on en arrive finalement à se demander avec angoisse : ces états, qui se sont libérés peu à peu de la domination de l'homme plus que malade, ont-ils mérité vraiment par leurs efforts l'aide quelquefois bénévole, plus souvent intéressée, en tout cas

bien fréquente, que l'Angleterre, la France et la Russie leur ont accordée? L'on estimera peut-être, à première vue, que cette appréciation est fort sévère : les faits nous semblent cependant la justifier entièrement.

A parler net, la plupart de ces pays n'avaient pas pu, en 1915, par suite de diverses circonstances, se constituer en véritables états modernes. Si nous laissons de côté la Roumanie, dont les tentatives continues avaient abouti à des résultats appréciables et où le gouvernement, s'élevant au-dessus des questions de parti et se tenant jusqu'en 1913 en dehors des querelles extérieures, se consacrait sans arrêt au développement intérieur de la nation tout entière, les autres pays balkaniques en étaient encore à la période de gestation, de croissance pénible, interrompue par intervalles d'une régularité singulière et caractéristique.

L'une des causes de ce fait, en apparence déconcertant, réside en ce que la Bulgarie, la Grèce, le Montenegro et la Serbie disposent seulement d'un régime parlementaire que l'on est autorisé à qualifier d'incomplet. Nations presque uniquement composées de paysans, dépourvues de l'ancienne noblesse ou aristocratie qui avait disparu au cours des guerres soutenues dans le passé, ces états n'ont pu établir chez eux le système politique qui fonctionne dans les pays libéraux de l'Europe. Chez eux, il est inutile de

chercher une chambre haute dont le rôle serait de servir de contrepoids efficace, de modérer et de résoudre par la conciliation et les concessions les différends aigus et inévitables qui surgissent entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Ces deux pouvoirs ont donc été constamment face à face et se sont heurtés souvent avec violence. De là, des conséquences peu favorables : partout l'instabilité et, en plus, les coups d'état des Obrenovitch en Serbie, la dictature stambouloviste en Bulgarie, l'anarchie permanente en Grèce, le maintien de la suprématie du pouvoir exécutif dans le Montenegro, en d'autres termes, un manque complet d'équilibre.

De plus, les crises qui ont troublé périodiquement ces nations balkaniques ont été déterminées en grande partie par l'insuffisance du personnel gouvernemental. Que voyons-nous en effet pendant presque toute cette longue période? Des peuples, soumis pendant des siècles à une oppression cruelle, conquièrent leur indépendance : de la sujétion absolue ils sont jetés brusquement dans une liberté sans restrictions, et cela alors qu'ils n'ont aucune éducation politique et qu'ils ne sont même pas suffisamment instruits. Ils doivent donc fatalement subir l'influence de quelques hommes qui auront pour mission de diriger leurs premiers pas et seront à la tête du gouvernement pour le plus grand bien des citoyens.

Or, jusqu'au commencement du xx^e^ siècle, il ne s'est pas trouvé un homme d'état au sens exact du mot. Il n'y a eu que des politiciens, aux idées étroites, désireux d'acquérir l'influence pour acquérir la fortune, combattant ceux qui sont au pouvoir parce que ceux-ci leur barrent le chemin, et non pour appliquer des programmes raisonnés et raisonnables. C'est le système des chefs de clan, avec tout le cortège ordinaire de faméliques dont la seule ambition est d'accaparer les fonctions devant leur permettre de vivre sans effort et qui, dans la poursuite de ce but matériel, n'hésitent pas à se servir de n'importe quels moyens. Ces rivalités de personnes, cette avidité et cette âpreté au gain immédiat et palpable, voilà le triste exemple que nous fournit l'histoire intérieure de ces états, celui de Roumanie excepté, comme nous l'avons dit.

Quelques années avant la guerre présente, une éclaircie semblait pourtant se produire chez deux d'entre eux : en Serbie Pachitch, en Grèce Venizelos avaient pris à tâche de ne pas se perdre complètement dans les mesquines intrigues habituelles, et de sortir leurs pays de l'ornière dans laquelle ceux-ci s'étaient et restaient embourbés. Lorsque la paix aura été conclue, cette tendance prévaudra-t-elle enfin, deviendra-t-elle générale, ou bien les états chrétiens des Balkans persisteront-ils à renou-

veler l'histoire de l'antique Hellade dont les cités furent agitées par de perpétuelles divisions intestines?

Et ces rivalités intérieures se sont compliquées d'autres querelles. Ces états étaient à peine nés qu'ils émettaient tous des prétentions, non pas peut-être à l'hégémonie dans la péninsule, mais à coup sûr à une extension exagérée de leurs territoires. Invoquant le passé toujours glorieux, l'ethnographie, la linguistique, et dissimulant le plus souvent l'intérêt et l'ambition, ils ont fait passer au premier plan la question, plus compliquée et plus délicate là que partout ailleurs, des nationalités. Et ainsi, pour soutenir leurs revendications et tâcher de réaliser leurs aspirations, ils ont été conduits à sacrifier tout chez eux à la constitution des forces militaires. La course aux armements n'a pas seulement sévi parmi les grandes puissances européennes : elle a existé, et au plus haut degré, chez les petites nations des Balkans. Alors que celles-ci auraient dû poursuivre dans la paix un développement normal et régulier qui, à la longue, leur aurait procuré les ressources nécessaires, elles ont tout subordonné à l'armée. Qu'en est-il résulté? Des impôts très lourds pour les habitants, des emprunts onéreux contractés à l'étranger, des charges financières accablantes et même quelquefois de véritables faillites. Cette disproportion énorme entre les buts avoués et les moyens pour

les poursuivre a été une entrave insurmontable aux progrès.

Telles sont quelques-unes des considérations générales qu'inspire l'histoire intérieure de ces pays. Doivent-ils être cependant mis sur le même pied et n'y a-t-il pas certaines atténuations à faire valoir en faveur de quelques-uns?

La Roumanie seule a suivi avec régularité des méthodes que l'on peut appeler logiques. Aussi, vers 1915, la regardait-on à bon droit comme l'état balkanique le plus solidement constitué, le plus riche et le mieux armé à tous égards. Tout en affirmant avec décision son idéal d'extension territoriale, la Serbie avait fait cependant des efforts réels pour opérer chez elle une transformation graduelle. Deux causes les avaient rendus à peu près vains. D'abord les derniers représentants de la dynastie des Obrenovitch ont été des princes déplorables : cela n'était pourtant pour la Serbie qu'un péril temporaire. Mais la situation géographique a mis cette nation en face d'un danger permanent, l'opposition systématique de l'Autriche-Hongrie qui a contrecarré toutes les tentatives de relèvement intérieur, s'est refusée avec une obstination calculée et opiniâtre à la constitution d'un état assez fort pour barrer la route à ses desseins orientaux et n'a pas hésité à déclancher une guerre terrible pour abattre définitivement ce

voisin, jugé par elle trop gênant. Par contre, pour les trois autres pays, il ne semble pas que l'on puisse invoquer des motifs sérieux pour expliquer que leur situation intérieure en 1915 fût peu favorable : le Montenegro restait dans la stagnation la plus complète, la Bulgarie s'était préparée presque exclusivement en vue de conquêtes, la Grèce sortait à peine de la période des convulsions.

La conclusion qui nous semble s'imposer est donc que, après la guerre présente, la tâche qu'auront à accomplir les pays chrétiens des Balkans sera immense et ardue. Ils auront non-seulement à réparer les ruines accumulées, mais encore et surtout à travailler longuement, dans le calme et la paix, sans se lasser, pour qu'ils parviennent enfin à faire véritablement figure d'états modernes et que leur développement futur ne puisse pas être compromis. Pour cela, ils devront, instruits par l'expérience, abandonner délibérément les méthodes anciennes et routinières, et à la politique, peut-être fructueuse, des coteries particulières substituer la politique, peut-être ingrate, d'intérêt général. Auront-ils assez de sens pratique pour se résoudre à cette transformation, d'importance vitale pour eux? Le passé n'est malheureusement pas un sûr garant de l'avenir.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

AVANT PROPOS. 1

CHAPITRE PREMIER. — **La Roumanie.**

I. — Les principautés avant 1812. 5
II. — Le protectorat russe, 1812-1856. 18
III. — La constitution de la Principauté, 1856-1881. 38
IV. — Le royaume de Roumanie depuis 1881. . . . 65

CHAPITRE II. — **La Bulgarie.**

I. — La Bulgarie avant 1878. 75
II. — Alexandre de Battenberg, 1879-1886. . . . 87
III. — Ferdinand de Saxe-Cobourg, 1887. 101

CHAPITRE III. — **La Serbie.**

I. — La Serbie avant 1804. 120
II. — La Serbie de 1804 à 1869. 131
III. — La Serbie de 1869 à 1903. 156
IV. — La Serbie depuis 1903. 172

CHAPITRE IV. — **Le Montenegro.**

I. — Le Montenegro avant 1851. 180
II. — Le Montenegro depuis 1851. 187

CHAPITRE V. — **La Grèce.**

I. — La Grèce avant 1820. 199
II. — La Grèce de 1820 à 1832. 210
III. — L'évolution sous Othon Ier, 1832-1862. . . . 219
IV. — Le régime constitutionnel sous Georges Ier, 1863-1913. 229

CONCLUSION. 253
Table des matières. 260
Table des noms de personnes. 261

Saint-Denis. — Imp. Ve Bouillant et J. Dardaillon.

TABLE DES NOMS DE PERSONNES

Abd-ul-Hamid II, 110, 113, 174.
Abd-ul-Medjid, 84.
Alaric, 201.
Aleko-Pacha : voir Vogoridès.
Alexandre de Battenberg, 91, 93, 95, 96, 98, 99, 100, 104, 163.
Alexandre Ier de Grèce, 252.
Alexandre Ier de Russie, 21, 135, 137, 214.
Alexandre II de Russie, 64, 88, 91, 92, 99, 117, 235.
Alexandre III de Russie, 95, 96, 99, 100, 104, 105, 113.
Alexandre Ier de Serbie, 167, 168, 169, 170, 171.
Alexandre-Jean Ier : voir Couza.
Alexandre Karageorgevitch, 147, 148, 149, 172.
Alexandre le Grand, 200.
Alfred (prince), 230.
Ali de Tébelin, 131, 212.
Ali-Pacha, 39.
Amélie d'Oldenbourg, reine de Grèce, 222, 226.
Andrassy, 64.
Antoine de Hohenzollern, 50.
Armansperg, 220.
Basile II, 77.
Battenberg : voir Alexandre de Battenberg.
Bibesco (Démètre Georges), 17, 29, 30, 34, 37, 56.
Bismarck, 50, 62, 64, 110.
Bonaparte : voir Napoléon Ier.
Boris de Bulgarie, 90, 113.
Botev, 86.
Boulgaris, 229, 237.
Bratiano (Démètre), 33.
Bratiano (Jean), 33, 43, 49, 56, 64, 65.
Bratiano (Jean), 66, 68, 71.
Bnol, 39.
Canaris, 227, 229.
Cantacuzène, 17.
Capo d'Istria (Jean), 208, 209, 213, 214, 215, 216, 217, 218.
Carol : voir Charles Ier de Roumanie.
Carp, 60, 66.
Catargi (Lascar), 55, 60, 61, 63.
Catherine II, 6, 21, 206.
Cavour, 39.
Charles de Hohenzollern : voir Charles Ier de Roumanie.

Charles Ier de Roumanie, 50, 51, 52, 55, 56, 57, 58, 59, 64, 65, 66, 73.
Church, 213, 216.
Clarenton, 39.
Clément (métropolite), 109.
Clémentine (princesse), 106.
Cochrane, 213.
Condouriotis, 218.
Constantin Ier de Grèce, 240, 243, 245, 248 note, 252.
Coray (Adamantios), 207, 208.
Couza (Alexandre), 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 55, 57, 59.
Danef, 114.
Danilo Ier, 187, 188, 189.
Deligeorgis, 236.
Delyannis, 236, 238, 239, 242.
Denys l'ancien, 111.
Diébitch, 82.
Disraëli, 87.
Dondoukof, 88, 91.
Dositée Obradovitch, 155.
Douchan (Stéphane), 122, 182.
Draga, reine de Serbie, 170, 171.
Duhamel, 35.
Edhem-Pacha, 240.
Ehrenrot, 95.
Eliade, 31, 33.
Eydoux, 250.
Ferdinand Ier de Bulgarie, 90, 106, 108, 109, 110, 112, 113, 115, 117, 118.
Ferdinand Ier de Roumanie, 66.
Filipesco, 67.
François-Joseph Ier, 112, 164.
Fuad-Effendi, 35.
Garachanine, 159.
Gavril-Pacha : voir Krestovitch.
Georges de Grèce (prince), 240, 246.
Georges Ier de Grèce, 91, 230, 231, 232, 235, 236, 237, 238, 240, 245, 247, 248 et note, 251, 252.
Georges V de Montenegro, 182.
Ghenadief, 114.
Ghika (Alexandre), 26, 28.
Ghika (Grégoire), 21, 37.
Gladstone, 75, 107.
Grékof, 94.
Grouitch, 160.
Guéchof, 114.
Guillaume Ier, 50, 52, 59, 60.
Guillaume II, 240.
Héraclius, 122.
Ignatief, 86.
Jacquin, 97.
Joseph II, 129
Kara-Georges, 130, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 144, 147, 155, 172.
Karavelof, 86, 94, 95, 101, 102, 105, 109.
Kaulbars, 96.
Kaulbars, frère du précédent, 104, 105.
Kisselef, 10, 23, 24, 26, 27, 29.
Kolleftis, 212, 218, 225.
Kolokotronis, 212, 221.
Komoundouros, 236.
Krestovitch, 98.
Kutusov, 7.
Lazar (Georges), 16, 17, 20.
Lazare, 123.
Léopold II, 129.
Léopold de Saxe-Cobourg, 216, 217, 219.

Lombardos, 236.
Loubry, 148.
Louis Ier de Bavière, 219.
Louis-Philippe Ier, 50, 54, 106.
Luther, 35.
Mahmoud II, 23, 137, 141.
Maior (Pierre), 16.
Majorescu, 66.
Malinof, 114.
Marachlia-Pacha, 141.
Marghiloman, 66.
Marie-Louise de Parme, 110.
Marie-Thérèse, 129.
Marko, 126.
Mavrocordato (Alexandre), 211, 212, 213, 218, 225.
Mavromichalis, 218.
Mazzini, 56.
Méhémet-Ali, 23.
Metaxas, 225.
Miaoulis, 218.
Michel le Brave, 5, 15.
Michel Obrenovitch, 146, 147, 150, 151, 152.
Micu (Samuel), 16.
Midhat-Pacha, 86.
Milan Ier de Serbie, 99, 152, 156, 157, 159, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 175.
Milan Obrenovitch, 146.
Miloch Obrenovitch, 134, 136, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 149, 150, 153.
Miouchkovitch, 194.
Mirko, 189.
Mondain, 151.
Montesquieu, 210.
Moutkourof, 101, 103, 109.
Nabokof, 109.
Napoléon Ier, 19, 135, 137, 206.
Napoléon III, 38, 40, 41, 47, 50.
Naritchevitch, 94.
Nathalie de Serbie, 166, 170.
Nicolas Ier de Montenegro, 172, 189, 190, 191, 194, 195, 196, 197.
Nicolas Ier de Russie, 21, 22, 23, 35, 145, 215, 226.
Nicolas II de Russie, 113, 117, 171.
Nikchitch, 114.
Novakovitch, 159.
Obradovitch : voir Dositée Obradovitch.
Odysseus, 212.
Olga Constantinovna, reine de Grèce, 235.
Orlof (Alexis), 206.
Orlof (prince), 39.
Orsini, 41.
Othon Ier de Grèce, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 226, 227, 228, 229, 231.
Pachitch, 160, 168, 174, 175, 176, 177, 256.
Pacifico, 226.
Païsi, 82.
Palmerston, 226, 230.
Panitza, 98, 109.
Parentzof, 95.
Pasvan-Oglou, 80, 82, 131.
Patchou, 177.
Petrovitch (Danilo), 182.
Pétrovitch (Georges) : voir Kara-Georges.
Philippe de Flandre, 50.
Philippe II de Macédoine, 200.
Pierre Ier de Montenegro, 184, 185.
Pierre II de Montenegro, 184, 185, 186, 187, 190.

Pierre Ier de Serbie, 172, 174, 175, 176, 178.
Pierre le Grand, 6, 14, 183, 205.
Quillé, 111.
Radoslavof, 109, 114.
Radovitch, 193.
Raïtch, 154.
Rakowski (Georges), 86.
Reuss (prince de), 91.
Rhallys, 242.
Richelieu, 111.
Righas (Constantin), 206, 209.
Rilski (Néophyte), 83.
Ristitch, 156, 159, 164, 168.
Rossetti (Constantin), 49, 56, 57.
Roufos, 229.
Saint-Sava, 123.
Salisbury, 87.
Sélim III, 131.
Shinkaï (Georges), 16.
Siméon le Grand, 76.
Simitch, 145, 160.
Sobolef, 96.
Soliman, 35.
Sophroni, 82.
Sponnek, 231.
Stamboulof, 86, 95, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 110, 111, 114, 116.
Stéphane le Grand, 5.
Stirbeï (Barbe), 17, 37.
Stoïlof, 94, 105, 108, 114.
Stourdza (Démètre), 66, 70.
Stourdza (Jean), 21.
Stourdza (Michel), 26, 27, 28, 29, 30, 33.
Stoyanovitch, 160.
Stransky, 97, 98.
Stronsberg, 62.
Take-Jonesco, 67, 71.
Theotokis, 242, 244, 250.
Thouvenel, 40.
Thugut, 7.
Tomanovitch, 194.
Torcy, 97.
Trajan, 5, 15.
Tricoupis, 238, 239, 242.
Valdemar de Danemark, 91, 105.
Vénéline (Georges), 82.
Venizelos (Eleuthère), 246, 247, 248, 250, 251, 252, 256.
Victoria (reine), 230.
Vladimiresco (Théodore), 20.
Vogoridès, 40, 97, 98.
Vouk Karadjitch, 155.
Walewski, 38.
Ypsilanti (Alexandre), 19, 20, 21, 209.
Ypsilanti (Demetrius), 211, 216.
Zaïmis, 236, 242.
Zankov, 84, 94, 95, 100, 104, 105, 108.